

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 29/06/2017

N° : 2017/30

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/114

 **Décisions**

Page 115/463

ARRÊTÉS

ARRETE DE COMPOSITION DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES DE LA CATEGORIE A, B ET C

Vu

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°89-229 du 17 avril 1989, modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités locales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n°95-1018 du 14 septembre 1995, modifié, fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupe hiérarchique en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La délibération FAG 015-814/16/CM du 19 septembre 2016 relative à la composition des commissions administratives paritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Considérant

- Que l'article 2 du décret n°89-229 du 17 avril 1989 précité fixe à 6 le nombre de représentants appelés à siéger à la commission administrative paritaire de catégorie A, à 6 pour la catégorie B et à 8 pour la catégorie C ;
- L'article 4 du décret n°89-229 du 17 avril 1989, précise que l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination, désigne les représentants de l'établissement parmi les membres de l'organe délibérant titulaire d'un mandat électif ;
- Le procès-verbal du 8 décembre 2016 modifié, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats des élections professionnelles du jeudi 8 décembre 2016 des représentants aux commissions administratives paritaires de catégorie A, B et C de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Les listes présentées par les syndicats lors des élections professionnelles du 8 décembre 2016 :

A la Commission Administrative Paritaire de la catégorie A :

- Force Ouvrière (FO)
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)
- SNT CFE-CGC, CFTD, FAFPT, CFDT
- Confédération Générale du Travail (CGT)
- SNUTER 13 – La FSU Territoriale

A la Commission Administrative Paritaire de la catégorie B :

- Force Ouvrière (FO)
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)
- SNT CFE-CGC, CFTD, FAFPT, CFDT
- Confédération Générale du Travail (CGT)
- SNUTER 13 – La FSU Territoriale
- Syndicat Autonome de la Fonction Publique Territoriale (SAFPT)

A la Commission Administrative Paritaire de la catégorie C :

- Force Ouvrière (FO)
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)
- SNT CFE-CGC, CFTD, FAFPT, CFDT
- Confédération Générale du Travail (CGT)
- SNUTER 13 – La FSU Territoriale
- Syndicat Autonome de la Fonction Publique Territoriale (SAFPT)

Sur proposition du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Arrête

Article 1^{er} :

À compter du 9 décembre 2016, la composition des commissions administratives paritaires de catégorie A, B et C, de la Métropole Aix-Marseille-Provence est établie ainsi qu'il suit :

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE LA CATEGORIE A

AUTORITE TERRITORIALE

Titulaires :

- M. Pascal MONTECOT
- Mme Josette VENTRE
- M. Gérard CHENOZ
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Martial ALVAREZ
- M. Gérard BRAMOULLE

Suppléants :

- M. Henri PONS
- Mme Marie-Louise LOTA
- Mme Monique CORDIER
- M. Henri CAMBESSEDES
- Mme Nicole JOULIA
- M. Jean-Pierre SERRUS

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Titulaires : Groupe hiérarchique V

- M. Patrice AYACHE (FO)
- Mme Fleur SKRIVAN (SNUTER 13 – FSU)
- M. Patrick MONICO (UNSA)
- Mme Isabelle LOUIS-SARROLA (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)

Suppléants : Groupe hiérarchique V

- Mme Evelyne CORTES (FO)
- Mme Fabienne MAESTRAGGI (SNUTER 13 – FSU)
- M. Jean-Bernard RIERE (UNSA)
- M. Thierry VIGNARD (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)

Titulaires : Groupe hiérarchique VI

- M. Michel KARABADJAKIAN (FO)
- M. Philippe CHALLANDE (SNUTER 13 – FSU)

Suppléants : Groupe hiérarchique VI

- Mme Catherine HAMICHE (FO)
- Mme Marie-Christine DE PALMA (SNUTER 13 – FSU)

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE LA CATEGORIE B**AUTORITE TERRITORIALE****Titulaires :**

- M. Pascal MONTECOT
- Mme Josette VENTRE
- M. Gérard CHENOZ
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Martial ALVAREZ
- M. Gérard BRAMOULLE

Suppléants :

- M. Henri PONS
- Mme Marie-Louise LOTA
- Mme Monique CORDIER
- M. Henri CAMBESSEDES
- Mme Nicole JOULIA
- M. Jean-Pierre SERRUS

REPRESENTANTS DU PERSONNEL**Titulaires : Groupe hiérarchique III**

- Mme Carine RIQUIER/PINET (FO)
- M. Serge TAVANO (SNUTER 13 – FSU)

Suppléants : Groupe hiérarchique III

- M. Michel FASANARO (FO)
- M. Bernard PASQUALINI (SNUTER 13 – FSU)

Titulaires : Groupe hiérarchique IV

- Mme Céline TORINO (FO)
- M. Eric DOGNON (FO)
- Mme Sylvie LEVY (SNUTER 13 – FSU)
- M. Jean-Michel MOLNAR (UNSA)

Suppléants : Groupe hiérarchique IV

- Mme Roselyne SILVAIN (FO)
- M. Jean-Marc BOYADJIAN (FO)
- Mme Odette LAMARCHE (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Laurence SANMARTIN (UNSA)

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE LA CATEGORIE C**AUTORITE TERRITORIALE****Titulaires :**

- M. Pascal MONTECOT
- Mme Josette VENTRE
- M. Gérard CHENOZ
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Martial ALVAREZ
- M. Gérard BRAMOULLE
- M. Jean MONTAGNAC
- M. Bernard DESTROST

Suppléants :

- M. Henri PONS
- Mme Marie-Louise LOTA
- Mme Monique CORDIER
- M. Henri CAMBESSEDES
- Mme Nicole JOULIA
- M. Jean-Pierre SERRUS
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Alain ROUSSET

REPRESENTANTS DU PERSONNEL**Titulaires : Groupe hiérarchique I**

- M. Karim YACOUB (FO)
- Mme Elisabeth MAUSSI (FO)
- Mme Vanessa DUFOUR (UNSA)

Titulaires : Groupe hiérarchique II

- M. Christophe SPANO (FO)
- Mme Nadège PITALUGUE (FO)
- M. Hubert NIETO (FO)
- M. Mokhtar BENSAID (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain PEROT (CGT)

Suppléants : Groupe hiérarchique I

- M. Djamel KERBOUA (FO)
- Mme Nathalie DEPREE (FO)
- M. Stéphane PIIZINI (UNSA)

Suppléants : Groupe hiérarchique II

- Mme Carine HONNORAT (FO)
- M. Kamel SAIDI (FO)
- Mme Dominique GODART
- Mme Anne-Laure RIOU (SNUTER 13 – FSU)
- M. Mohamed REKAIKI (CGT)

Article 3 :

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en sa qualité de membre de droit, préside les commissions administratives paritaires de la catégorie A, B et C.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Monsieur Pascal MONTECOT assure cette même présidence.
En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal MONTECOT, Monsieur Martial ALVAREZ assure la suppléance de la présidence.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 27 mars 2017



Jean-Claude GAUDIN

Le Président

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de son affichage



**ARRETE DE COMPOSITION DES
COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES
DE LA CATEGORIE A, B ET C**

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Vu

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°89-229 du 17 avril 1989, modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités locales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n°95-1018 du 14 septembre 1995, modifié, fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupe hiérarchique en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La délibération FAG 015-814/16/CM du 19 septembre 2016 relative à la composition des commissions administratives paritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 2017-4680 du 27 mars 2017 portant composition des commissions administratives paritaires de la catégorie A, B et C ;

Sur proposition du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Arrête

Article 1^{er} :

L'arrêté n°2017- 4680 du 27 mars 2017 portant composition des commissions administratives paritaires de la catégorie A, B et C est annulé.

Article 2 :

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 25 avril 2017

Jean-Claude GAUDIN

Le Président

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de son affichage



**ARRETE DE COMPOSITION DES
COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES
DE LA CATEGORIE A, B ET C**

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Vu

- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°89-229 du 17 avril 1989, modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités locales et de leurs établissements publics ;
- Le décret n°95-1018 du 14 septembre 1995, modifié, fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupe hiérarchique en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La délibération FAG 015-814/16/CM du 19 septembre 2016 relative à la composition des commissions administratives paritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Considérant

- Que l'article 2 du décret n°89-229 du 17 avril 1989 précité fixe à 6 le nombre de représentants appelés à siéger à la commission administrative paritaire de catégorie A, à 6 pour la catégorie B et à 8 pour la catégorie C ;
- L'article 4 du décret n°89-229 du 17 avril 1989, précise que l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination, désigne les représentants de l'établissement parmi les membres de l'organe délibérant titulaire d'un mandat électif ;
- Le procès-verbal du 8 décembre 2016 modifié, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats des élections professionnelles du jeudi 8 décembre 2016 des représentants aux commissions administratives paritaires de catégorie A, B et C de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Les listes présentées par les syndicats lors des élections professionnelles du 8 décembre 2016 :

A la Commission Administrative Paritaire de la catégorie A :

- Force Ouvrière (FO)
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)
- SNT CFE-CGC, CFTD, FAFPT, CFDT
- Confédération Générale du Travail (CGT)
- SNUTER 13 – La FSU Territoriale

A la Commission Administrative Paritaire de la catégorie B :

- Force Ouvrière (FO)
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)
- SNT CFE-CGC, CFTD, FAFPT, CFDT
- Confédération Générale du Travail (CGT)
- SNUTER 13 – La FSU Territoriale
- Syndicat Autonome de la Fonction Publique Territoriale (SAFPT)

A la Commission Administrative Paritaire de la catégorie C :

- Force Ouvrière (FO)
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)
- SNT CFE-CGC, CFTD, FAFPT, CFDT
- Confédération Générale du Travail (CGT)
- SNUTER 13 – La FSU Territoriale
- Syndicat Autonome de la Fonction Publique Territoriale (SAFPT)

Sur proposition du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Arrête

Article 1^{er} :

À compter du 9 décembre 2016, la composition des commissions administratives paritaires de catégorie A, B et C, de la Métropole Aix-Marseille-Provence est établie ainsi qu'il suit :

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE LA CATEGORIE A

AUTORITE TERRITORIALE

Titulaires :

- M. Gérard CHENOZ
- M. Eric CASADO
- M. Gérard BRAMOULLE
- M. Henri CAMBESSEDES
- M. Bernard DESTROST
- M. Pascal MONTECOT

Suppléants :

- Mme Monique CORDIER
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Gilbert FERRARI
- M. Jean-Pierre SERRUS
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Alain ROUSSET

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Titulaires : Groupe hiérarchique V

- M. Patrice AYACHE (FO)
- Mme Fleur SKRIVAN (SNUTER 13 – FSU)
- M. Patrick MONICO (UNSA)
- Mme Isabelle LOUIS-SARROLA (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)

Suppléants : Groupe hiérarchique V

- Mme Evelyne CORTES (FO)
- Mme Fabienne MAESTRAGGI (SNUTER 13 – FSU)
- M. Jean-Bernard RIERE (UNSA)
- M. Thierry VIGNARD (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)

Titulaires : Groupe hiérarchique VI

- M. Michel KARABADJAKIAN (FO)
- M. Philippe CHALLANDE (SNUTER 13 – FSU)

Suppléants : Groupe hiérarchique VI

- Mme Catherine HAMICHE (FO)
- Mme Marie-Christine DE PALMA (SNUTER 13 – FSU)

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE LA CATEGORIE B**AUTORITE TERRITORIALE****Titulaires :**

- Mme Josette VENTRE
- M. Gérard CHENOZ
- M. Gilbert FERRARI
- M. Gérard BRAMOULLE
- M. Henri CAMBESSEDES
- M. Pascal MONTECOT

Suppléants :

- Mme Monique CORDIER
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Martial ALVAREZ
- M. Jean-Pierre SERRUS
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Henri PONS

REPRESENTANTS DU PERSONNEL**Titulaires : Groupe hiérarchique III**

- Mme Carine RIQUIER/PINET (FO)
- M. Serge TAVANO (SNUTER 13 – FSU)

Suppléants : Groupe hiérarchique III

- M. Michel FASANARO (FO)
- M. Bernard PASQUALINI (SNUTER 13 – FSU)

Titulaires : Groupe hiérarchique IV

- Mme Céline TORINO (FO)
- M. Eric DOGNON (FO)
- Mme Sylvie LEVY (SNUTER 13 – FSU)
- M. Jean-Michel MOLNAR (UNSA)

Suppléants : Groupe hiérarchique IV

- Mme Roselyne SILVAIN (FO)
- M. Jean-Marc BOYADJIAN (FO)
- Mme Odette LAMARCHE (SNUTER 13 – FSU)
- Mme Laurence SANMARTIN (UNSA)

COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DE LA CATEGORIE C**AUTORITE TERRITORIALE****Titulaires :**

- Mme Josette VENTRE
- M. Gérard CHENOZ
- M. Jean MONTAGNAC
- Mme Maryse RODDE
- M. Gérard BRAMOULLE
- M. Henri CAMBESSEDES
- M. Bernard DESTROST
- M. Pascal MONTECOT

Suppléants :

- Mme Marie-Louise LOTA
- Mme Monique CORDIER
- M. Jean-Pierre BERTRAND
- M. Gilbert FERRARI
- M. Jean-Pierre SERRUS
- Mme Béatrice ALIPHAT
- M. Alain ROUSSET
- M. Henri PONS

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Titulaires : Groupe hiérarchique I

- M. Karim YAGOUB (FO)
- Mme Elisabeth MAUSSI (FO)
- Mme Vanessa DUFOUR (UNSA)

Suppléants : Groupe hiérarchique I

- M. Djamel KERBOUA (FO)
- Mme Nathalie DÉPRE (FO)
- M. Stéphane PITZINI (UNSA)

Titulaires : Groupe hiérarchique II

- M. Christophe SPANO (FO)
- Mme Nadège PITALUGUE (FO)
- M. Hubert NIETO (FO)
- M. Mokhtar BENSAID (SNUTER 13 – FSU)
- M. Alain PEROT (CGT)

Suppléants : Groupe hiérarchique II

- Mme Carine HONNORAT (FO)
- M. Kamel SAIDI (FO)
- Mme Dominique GODART
- Mme Anne-Laure RIOU (SNUTER 13 – FSU)
- M. Mohamed REKAIKI (CGT)

Article 3 :

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en sa qualité de membre de droit, préside les commissions administratives paritaires de la catégorie A, B et C.

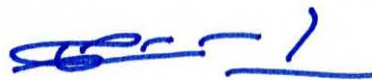
En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, Monsieur Pascal MONTECOT assure cette même présidence.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal MONTECOT, Madame Monique CORDIER assure la suppléance de la présidence.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 27 avril 2017



Jean-Claude GAUDIN

Le Président

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de son affichage

Le Président

Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/129/CM

Arrêté d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public pour l'établissement la Casa Nova, sis 16 quai du Port 13002 Marseille, à Monsieur Anthony Marrara

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 Décembre 2006.
- La Charte des terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande de la SAS Casa Nova, représentée par Monsieur Anthony Marrara, Président, né le 29 juin 1991 à Aix-en-Provence
Domicilié 16 quai du Port 13002 Marseille.

En vue d'occuper un emplacement public au :
16 quai du Port 13002 Marseille
RCS 81929493500013

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2017

ARRETE

Article 1 :

La SAS Casa Nova, représentée par Monsieur Anthony Marrara, Président, est autorisé à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Le Casa Nova, sis 16 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

-une terrasse permanente délimitée sans scellement de 39 m².

sur laquelle sont implantés :

- 2 parasols
- 1 menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2017

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 2 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/130/CM

Ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative au zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Velaux.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2224-10, R.2224-8 et R.2224-9 relatifs à la mise à enquête publique des zonages d'assainissement,
- Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles R.123-1 à R.123-27
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le dossier relatif au zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Velaux soumis à enquête publique,
- La décision n°E17000050/13 du 10 avril 2017 du Tribunal Administratif de Marseille désignant le commissaire enquêteur, Monsieur Daniel Alexandrian, Ingénieur civil des forêts consultant en environnement.

CONSIDÉRANT

Que le P.L.U de la commune de Velaux a été approuvé le 28 décembre 2015 sans avoir soumis à enquête publique les zonages d'assainissement en raison d'un arrêté de la Préfecture des Bouches-du-Rhône (arrêté n°CE-2015-93-13-07) qui rendait le zonage d'assainissement éligible à une évaluation environnementale, éligibilité qui a été par la suite annulée suite à un recours de la commune de Velaux.

Considérant que l'enquête publique du zonage d'assainissement ne peut plus être réalisée conjointement avec celle du PLU comme le prévoit l'article L123-6.

Compte tenu de sa compétence eau et assainissement sur le Territoire du Pays Salonais, la Métropole Aix-Marseille-Provence est l'autorité compétente chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête publique pour le zonage d'assainissement des eaux usées, et la commune est compétente pour ouvrir et organiser l'enquête publique pour le zonage d'assainissement des eaux pluviales.

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2017

Considérant qu'en accord avec la commune de Velaux, les enquêtes pour les zonages d'eaux usées et d'eaux pluviales sont réalisées conjointement.

Qu'il est maintenant nécessaire de prendre un arrêté prescrivant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative au zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Velaux.

ARRETE

Article 1 : Objet, durée et dates de l'enquête publique

Il sera procédé à une enquête publique relative au zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Velaux.

L'enquête sera menée pour une durée de 31 jours à compter du 28 juin 2017 jusqu'au 28 juillet 2017 inclus, et conjointement à l'enquête sur le zonage d'assainissement des eaux pluviales relevant de la compétence de la commune de Velaux.

Article 2 : Désignation des commissaires enquêteurs

Par décision n° E17000050/13 du 10 avril 2017, le Président du Tribunal Administratif de Marseille a désigné en tant que commissaire enquêteur :

Titulaire : Monsieur Daniel Alexandrian, Ingénieur civil des forêts consultant en environnement.

Article 3 : Composition du dossier soumis à enquête publique

Le dossier soumis à enquête publique est constitué des pièces suivantes :

- la carte de zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Velaux,
- la notice correspondante,
- le présent arrêté,
- le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur afin de consigner les observations du public,
- le registre dématérialisé : ep.eauxusees@mairie-de-velaux.fr

Article 4 : Consultation du dossier soumis à enquête publique

Le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées soumis à l'enquête publique sera déposé, pendant toute la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture au public dans les lieux suivants :

- **Mairie de Velaux** : Hôtel de Ville – 997, Avenue Jean Moulin – 13 880 Velaux.
- **Horaires d'ouverture** : Du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête de la mairie ou sur le registre dématérialisé (ep.eauxusees@mairie-de-velaux.fr) ou bien les adresser au commissaire enquêteur par écrit à la Mairie de Velaux ou au service eau et assainissement de la Métropole (adresse postale : Métropole Aix-Marseille-Provence Direction de Eau et Assainissement – 281, Boulevard Maréchal Foch BP 274 – 13 666 Salon de Provence)

Article 5 : Permanence du commissaire enquêteur

Dans le cadre de cette enquête publique le commissaire enquêteur se tiendra à disposition du public afin de recueillir ses observations, en Mairie de Velaux :

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2017

- 28 juin (9h00-12h00)
- 12 juillet (14h00-17h00)
- 17 juillet (9h00-12h00)
- 28 juillet (14h00-17h00)

Article 6 : Rapport et conclusion du commissaire enquêteur

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1er, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre d'enquête. Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables au zonage d'assainissement. Il transmettra l'ensemble des pièces dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête.

Article 7 : Mesures de publicité

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux d'annonces légales ci-après :

- La Provence,
- La Marseillaise.

Cet avis sera affiché :

- à proximité de l'entrée de l'Hôtel de Ville, Avenue Jean Moulin,
- à proximité de l'entrée de l'école Jean Jaurès,
- à proximité de l'entrée de l'école Jean Giono, Avenue de la République,
- à l'entrée de la zone d'activités la Verdière I, Rue Marie Ampère.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier d'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

Il sera justifié de ces formalités par un certificat de publication du Président de la Métropole.

Article 8 : Recours

Le présent arrêté peut être contesté devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le requérant peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Ces démarches prolongent le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans le délai de deux mois qui suit la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet immédiat.

Article 9 : Notification et exécution du présent arrêté

Ampliation du présent arrêté sera remise pour notification et exécution à :

- Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône,
- Messieurs les Sous-Préfets d'Aix-en-Provence, d'Arles
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Marseille
- Monsieur le Commissaire Enquêteur titulaire.

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2017

Article 10 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 2 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/131/CM

Modalités de la concertation publique du projet urbain sur le site de la U400 situé dans la Zone Aménagement Concerté des Caillols Sud - 11ème et 12ème arrondissements de la commune de Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.103-2, L.103-3 2° et L.103-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 040-655/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 relative à l'affectation de l'autorisation de programme de la Zone d'Aménagement Concerté des Caillols ;
- L'avis HN 037-080/16/CT du conseil de territoire Marseille Provence du 24 juin 2016 relatif à l'approbation de la création de l'opération d'aménagement ZAC Caillols – U400 et affectation de l'autorisation de programme.

CONSIDÉRANT

- Qu'il était nécessaire de lancer une étude afin de statuer sur le devenir de l'emplacement réservé de la voie U400 et sur le parti d'aménagement plus global de ce secteur de la ZAC des Caillols Sud ;
- Que l'étude urbaine réalisée a permis de proposer un programme d'aménagement sur le site de la U400 en fonction du potentiel foncier mobilisable afin de développer l'habitat, d'améliorer le fonctionnement urbain du quartier et de renforcer la centralité vers le terminus du tramway ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- Que ce programme fera l'objet d'une future opération d'aménagement ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L122-1 du Code de l'Environnement ;
- Que la procédure pressentie pour mettre en œuvre le projet d'aménagement consisterait à créer une nouvelle ZAC après suppression de l'ancienne ;
- Qu'il convient de lancer le processus de communication et d'échange par des concertations spécifiques pour ce projet, conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme, dès la définition des principaux objectifs et axes de projets préalablement à sa mise en œuvre et de fixer les modalités de concertation ;
- Que le projet sera affiné suite à la concertation, à la poursuite des études et notamment de l'étude d'impact ;

ARRETE

Article 1 : Objectifs de la concertation

Les objectifs poursuivis par le projet d'aménagement du site de la U400 dans le secteur de la ZAC des Caillols et proposés à la concertation consistent à :

- L'abandon de la U400, selon un tracé linéaire à vocation de BUM au profit d'un maillage viaire s'appuyant sur les voies existantes et créant des voies nouvelles à vocation plus locale.
- L'identification d'un potentiel de construction d'environ 800 logements en grande partie sur les terrains de l'ER U400 à modifier.
- Des propositions d'équipements publics qui visent à répondre aux besoins mais aussi à renforcer la centralité et la densité autour du Casino et vers le terminus du tramway (zone de bonne desserte), mais dont la programmation reste à affiner et confirmer selon les études menées.
- Au maintien d'une forte présence végétale qui correspond à l'ambiance paysagère actuelle et constitue un atout à valoriser pour le développement durable et la qualité du cadre urbain.
- La création d'espaces publics, améliorant la desserte, la lisibilité et la qualité de l'espace urbain.

Sur la base de ces objectifs principaux, il s'agira d'ouvrir la concertation préalable afin de présenter aux habitants les enjeux et les objectifs du projet et de concerter sur les orientations d'aménagement et le programme prévu.

Article 2 : Le périmètre de la concertation

Le secteur du projet d'aménagement des Caillols se trouve dans la partie Est de la commune de Marseille, dans les 11^{ème} et 12^{ème} arrondissements et à proximité de l'autoroute A50 et de la L2. Il est bordé par le boulevard Berthier à l'ouest, l'avenue William Booth au sud, le boulevard des Libérateurs à l'Est et l'avenue des Caillols au nord.

Article 3 : Modalités de la concertation

Sont précisées les modalités de la concertation publique, à savoir :

- L'organisation d'une première séance publique le 23 juin 2017 de présentation du programme et des principaux axes de projet.
- La mise en place d'une exposition durant deux mois et demi en mairie du 6^{ème} secteur (11/12^{ème} arrondissements) concernée par le projet après la première séance de présentation des objectifs et principaux axes du programme ainsi qu'à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat de la mairie centrale (40 rue Fauchier - 13002).

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- La mise à disposition d'un registre et la tenue de permanences permettant de recueillir les remarques, questions et observations des administrés, en mairie du 6ème secteur afin de mettre en avant les attentes des habitants et usagers sur le devenir du quartier.

- L'organisation d'une seconde séance publique sur le bilan de la présentation du programme permettra de rendre compte des avis exprimés, des choix effectués en conséquence et des avancées du projet.

Ces modalités seront précisées par voie de presse et sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 : Durée de la concertation

La concertation sera ouverte dès le lancement de la première réunion publique jusqu'au bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact.

Article 5 : Mesures de publicité

Le présent arrêté, précisant les objectifs poursuivis, les modalités de la concertation publique du projet urbain sur le site de la U400 situé dans la ZAC des Caillols Sud, sera affiché durant deux mois dans les lieux suivants :

- Au siège de la métropole Aix-Marseille-Provence au « Pharo » - 58 Boulevard Charles Livon (13007)
- En Mairie de Marseille à la Délégation Générale de l'Urbanisme, de l'Aménagement et de l'Habitat de la mairie centrale (40 rue Fauchier - 13002)
- En Mairie du 6^{ème} secteur – Mairie des 11^{ème} et 12^{ème} arrondissements – Avenue Bouyala d'Arnaud (13012)

Un avis de concertation publique sera publié au moins quinze jours avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours, dans un journal diffusé dans le département.

Ce même avis sera affiché au moins quinze jours avant le début de la concertation et pendant toute la durée de celle-ci dans les lieux d'affichage de l'arrêté.

Une parution aura également lieu sur le site Internet de la ville de Marseille, au moins quinze jours avant le début de la concertation et pendant toute la durée de celle-ci.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/132/CM

Abrogation de l'arrêté 09/309/CC relatif à l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public accordé à la SARL "chez Romi", représentée par Monsieur Romain SCHUSSLER.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n°89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté d'Autorisation d'Occupation Temporaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° 09/309/CC délivré le 21 décembre 2009 à la SARL «chez ROMI», représentée par Monsieur Romain Schussler, pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire sis 264, rue Saint Pierre 13005 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

CONSIDÉRANT

- Le transfert de l'autorisation d'occupation temporaire relative à l'exploitation du kiosque alimentaire sis 264, rue Saint Pierre 13005 Marseille, accordée par l'arrêté n° 17/077/CM à la EURL «PASS'TEMPS», représentée par Monsieur Hervé Labarge, du 31 mars 2017.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 09/309/CC, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté, au motif du transfert de l'Autorisation d'Occupation Temporaire, par arrêté n° 17/077/CM à la EURL «PASS'TEMPS», représentée par Monsieur Hervé Labarge, du 31 mars 2017.

Article 2 :

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/133/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement l'île aux trésors, sis 30 quai du port à Marseille, à Marc Cabrolier

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande présentée par Monsieur Marc Cabrolier, né le 3 janvier 1954 à Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

30 quai du Port 13002 Marseille
RCS Marseille 412 630 196 00019

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Marc Cabrolier est autorisé à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé L'île aux Trésors, sis 30 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- 1 parasol et 8 m² d'étalages

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/134/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement la Choppe d'Or, sis 32 quai du Port à Marseille à la SASU Camargot, représentée par Fabienne Sautron

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande de la Sasu Camargot, représentée par Madame Fabienne Dumas, épouse Sautron, Présidente, née le 12 octobre 1975 à Montluçon, en vue d'occuper un emplacement public au :

32 quai du Port 13002 Marseille
RCS 824 777 478 Marseille

ARRETE

Article 1 :

La Sasu Camargot, représentée par Madame Fabienne Dumas, épouse Sautron, Présidente, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé La choppe D'or, sis 32 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

une terrasse délimitée par scellement de 42,5 m²

sur laquelle sont implantés :

2 parasols et 1 menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/135/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement le Locarno, sis 46 quai du Port à Marseille, à la SARL l'Ami Caouette, représenté par Valérie Scarmani.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande de la SARL l'Ami Caouette, représentée par Madame Valérie Scamardi, gérante, née le 14 août 1967 à Marseille, en vue d'occuper un emplacement public domiciliée au :

46 quai du Port 13002 Marseille
RCS 50391677700017

ARRETE

Article 1 :

La SARL l'Ami Caouette, représentée par Madame Valérie Scamardi, gérante, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Le Locarno, sis 46 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- Une terrasse sous velum, détachée du commerce, dont la surface est de 52 m².

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

sur laquelle est implanté :

- 1 menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/136/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement la Maison du santon Escoffier, sis 96 quai du Port à Marseille, à la SAS Audran, représentée par Audrey Escoffier

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande de la SAS Audrian, représentée par Madame Audrey Escoffier, née Lagier, Présidente, née le 11 Aout 1967 à Marseille, domiciliée 144 rue du vallon 13400 Aubagne, en vue d'occuper un emplacement public au :

96 quai du Port 13002 Marseille
RCS Marseille 534 290 655

ARRETE

Article 1 :

La SAS Audrian, représentée par Madame Audrey Escoffier, née Lagier, Présidente, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé La Maison du Santon Escoffier, sis 96 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- 1 menu

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/137/CM

Occupation du Domaine public pour l'établissement Le Marseillais sis 2 quai de Rive Neuve 13001 Marseille, à la SARL La Sirène, représentée par Valérie Arezki

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

La demande de la SARL La Sirène, représentée par Madame Valerie Arezki née Bichi, gérante, née le 23 mai 1968 à Marseille, en vue d'occuper un emplacement public domicilié au :

2 Quai De Rive Neuve 13001 Marseille
RCS Marseille 39279141400015

ARRETE

Article 1 :

la SARL La Sirène, représentée par Madame Valerie Arezki née Bichi, gérante, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Le Marseillais, sis 2 Quai De Rive Neuve 13001 Marseille et d'y installer :

- une terrasse permanente délimitée sans scellement de 12 m²

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

sur laquelle est implanté :

1 menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président

Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/138/CM

Occupation temporaire du domaine public pour l'établissement situé au 2 quai du port à Marseille, à Monsieur Pierre Henri Vial

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande présentée par Monsieur Pierre Henri Vial, né le 20 août 1968 à Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

2 quai du Port 13002 Marseille
RCS : 41810735500012 Marseille

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Pierre Henri Vial, est autorisé à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Richaud-Souvenirs, sis 2 Quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- deux parasols et 8 m² d'étalages

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/139/CM

Transfert d'arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire sis Boulevard Gustave Desplaces-accès gare routière 13003 Marseille, à la SASU Mareva, représentée par Madame Marjorie le Bastard.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté municipal n° 2005-01-SE du 12 janvier 2005 qui régleme les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le Règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande déposée le 2 février 2017 par la SASU Mareva, représentée par Madame Marjorie le Bastard, en tant que présidente, domiciliée 27, rue des Joyeux 13170 les Pennes Mirabeau, née le 26 octobre 1985 à Marseille, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

Boulevard Gustave Desplaces / accès Gare routière 13003 Marseille

RCS Aix-en-Provence n° 824 722 805

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

ARRETE

Article 1 :

La SASU Mareva, représentée par Madame Marjorie le Bastard, en tant que présidente, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de 16 m² sur le domaine public, Boulevard Gustave Desplaces / accès Gare routière 13003 Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire.

A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/140/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement l'Escale marine sis 22 quai du Port 13002 Marseille à la SASU Marchés de Provence des Producteurs Associés, représentée par Monsieur Claude Bataille.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande de la SASU Marchés de Provence des Producteurs Associés, représentée par Monsieur Claude Bataille, Président, né le 15 septembre 1960 à Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

22 quai du Port 13002 Marseille
RCS Marseille 31437075000049

ARRETE

Article 1 :

La SASU Marchés de Provence des Producteurs Associés, représentée par Monsieur Claude Bataille, Président, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé l'Escale Marine, sis 22 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse simple de 20 m²
sur laquelle sont implantés :
- un parasol et 2 m² d'étalages

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.
Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/141/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement Manufactory sis 24 quai du Port à Marseille, à la SASU Markusofmars, représentée par Monsieur Emmanuel Ramoleux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande de la SASU Markusofmars, représentée par Monsieur Emmanuel Ramoleux, Président, né le 8 janvier 1968 à Cassel (59) domiciliée 68 rue des Trois Frères Barthélemy 13006 Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

24 quai du Port 13002 Marseille

RCS Marseille 822 316 741 Que la Métropole Aix-Marseille-Provence

ARRETE

Article 1 :

La Sasu Markusofmars, représentée par Monsieur Emmanuel Ramoleux, Président, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Manufactory, sis 24 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse permanente délimitée sans scellement de 38 m²
sur laquelle sont implantés :
- deux parasols et 1 menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.
Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/142/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement Le grand Comptoir de Paris, sis 34 quai du Port à Marseille, à la SARL GCP, représentée par Madame Laura d'Arcangelo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande de la SARL GCP, représentée par Madame Laura d'Arcangelo, Présidente, née le 16 septembre 1993 à Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

34 quai du Port 13002 Marseille
RCS Marseille 824 858 864

ARRETE

Article 1 :

La SARL GCP, représentée par Madame Laura d'Arcangelo, Présidente, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Le Grand Comptoir De Paris, sis 34 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse simple de 53 m²

sur laquelle sont implantés :

- trois parasols

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.
Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/143/CM

Occupation du Domaine public pour l'établissement le Tacot, sis 54 quai du Port 13002 Marseille, à la SASU Sur le Port, représentée par Monsieur Romuald Protin.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande de la SASU Sur le port, représentée par Monsieur Romuald Protin, Président, né le 28 décembre 1977 à Bapaume (62), en vue d'occuper un emplacement public au :

54 quai du Port 13002 Marseille
RCS Marseille 82137741300017

ARRETE

Article 1 :

La Sasu Sur le port, représentée par Monsieur Romuald Protin, Président, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Le Tacot, sis 54 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse, sous velum, détachée du commerce, dont la surface est de 67 m²

sur laquelle est implanté :

- un menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/144/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement le Souk, sis 98 quai du port 13002 Marseille, à la SARL des Négociants le Souk, représentée par Monsieur Nacef Akli

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande de la SARL des négociants Le Souk, représentée par Monsieur Akli Nacef, gérant, né le 19 mai 1967 à Ighil Tizi Boa (Algérie) en vue d'occuper un emplacement public au :

98 quai du Port 13002 Marseille
RCS Marseille 42166923500010

ARRETE

Article 1 :

La SARL des négociants Le Souk, représentée par Monsieur Akli Nacef, Président, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Le Souk, sis 98 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse sous velum, détachée du commerce, dont la surface est de 40,70 m²
- une terrasse simple de 18,58 m²

Soit une surface totale de 59.28 m².

sur laquelle sont implantés :

- deux menus

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/145/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement Savonnerie Marseillaise de la Licorne, sis 112 quai du Port 13002 Marseille, à la SAS Savonnerie Marseillaise de La Licorne, représentée par Monsieur Serge Bruna

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande de la SAS Savonnerie Marseillaise de La Licorne, représentée par Monsieur Serge Bruna, Président, né le 21 novembre 1962 à Salon de Provence, en vue d'occuper un emplacement public au :

34 Cours Julien 13002 Marseille
RCS 415 303 387 00070

ARRETE

Article 1 :

La SAS Savonnerie Marseillaise de La Licorne, représentée par Monsieur Serge Bruna, Président, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

dénommé Savonnerie Marseillaise de La Licorne, sis 112 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

- un menu
- un m² d'étalage

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/146/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement L'Espigoulier, sis 204 quai du Port 13002 Marseille, à la SARL le Phoenix, représentée par Monsieur Christophe Bringuier

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande de la SARL le Phoenix, représentée par Monsieur Christophe Bringuier, gérant, né le 13 décembre 1990 à Marseille en vue d'occuper un emplacement public au :

204 quai du Port 13002 Marseille
RCS Marseille 792346157

ARRETE

Article 1 :

La SARL le Phoenix, représentée par Monsieur Christophe Bringuier, gérant, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé L'espigoulier, sis 204 quai du Port 13002 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse sous velum, détachée du commerce, dont la surface est de 29.89 m²
- une terrasse simple de 10 m²

Soit une surface totale de 39.89 m².

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/147/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement Casa Italia sis 1 quai de Rive Neuve 13001 Marseille à Monsieur Condina Samuel

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande de Monsieur Samuel Condina, né le 18 septembre 1968 à Verdun, domicilié 23 avenue William Booth 13011 Marseille en vue d'occuper un emplacement public au :

1 Quai De Rive Neuve 13001 Marseille
RCS Marseille 79903954000015

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Samuel Condina, est autorisé à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Casa Italia, sis 1 Quai De Rive Neuve 13001 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse simple de 12 m²

sur laquelle est implanté :

- un menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/148/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement Mc Donald's, sis 7 quai de Rive Neuve 13001 Marseille, à la EURL MRN, représentée par Monsieur Mohamed Abbassi

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande de la EURL MRN, représentée par Monsieur Mohamed Abbassi, gérant, né le 20 septembre 1968 à Berrechid (Maroc) en vue d'occuper un emplacement public au :

7 Quai de Rive Neuve 13001 Marseille
RCS Marseille 79183604200022

ARRETE

Article 1 :

La EURL MRN, représentée par Monsieur Mohamed Abbassi, gérant, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Mac Donalds, sis 7 Quai De Rive Neuve 13001 Marseille et sur laquelle est implanté :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- un menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/149/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement Elyssa, sis 26 quai de Rive Neuve 13007 Marseille, à la SARL AMIRA, représentée par Madame Donia Miladi

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°16/294/CM, délivré le 24 mai 2016 par la Métropole-Aix-Marseille-Provence, à la SARL Amira, représentée par Madame Donia Miladi, gérante
- L'erreur matérielle mentionnée sur l'arrêté d'occupation temporaire n°16/294/CM, relative à la surface de la terrasse exploitée.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°16/294/CM, délivré le 24 mai 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, à la SARL Amira, représentée par Madame Donia Miladi, est abrogé.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Article 2 :

La SARL Amira, représentée par Madame Donia Miladi, gérante, née le 25 décembre 1986 à Marseille, domiciliée 3 rue du Petit Chantier 13007 Marseille, RCS 80317981100028, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Ellyssa le Marquissat, sis 26 Quai De Rive Neuve 13007 Marseille et d'y installer :

- une terrasse permanente délimitée sans scellement de 50,60 m²

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 7 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 8 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 9 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 11 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 13 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 14 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/150/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement Burger Killer La Maison Cupcake, sis angle rue Fortia -Quai de rive Neuve 13001 Marseille, à la SARL Voglia di Pasta, représentée par Monsieur Philippe Added

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande de la SAS Voglia di Pasta, représentée par Monsieur Philippe Added, Président, né le 16 janvier 1968 à Marseille en vue d'occuper un emplacement public au :

2-4 Rue Fortia Angle Quai De Rive Neuve 13001 Marseille
RCS Marseille 75289998900012

ARRETE

Article 1 :

La SAS Voglia di Pasta, représentée par Monsieur Philippe Added, Président, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Burger Killer la Maison Cupcake, sis 2-4 Rue Fortia Angle Quai De Rive Neuve 13001 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse simple de 17 m²

sur laquelle est implanté :

- un menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/151/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement l'Atelier de la Criée (bar restaurant turc), sis 42 quai de Rive Neuve 13007 Marseille à la SAS l'Atelier de la Criée, représentée par Monsieur Abdulkadir Ozden

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande de la SAS l'Atelier de la Criée, représentée par Monsieur Abdulkadir Ozden, Président, né le 1^{er} janvier 1972 à Karlovia (Turquie), en vue d'occuper un emplacement public au :

42 Quai De Rive Neuve 13001 Marseille
RCS Marseille 814 428 678

ARRETE

Article 1 :

La SAS l'Atelier de la Criée, représentée par Monsieur Abdulkadir Ozden, président, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé l'Atelier de la Criée (bar restaurant Turc), sis 42 Quai de Rive Neuve 13001 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse délimitée sans scellement de 44.52 m²

sur laquelle sont implantés

- six parasols

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/152/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement La Brasserie du Port, sis 25 quai des Belges 13001 Marseille, à la SARL La Brasserie du Port, représentée par Monsieur Halid Aazizi

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande de la SARL La Brasserie Du Port, représentée par Monsieur Halid Aazizi, gérant, né le 09 janvier 1970 à Marseille (13) en vue d'occuper un emplacement public au :

25 Quai Des Belges 13001 Marseille
RCS Marseille 79885461800013

ARRETE

Article 1 :

La SARL La Brasserie Du Port, représentée par Monsieur Halid Aazizi, gérant, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé La Brasserie du Port, sis 25 Quai Des Belges 13001 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse permanente délimitée sans scellement de 133 m²

sur laquelle est implanté :

- un menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/153/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement La Brasserie du Soleil, sis 27 quai des belges 13001 Marseille, à la SARL Le Soleil, représentée par Monsieur Jean-François Nottoli

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande de la SARL Le Soleil, représentée par Monsieur Jean-François Nottoli, gérant, né le 18 mai 1955 à Bône (Algérie) en vue d'occuper un emplacement public au :
27 Quai Des Belges 13001 Marseille
RCS 44798282800017

ARRETE

Article 1 :

La SARL Le Soleil, représentée par Monsieur Jean-François Nottoli, gérant, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Brasserie du Soleil, sis 27 Quai des Belges 13001 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse simple de 49 m²

sur laquelle sont implantés :

- quatre parasols
- un menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/154/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement La Dame Noire, sis 43 quai de Rive Neuve 13007 Marseille, à la SCI Castelmar, représentée par Monsieur Daniel Martinelli

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande de la SCI Castelmar, représentée par Monsieur Daniel Martinelli, gérant, né le 29 décembre 1970 à Aubagne (13) en vue d'occuper un emplacement public au :

43 Quai De Rive Neuve 13007 Marseille
RCS Marseille 819729799

ARRETE

Article 1 :

La SCI Castelmar, représentée par Monsieur Daniel Martinelli, gérant, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé La Dame Noire, sis 43 Quai de Rive Neuve 13001 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse délimitée sans scellement de 19,80 m²
sur laquelle est implanté
- un parasol

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/155/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement Glacier Amarino, sis 29 quai des Belges 13001 Marseille, à la SARL du Vieux Port, représentée par Monsieur Guillaume Delmotte.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande de la SARL du Vieux Port, représentée par Monsieur Guillaume Delmotte, gérant, né le 25 octobre 1977 à Fréjus (83) en vue d'occuper un emplacement public au :

29 Quai des Belges 13001 Marseille
RCS Marseille 33040375900021

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

ARRETE

Article 1 :

la SARL du Vieux Port, représentée par Monsieur Guillaume Delmotte, gérant, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Glacier Amarino, sis 29 Quai Des Belges 13001 Marseille et d'y installer :

- une terrasse simple de 25 m²

sur laquelle sont implantés :

- deux menus

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/156/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement Pizza del Arte, sis 31 quai des Belges 13001 Marseille, à la SAS Manafate, représentée par Monsieur Fabien Bastard.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande de la SAS Manafate, représentée par Monsieur Fabien Bastard, gérant, né le 22 août 1972 à Toulon (83) domicilié 133 allée des Roseaux 13820 Ensues la Redonne, en vue d'occuper un emplacement public au :

31 Quai des Belges 13001 Marseille
RCS Aix en Provence 821 903 622

ARRETE

Article 1 :

La SAS Manafate, représentée par Monsieur Fabien Bastard, gérant, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Pizza del arte, sis 31 Quai Des Belges 13001 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse permanente délimitée sans scellement de 63 m²

sur laquelle est implanté :

- un menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/157/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement Le Vieux Port, sis 39 quai des Belges 13001 Marseille, à la SNC 39 Quai des Belges, représentée par Madame Maryse Pantel

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande de la SNC 39 Quai des Belges, représentée par Madame Maryse Pantel, née Bourdure, gérante, née le 21 juillet 1942 à Marseille, domiciliée 14 Rue Pytheas 13001 Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

39 Quai Des Belges 13001 Marseille
RCS Marseille 43282206200019

ARRETE

Article 1 :

La SNC 39 Quai Des Belges, représentée par Madame Maryse Pantel, née Bourdure, gérante, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé Le Vieux Port, sis 39 Quai des Belges 13001 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse simple de 43 m²

sur laquelle sont implantés :

- trois menus

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/158/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement Mc Donald's, sis 15-19 quai des Belges 13001 Marseille, à la SARL Sodeport, représentée par Monsieur Mohamed Abbassi

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande de la SARL Sodeport, représentée par Monsieur Mohamed Abbassi, gérant, né le 20 septembre 1968 à Berrechid (Maroc) en vue d'occuper un emplacement public au :

15-19 Quai des Belges 13001 Marseille

RCS Marseille 40540353600015

ARRETE

Article 1 : La SARL Sodeport, représentée par Monsieur Mohamed Abbassi, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé MC Donalds, sis 15-19 Quai Des Belges 13001 Marseille et d'y installer :

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

- une terrasse simple de 17 m²

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/159/CM

Occupation du domaine public pour l'établissement la Marinière, sis 47 quai des Belges 13001 Marseille, à Madame Emmanuelle Mordoff

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La Charte des Terrasses du Vieux Port
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDERANT

La demande présentée par Madame Emmanuelle Mordoff, née le 24 juin 1981 à Marseille, domiciliée 23 avenue William Booth-les Platanes Bat. 1 - 13011 Marseille, en vue d'occuper un emplacement public au :

47 Quai des Belges 13001 Marseille
RCS Marseille 44479678300017

ARRETE

Article 1 :

Emmanuelle Mordoff est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé La Marinière, sis 47 Quai des Belges 13001 Marseille et d'y installer :

- une terrasse permanente délimitée sans scellement de 13 m².

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

sur laquelle est implanté :

- un menu

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/160/CM

Désignation du représentant du Président au sein de la commission d'attribution des logements de l'Office Public de l'Habitat Pays d'Aix Habitat Métropole

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code de la Construction et de l'Habitation,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n°HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant élection de M. Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.441-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'Office Public de l'Habitat Pays d'Aix Habitat Métropole comporte une commission d'attribution chargée d'attribuer nominativement chaque logement locatif ;
- Qu'en vertu de ces mêmes dispositions, le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, ou son représentant, compétent en matière de plan local de l'habitat est membre de droit de cette commission pour l'attribution des logements situés sur le territoire où il est territorialement compétent ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de plan local de l'habitat ;
- Que le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est donc membre de droit de la commission d'attribution des logements de l'Office Public de l'Habitat Pays d'Aix Habitat Métropole ;

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Mai 2017

- Qu'il convient ainsi de procéder à la désignation du représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la commission d'attribution des logements de l'Office Public de l'Habitat Pays d'Aix Habitat Métropole.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Madame Arlette Fructus est désignée pour représenter le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la commission d'attribution des logements de l'Office Public de l'Habitat Pays d'Aix Habitat Métropole.

ARTICLE 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Marseille, le 15 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/161/CM

Arrêté fixant la composition de la Commission Locale de l'Amélioration de l'Habitat.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5218-2 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles R.321-10 et R.321-10-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La circulaire n°2004-73 UC/IUH du 23 décembre 2004 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence en matière d'aide au logement ;
- La circulaire n° 2005-48 UC/DUH du 29 juillet 2005 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence pour l'attribution des aides aux logements ;
- La circulaire n° 2007-07 UC/IUH du 22 janvier 2007 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence pour l'attribution des aides aux logements ;
- La circulaire du 24 mars 2011 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence des aides à la pierre ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°DEVT 0001-672/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole engageant la démarche d'élaboration du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

- La délibération n°DEVT 008-1843/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole approuvant de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - approbation des conventions 2017-2022 ;
- La délibération n°DEVT 010-1845/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant constitution de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) de la Métropole Aix-Marseille-Provence

CONSIDERANT

Que par délibération n°DEVT 010-1845/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, a été créée la Commission Locale d' Amélioration de l'Habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Qu'en application des dispositions de l'article R.321-10 du CCH, il appartient au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence de désigner les membres de la Commission Locale d' Amélioration de l'Habitat dont la composition a été fixée par la délibération précitée.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°17/115/CM du 28 avril 2017 est abrogé.

Article 2:

La Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composée des membres suivants :

a) Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou sa représentante déléguée à l'Habitat, au Logement et à la Politique de la Ville, Madame Arlette FRUCTUS, qui assure la présidence de la CLAH,

b) Le Préfet des Bouches-du-Rhône, Délégué de l'Agence Nationale de l'Habitat dans le département, ou son représentant,

c) En qualité de représentants des propriétaires :

Titulaire : Madame Catherine BLANC TARDY, SYNDEC

Titulaire : Monsieur Jean-Marie VIAL, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13

Suppléant : Monsieur Rolf FIGGE, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13

Suppléant : Monsieur Auguste LAFON, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13

Suppléant : Monsieur Christian DURBEC, Union Nationale de la Propriété Immobilière, UNPI 13

d) En qualité de représentants des locataires :

Titulaire : Madame Marie BAGLIERI, Consommation Logement Cadre de vie

Titulaire : Monsieur Frédéric JACQUET, Confédération Nationale du Logement, CNL

Suppléant : Monsieur Bernard CASTAGNO, Confédération Syndicale des Familles

Suppléant : Monsieur Christian THERY, Confédération Nationale du logement, CNL

e) En qualité de personnes qualifiées pour leurs compétences dans le domaine du logement :

Titulaire : Monsieur Thierry MOALLIC, Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches du Rhône (ADIL13)

Titulaire : Monsieur Philippe SILVY, Agence Régionale de la Santé,

Titulaire : Monsieur Gérard IVARS, Union des syndicats de l'immobilier

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Suppléant: Monsieur Cyril CARTAGENA, Union des syndicats de l'immobilier

Suppléant : Madame Clelia RAVAZZA, ARS

Suppléant : Madame Aurélie CHERRY- MICHEL, Agence Départementale d'Information sur le Logement des bouches du Rhône (ADIL13)

Suppléant : Monsieur Eric DAMERIO, Fédération Nationale de l'immobilier

Suppléant : Monsieur Didier BERTRAND, Fédération Nationale de l'immobilier

f) En qualité de personnes qualifiées pour leurs compétences dans le domaine du social :

Titulaire : Monsieur Fathi BOUAROUA, Fondation Abbé Pierre

Titulaire E : Monsieur Jean Luc FRIEDMANN, ADAI 13

Suppléant : Madame Florence LLUCIA, Association Méditerranée pour l'insertion par le logement

Suppléant : Madame Françoise BUREAU DU COLLOMBIER, Association Méditerranée pour l'insertion par le logement

Suppléant : Madame Valérie MUTTI, ADAI 13

Suppléant : Madame Aude LEVEQUE, Fondation Abbé Pierre

g) En qualité de représentants des Associés Collecteurs de l'Union Economique Sociale du Logement :

Titulaire : Monsieur Nicolas THIENARD, Action Logement

Titulaire : Monsieur Frédéric LE BERRE, Action Logement

Suppléant : Madame Estelle NEUVILLE, Action Logement

Suppléant : Madame Elizabeth ROUSSET-ROUVIERE, Action Logement

Sur proposition de son Président ou de tout autre membre, toute personne utile à la connaissance et l'avancement des projets pourra être invitée à participer à la CLAH, en qualité d'expert, et notamment :

- Les Vice-Présidents délégués à l'Habitat des conseils de territoires concernés,
- Les opérateurs ayant préparé des demandes de financement sur les territoires des conseils de territoires concernés.

Article 3 :

Le mandat des membres de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat prendra fin au renouvellement du Conseil de la Métropole.

Article 4:

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis au service du contrôle de légalité,
- Publié au recueil des actes administratifs,
- Affiché au siège de la Métropole,
- Notifié aux intéressés.

Ampliation, du présent acte, sera adressée à Monsieur le Préfet, Délégué local de l'Agence Nationale de l'Habitat dans le département.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 09 juin 2017

Le Président

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/162/CM

**Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant l'Ilôt
Ametis situé dans la ZAC des Cognets Sud, sur la commune d'Istres.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC des Cognets Sud sur la commune d'Istres, en date du 8 octobre 1986 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le dossier de réalisation de la ZAC des Cognets Sud en date du 1^{er} octobre 1987 ;
- La Convention Publique d'Aménagement en date du 31 juillet 2002 par laquelle le SAN Ouest Provence a confié la poursuite de l'aménagement de la ZAC des Cognets Sud à l'Epad Ouest Provence ;
- La délibération n° 587/06 en date du 13 octobre 2006 par laquelle le SAN Ouest Provence a approuvé la 4^{ème} modification de la ZAC des Cognets Sud ;
- La délibération n° 284/11 du 28 septembre 2011 par laquelle le SAN Ouest Provence a approuvé la 5^{ème} modification de la ZAC des Cognets Sud ;
- La délibération du Conseil Municipal n° 231/13 du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres, qui a intégré le PAZ et le RAZ de la ZAC des Cognets Sud ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'arrêté n° 17/068/CM du 4 avril 2017, pris par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Laurence Dardalhon chargée de l'administration métropolitaine du Territoire Istres-Ouest Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC des Cognets Sud est destinée à accueillir des programmes de logements dans un secteur UC cog, ainsi que des commerces et activités dans le secteur UE cog ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrains de cette opération sont compatibles avec le PLU ;
- Que le bénéficiaire a fait part à l'Epad Ouest Provence de sa volonté de réaliser sur les terrains cédés, un programme immobilier à vocation sociale ;

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant l'Ilot Ametis, situé dans la ZAC des Cognets Sud sur la commune d'Istres.

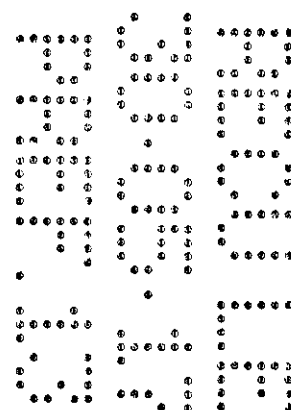
Article 2 :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône et inscrit au registre des arrêtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 MAI 2017



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Par délégation du Président de la
Métropole Aix-Marseille-Provence
Laurence DARDALHON
Directrice Générale des Services

DÉCISIONS

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/126/D

Convention de mise à disposition des éléments modulaires Touax.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de 32 éléments modulaires, situés avenue du Dirigeable, ZI Les Paluds, à Aubagne ;
- Le besoin de stockage ou bureaux des communes et des Sociétés Publiques Locales.

DECIDE

Article 1 :

De conclure une convention de mise à disposition des éléments modulaires situés avenue du Dirigeable, ZI Les Paluds, à Aubagne avec chacune des communes membres et les Sociétés Publiques Locales intéressées sur la base du modèle de convention ci-joint.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/131/D

Création de la régie de recette du site archéologique de Saint-Blaise du Pays de Martigues

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.16171 à R.1617 18 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 12 avril 2017

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée pour la vente de livres et d'objets sur le site archéologique de Saint-Blaise en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la direction Aménagement et Développement Durables anciennement dénommé régie du Site archéologique de Saint-Blaise de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Les recettes du Site archéologique de Saint-Blaise du Pays de Martigues s'impacteront sur le budget Etat Spécial du Territoire 2017 du Pays de Martigues Fonction 3121 Nature 7718 de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée : Métropole Aix-Marseille-Provence Conseil de Territoire du Pays de Martigues Rond-point de l'Hôtel de ville BP 90104 13693 Martigues Cedex.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- le livret Saint-Blaise un site en partage
- le livret Saint-Blaise, une aventure humaine - 1935-2015, 80 années de recherches »

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- chèques et numéraires

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'une quittance.

Article 5 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR09 3000 1005 12C1 3000 000 002 BIC : BDFEFRPPCCT ouvert au nom de la régie du site archéologique de Saint-Blaise auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 euros est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 150 euros

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Le régisseur titulaire n'est pas assujetti à un cautionnement.

Article 13 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2017



Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/132/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Leonardi Catsicalis pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux époux Uhlmann.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 157/13 du 19 février 2013 approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1004) conclu avec le Cabinet Leonardi Catsicalis ;
- L'avenant n°1 portant renouvellement du marché précité et notifié le 24 mars 2017 ;
- Le procès-verbal de constat d'huissier du 23 mars 2016 ;
- L'ordonnance de référé (n° 16/04948) rendue par le Tribunal de Grande Instance de Marseille en date du 7 décembre 2016 prononçant l'expulsion des époux Uhlmann d'un terrain appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence situé Les Négadis Nord, Avenue du Garlaban à Gémenos ;
- La requête présentée par les époux Uhlmann devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence (n°16/18876) signifiée à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 7 mars 2017.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence dans le dossier n° 16/18876 et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Leonardi Catsicalis, 15, Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Leonardi Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/133/D

Décision de création sous régie : Maison Grand Site Vauvenargues Sainte-Victoire

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 16/469/D du 12 janvier 2017 instituant une régie de recettes pour percevoir l'encaissement des produits vendus par le Grand Site Sainte-Victoire à Beaurecueil ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 14 mars 2017 ;
- L'avis conforme du régisseur et du mandataire suppléant du 14 mars 2017 ;

DECIDE

Article 1 :

Il est institué une sous régie de recettes « Maison du Grand Site Sainte-Victoire » auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Grand Site Sainte-Victoire rattachée au Conseil de Territoire du Pays d'Aix. Les recettes de cette sous régie seront constatées sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Cette sous régie est installée à la Maison du Grand Site Sainte-Victoire 5 place de Verdun de la commune de Vauvenargues (13126).

Article 3 :

La sous régie encaisse les produits listés dans l'annexe N° 1.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées au comptant selon les modes de recouvrement suivants :

- chèque bancaire
- numéraire
- virement
- mandat cash
- arte bancaire
- carte bancaire sans contact
- smart-phone

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur d'un ticket de caisse.

Article 5 :

Un fonds de caisse d'un montant de 100 € est mis à la disposition du sous régisseur.

Article 6 :

Le montant maximum de l'encaisse que le mandataire est autorisé à conserver est fixé à 1 000 €.

Article 7 :

Le mandataire est tenu de verser le montant de l'encaisse au régisseur ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

Article 8 :

Le mandataire verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Mai 2017

Article 9 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Mai 2017

ANNEXE N° 1

Liste des produits encaissés par cette sous régie de recettes

Modèle	Libellé de l'article
1	La flore : arbres et arbustes - Les cahiers de Sainte-Victoire
2	Lithographie Brayer
6	Carte postale 1 dessin Cézanne avec timbre
7	Encart timbres 18 - 19 juin 1994
8	Ecu de Bronze
9	Ecu d'argent
12	Catalogue de l'exposition Cézanne
13	Timbre montagne Sainte-Victoire Cézanne
14	Carte AEP Sainte-Victoire à pied
15	Carte du massif de la Sainte-Victoire
16	Topo Escalade Sainte-Victoire et Pays d'Aix
17	La Croix de Provence - Les cahiers du Grand Site Sainte-Victoire
18	Guide Autour de Sainte-Victoire – De terroirs en villages
19	Topo Guides La montagne Sainte-Victoire ... à pied
20	Voir Grand - Panorama des Grands Sites – Ed. Actes Sud
21	Fascicule faune de Provence
22	Sentier de découverte – Ed. Le Loubatas
23	Mal aimés et pourtant si utiles – Ed. ARPCV
24	Ces insectes qui vivent en société – Ed. ARPCV
25	La vie de la forêt méditerranéenne – Ed. ARPCV
26	Les plantes qui sentent bon – Ed. ARPCV
27	Au cœur du Pays de Cézanne – Ed. ARPCV
28	Flore 1 – Ed. le Loubatas
29	Flore 2 – Ed. Le Loubatas
30	Sur les traces des petites bêtes - Ed. le Loubatas
31	La gamelle du loup (en noir et blanc) – Ed. Le Loubatas
32	Heurs et malheurs du Prieuré – Ed. Les Amis de Sainte-Victoire
33	Jouques Un village Son histoire (livre)
34	Amis de Jouques - 10 juin 1944 (livre)
35	La Chapelle Notre Dame de Consolation (livre)
36	L'Aigle de Bonelli – Ed. Regard du vivant
37	Le feu dans la nature – Ed. Ecologiste de l'Euzières
38	Les salades sauvages – Ed. Ecologiste de l'Euzières
39	Ecolodoc garrigue – Ed. Ecologiste de l'Euzières
40	Herbier de Provence – Ed. Edisud
41	Les dinosaures – Ed. Edisud
42	Arbres et arbustes de Méditerranée – Ed. Edisud
43	Fleurs de Méditerranée – Ed Edisud
44	Insectes de Méditerranée – Ed Edisud

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Mai 2017

45	Papillons de Méditerranée – Ed Edisud
46	Oiseaux de Méditerranée – Ed. Edisud
47	La Sainte-Victoire a disparu – Ed. Rouge Safran
48	Petit traité des Grands Sites – Ed. Actes Sud
49	La réhabilitation du Prieuré - Les cahiers du Grand Site Sainte-Victoire
50	Carnet de coloriage
51	Carnet de note
52	Bloc note avec stylo
53	Crayons de coloriage avec taille crayon
54	Thermos 0,5 l
55	Stylo bille bois
56	Crayon de papier bois
57	Porte-clés
58	Carte IGN Sainte-Victoire TOP25
59	Carte IGN Provence Pays d'Aix
60	Rosé AOC Sainte-Victoire bout. 75 cl
61	Pot de Miel Lavande 500 gr
62	Pot de Miel Garrigue 500 gr
63	Bouteille Huile Olive 50 cl
64	Bidon Huile Olive 25 cl
65	Huile Essentielle Lavandin 30 ml
66	Poster Paul Cézanne
67	Livre Saint-Marc-Jaumegarde
68	Paul Cézanne Les sites provençaux (livre)
69	Livret château de Vauvenargues
70	Magnet Sainte-Victoire
71	Carte postale 10x15 Grand Site Sainte-Victoire
72	Carte postale 12x30 G. Flayols
73	Carte postale 10x15 monochrome sans timbre APPA
74	CP 10x15 Chapelle Saint Ser avec timbre APPA
75	CP 10x15 Château Picasso
76	Monuments de Sainte-Victoire – Ed. Desbaumes
77	La route Cézanne un lieu inspiré – Ed. ARCT
78	Rouge AOC Sainte-Victoire bout. 75 cl
79	Promenade dans le temps et dans l'espace – Gilles Cheylan
80	Dépliant - Les oiseaux du Grand Site Sainte-Victoire
81	Affiche - Les oiseaux du Grand Site Sainte-Victoire
82	36 vues de Sainte-Victoire – Ed. Gallimard
83	Le Mont Sainte-Victoire – Ed. Desbaumes
84	Route Cézanne - Route classée – Ed. Ballossier
85	Un joyau sur Sainte-Victoire – Ed Les Amis de sainte-Victoire
86	Secrets botaniques de Sainte-Victoire - Les cahiers du Grand Site Sainte-Victoire
87	Carte postale APPA Cézanne
88	Enveloppe APPA sans timbre
89	Marque Pages APPA Cézanne

90	Topo VTT – Ed. CD13
91	Vauvenargues au fil du temps – Ed. Desbaumes
92	La Casso – Ed. Desbaumes
93	Sac papier petit modèle
94	Sac papier grand modèle
95	Guide Concors - De terroirs en villages
96	L'eau douce en Provence – Ed. ARPCV
97	En chemin sur la route Cézanne – Ed. ARCT
98	Topo GR 2013
99	La gamelle du Loup (en couleurs) – Ed. Le Loubatas
100	Achat conjoint des guides Autour de Sainte-Victoire et Concors
101	Dépliant – Les papillons du Grand Site Sainte-Victoire
102	Affiche - Les papillons du Grand Site Sainte-Victoire
103	Pablo Picasso à Vauvenargues (livre)
104	Puyloubier Sainte-Victoire (livre)
105	Pot de Miel de romarin 500 gr
106	Terres et Paysages en Pays d'Aix (livre)
107	Timbre poste 0,10 cts
108	La ferme de Beaurecueil – Emile Julien – Ed Atelier des livres
109	Coffret de coloriage
110	Le Petit futé – Sainte-Victoire Grand Site de France
111	Timbre poste 0,05 cts
112	Dépliant – Les rapaces du Grand Site Sainte-Victoire
113	Affiche - Les rapaces du Grand Site Sainte-Victoire
114	Timbre poste 0,66 cts
115	Code pour frais d'envoi avec commande à 1 €
116	Code pour frais d'envoi avec commande de 2 à 10 €
117	Code pour frais d'envoi avec commande supérieure à 10 €
118	La promenade en âne – livre bilingue anglais
119	Kit huile d'olive en bois d'olivier
120	Diffuseur céramique vaporisateur 15 ml lavandin
121	Les dinosaures de Provence – Coloriages et jeux 3 – 7 ans
122	Petit mortier et son pilon en bois d'olivier

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/134/D

Décision de création de la sous régie de recettes Kiosque de Bimont

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 16/469/D du 12 janvier 2017 instituant une régie de recettes pour percevoir l'encaissement des produits vendus par le Grand Site Sainte-Victoire à Beaurecueil ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 14 mars 2017 ;
- L'avis conforme du régisseur et du mandataire suppléant du 14 mars 2017 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Mai 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué une sous régie de recettes « Kiosque de Bimont » auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Grand Site Sainte-Victoire rattachée au Conseil de Territoire du Pays d'Aix. Les recettes de cette sous régie seront constatées sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Cette sous régie est installée au kiosque situé sur le parking du barrage Bimont de la commune de Saint Marc Jaumegarde (13100).

Article 3 :

La sous régie encaisse les produits listés dans l'annexe n° 1.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées au comptant selon les modes de recouvrement suivants :

- chèque bancaire
- numéraire
- virement
- mandat cash
- carte bancaire
- carte bancaire sans contact
- smart-phone

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur d'un ticket de caisse.

Article 5 :

Un fonds de caisse d'un montant de 200 € est mis à la disposition du sous régisseur.

Article 6 :

Le montant maximum de l'encaisse que le mandataire est autorisé à conserver est fixé à 2 000 €.

Article 7 :

Le mandataire est tenu de verser le montant de l'encaisse au régisseur ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

Article 8 :

Le mandataire verse auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 9 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Mai 2017

ANNEXE N° 1

Liste des produits encaissés par cette sous régie de recettes

Modèle	Libellé de l'article
1	La flore : arbres et arbustes - Les cahiers de Sainte-Victoire
2	Lithographie Brayer
6	Carte postale 1 dessin Cézanne avec timbre
7	Encart timbres 18 - 19 juin 1994
8	Ecu de Bronze
9	Ecu d'argent
12	Catalogue de l'exposition Cézanne
13	Timbre montagne Sainte-Victoire Cézanne
14	Carte AEP Sainte-Victoire à pied
15	Carte du massif de la Sainte-Victoire
16	Topo Escalade Sainte-Victoire et Pays d'Aix
17	La Croix de Provence - Les cahiers du Grand Site Sainte-Victoire
18	Guide Autour de Sainte-Victoire – De terroirs en villages
19	TopoGuides La montagne Sainte-Victoire ... à pied
20	Voir Grand - Panorama des Grands Sites – Ed. Actes Sud
21	Fascicule faune de Provence
22	Sentier de découverte – Ed. Le Loubatas
23	Mal aimés et pourtant si utiles – Ed. ARPCV
24	Ces insectes qui vivent en société – Ed. ARPCV
25	La vie de la forêt méditerranéenne – Ed. ARPCV
26	Les plantes qui sentent bon – Ed. ARPCV
27	Au cœur du Pays de Cézanne – Ed. ARPCV
28	Flore 1 – Ed. le Loubatas
29	Flore 2 – Ed. Le Loubatas
30	Sur les traces des petites bêtes - Ed. le Loubatas
31	La gamelle du loup (en noir et blanc) – Ed. Le Loubatas
32	Heurs et malheurs du Prieuré – Ed. Les Amis de Sainte-Victoire
33	Jouques Un village Son histoire (livre)
34	Amis de Jouques - 10 juin 1944 (livre)
35	La Chapelle Notre Dame de Consolation (livre)
36	L'Aigle de Bonelli – Ed. Regard du vivant
37	Le feu dans la nature – Ed. Ecologiste de l'Euzières
38	Les salades sauvages – Ed. Ecologiste de l'Euzières
39	Ecolodoc garrigue – Ed. Ecologiste de l'Euzières
40	Herbier de Provence – Ed. Edisud
41	Les dinosaures – Ed. Edisud
42	Arbres et arbustes de Méditerranée – Ed. Edisud
43	Fleurs de Méditerranée – Ed Edisud
44	Insectes de Méditerranée – Ed Edisud

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Mai 2017

45	Papillons de Méditerranée – Ed Edisud
46	Oiseaux de Méditerranée – Ed. Edisud
47	La Sainte-Victoire a disparu – Ed. Rouge Safran
48	Petit traité des Grands Sites – Ed. Actes Sud
49	La réhabilitation du Prieuré - Les cahiers du Grand Site Sainte-Victoire
50	Carnet de coloriage
51	Carnet de note
52	Bloc note avec stylo
53	Crayons de coloriage avec taille crayon
54	Thermos 0,5 l
55	Stylo bille bois
56	Crayon de papier bois
57	Porte-clés
58	Carte IGN Sainte-Victoire TOP25
59	Carte IGN Provence Pays d'Aix
60	Rosé AOC Sainte-Victoire bout. 75 cl
61	Pot de Miel Lavande 500 gr
62	Pot de Miel Garrigue 500 gr
63	Bouteille Huile Olive 50 cl
64	Bidon Huile Olive 25 cl
65	Huile Essentielle Lavandin 30 ml
66	Poster Paul Cézanne
67	Livre Saint-Marc-Jaumegarde
68	Paul Cézanne Les sites provençaux (livre)
69	Livret château de Vauvenargues
70	Magnet Sainte-Victoire
71	Carte postale 10x15 Grand Site Sainte-Victoire
72	Carte postale 12x30 G. Flayols
73	Carte postale 10x15 monochrome sans timbre APPA
74	CP 10x15 Chapelle Saint Ser avec timbre APPA
75	CP 10x15 Château Picasso
76	Monuments de Sainte-Victoire – Ed. Desbaumes
77	La route Cézanne un lieu inspiré – Ed. ARCT
78	Rouge AOC Sainte-Victoire bout. 75 cl
79	Promenade dans le temps et dans l'espace – Gilles Cheylan
80	Dépliant - Les oiseaux du Grand Site Sainte-Victoire
81	Affiche - Les oiseaux du Grand Site Sainte-Victoire
82	36 vues de Sainte-Victoire – Ed. Gallimard
83	Le Mont Sainte-Victoire – Ed. Desbaumes
84	Route Cézanne - Route classée – Ed. Ballossier
85	Un joyau sur Sainte-Victoire – Ed Les Amis de sainte-Victoire
86	Secrets botaniques de Sainte-Victoire - Les cahiers du Grand Site Sainte-Victoire
87	Carte postale APPA Cézanne

88	Enveloppe APPA sans timbre
89	Marque Pages APPA Cézanne
90	Topo VTT – Ed. CD13
91	Vauvenargues au fil du temps – Ed. Desbaumes
92	La Casso – Ed. Desbaumes
93	Sac papier petit modèle
94	Sac papier grand modèle
95	Guide Concors - De terroirs en villages
96	L'eau douce en Provence – Ed. ARPCV
97	En chemin sur la route Cézanne – Ed. ARCT
98	Topo GR 2013
99	La gamelle du Loup (en couleurs) – Ed. Le Loubatas
100	Achat conjoint des guides Autour de Sainte-Victoire et Concors
101	Dépliant – Les papillons du Grand Site Sainte-Victoire
102	Affiche - Les papillons du Grand Site Sainte-Victoire
103	Pablo Picasso à Vauvenargues (livre)
104	Puylobier Sainte-Victoire (livre)
105	Pot de Miel de romarin 500 gr
106	Terres et Paysages en Pays d'Aix (livre)
107	Timbre poste 0,10 cts
108	La ferme de Beaurecueil – Emile Julien – Ed Atelier des livres
109	Coffret de coloriage
110	Le Petit futé – Sainte-Victoire Grand Site de France
111	Timbre poste 0,05 cts
112	Dépliant – Les rapaces du Grand Site Sainte-Victoire
113	Affiche - Les rapaces du Grand Site Sainte-Victoire
114	Timbre poste 0,66 cts
115	Code pour frais d'envoi avec commande à 1 €
116	Code pour frais d'envoi avec commande de 2 à 10 €
117	Code pour frais d'envoi avec commande supérieure à 10 €
118	La promenade en âne – livre bilingue anglais
119	Kit huile d'olive en bois d'olivier
120	Diffuseur céramique vaporisateur 15 ml lavandin
121	Les dinosaures de Provence – Coloriages et jeux 3 – 7 ans
122	Petit mortier et son pilon en bois d'olivier

Décision de délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM pour l'acquisition d'un bien situé 22 rue Longue des Capucins à Marseille 1er arrondissement appartenant à la SARL PPLV.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1, et suivants ainsi que les articles 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 art.5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012:16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Préemption Urbain ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue le 29 mars 2017 enregistrée sous le n° DA 13201 17 0125 portant aliénation d'un immeuble situé 22 rue Longue des Capucins à Marseille 1er arrondissement cadastré sous le n° 803 A 139 appartenant à la SARL PPLV.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien permettra la réalisation de logements et de locaux d'activités ;
- Qu'afin de mener à bien ses engagements en matière de production de logements, la Ville de Marseille avait concédé à la SOLEAM l'opération d'aménagement dite « Grand Centre Ville » transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 21 décembre 2015.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition d'un immeuble situé au 22 rue Longue des Capucins à Marseille 1^{er} arrondissement, cadastré 803 A 139 appartenant à la SARL PPLV.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/136/D

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Laurent Tremol

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Laurent Tremol, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction de la Propreté urbaine, a été victime d'une menace avec arme par un usager, le 21 septembre 2016 alors qu'il effectuait le nettoyage des voies avec une arroseuse, à l'angle de la Canebière et de la rue Paradis à Marseille ;
- Qu'à ce titre, il a demandé, par courrier du 30 novembre 2016, l'octroi de la protection fonctionnelle ;

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur Laurent Tremol.

Article 2 :

Les frais, débours et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/137/D

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Patrick Mendy.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Patrick Mendy, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction de la Propreté urbaine, a été victime d'une agression physique par un usager, le 9 juin 2015 alors qu'il effectuait la collecte des ordures ménagères à l'angle de la rue Hébert et de la rue Saint-Eloi à Marseille ;
- Qu'à ce titre, il a demandé, par courrier du 1^{er} décembre 2015, l'octroi de la protection fonctionnelle ;

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur Patrick Mendy.

Article 2 :

Les frais, débours et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/138/D

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Jean-Marc Rougier.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Jean-Marc Rougier, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction de la Propreté urbaine, a été victime d'une agression physique par deux usagers, le 8 août 2016 alors qu'il effectuait la collecte des ordures ménagères au niveau du 114, Boulevard de Beaumont à Marseille ;
- Qu'à ce titre, il a demandé, par courrier du 16 mars 2017, l'octroi de la protection fonctionnelle ;

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur Jean-Marc Rougier.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Article 2 :

Les frais, débours et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/139/D

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Patrice Boyer.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Patrice Boyer, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction de la Propreté urbaine, a été victime d'une agression physique par deux usagers, le 8 août 2016 alors qu'il effectuait la collecte des ordures ménagères au niveau du 114, Boulevard de Beaumont à Marseille ;
- Qu'à ce titre, il a demandé, par courrier du 11 août 2016, l'octroi de la protection fonctionnelle ;

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur Patrice Boyer.

Article 2 :

Les frais, débours et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/140/D

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Hervé MAX.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Hervé Max, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction de la Propreté urbaine, a été victime d'une agression physique par une usagère qui l'a blessé en jetant un tabouret, le 24 mai 2016 alors qu'il effectuait la collecte des ordures ménagères au niveau du 8 Boulevard Rossi à Marseille ;
- Qu'à ce titre, il a demandé, par courrier du 18 août 2016, l'octroi de la protection fonctionnelle ;

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur Hervé Max.

Article 2 :

Les frais, débours et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

17 / 141 / D -

Territoire d'Allauch, Carrioux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-le-Nord,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Saussat-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



27 04 17
13

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2012130550026_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

662620079

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500031

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : PLUS - PLAÎ DOMAINE FRASCATI Bâtiment A

Route de Laure

13220 Châteauneuf-les-Martigues

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône Date : 27/11/2012

N° de décision : 20121305500074

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

GRAND DELTA HABITAT

Sté coopérative HLM /SCIC

Code bénéficiaire : 662620079

Adresse :

3 rue Martin Luther King

Ville : 84000 AVIGNON

Exercice : 2012

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 30)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

3 253 247,52 €

3 250 075,87 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 150 000,00 €

(B) 150 000,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 120 000,00 €

Solde à verser

(B-C) 30 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	110 000,00	7,23%
Surcharge foncière	20 000,00	1,31%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	30 000,00	1,97%
Conseil Général	30 000,00	1,97%
Sous-total Subventions	190 000,00	12,49%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	932 080,00	61,28%
Prêt CDC foncier	90 561,00	5,95%
Autres	160 000,00	10,52%
Sous-total Prêts	1 182 641,00	77,76%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	148 325,97	9,75%
Sous-total Fonds Propres	148 325,97	9,75%
Total du Financement (I + II + III)	1 520 966,97	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	40 000,00	1,44%
Surcharge foncière	40 000,00	1,44%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	60 000,00	2,15%
Conseil Général	60 000,00	2,15%
Sous-total Subventions	200 000,00	7,18%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 803 446,00	64,72%
Prêt CDC foncier	201 135,00	7,22%
Autres	140 000,00	5,02%
Sous-total Prêts	2 144 581,00	76,96%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	441 985,00	15,86%
Sous-total Fonds Propres	441 985,00	15,86%
Total du Financement (I + II + III)	2 786 566,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	90 000,00	2,09%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	90 000,00	2,09%
Subvention Etat	150 000,00	3,48%
Surcharge foncière	60 000,00	1,39%
Sous-total Subventions	390 000,00	9,05%
II - Partie Prêts		

Prêt CDC logement	2 735 526,00	63,51%
Prêt CDC foncier	291 696,00	6,77%
Autres	300 000,00	6,96%
Sous-total Prêts	3 327 222,00	77,24%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	590 310,97	13,70%
Sous-total Fonds Propres	590 310,97	13,70%
Total du Financement (I + II + III)	4 307 532,97	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 307 532,97	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 250 075,87 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	20	1 276,06 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	20	1 276,06 m²
Assiette *	:	2 159 114,45 €
Taux de subvention	:	1,85 %
SUBVENTION	:	40 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	644,77 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	10	644,77 m²
Assiette *	:	1 090 961,42 €
Taux de subvention	:	10,08 %
SUBVENTION	:	110 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 30	Surface utile :	1 920,83 m²
Assiette : 3 250 075,87 €	SUBVENTION :	150 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,62 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 920,83 m²
Assiette de subvention	:	874 628,90 €
Taux de subvention	:	6,86 %
Montant de subvention	:	60 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	210 000,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT

1 090 081,40 €

Coût du bâtiment ou des travaux

2 474 250,50 €

Prestations intellectuelles et frais

607 117,20 €

Prix de Revient H.T.

4 171 449,10 €

Montant de la TVA

136 083,87 €

Prix de revient TTC

4 307 532,97 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 242,54 €

REU
27.04.17
PRF

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière		
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	60 000,00	6,86%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	90 000,00	10,29%
Conseil Général	90 000,00	10,29%
Sous-total Subventions	240 000,00	27,44%
II - Partie Prêts		
1%.	300 000,00	34,30%
Sous-total Prêts	300 000,00	34,30%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	334 628,90	38,26%
Sous-total Fonds Propres	334 628,90	38,26%
Total du Financement (I + II + III)	874 628,90	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	874 628,90	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	288 124,50 €
Surface utile totale	1 920,83 m²
Dont SU Collectif	1 920,83
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 090 081,40 €
Assiette de subvention (dépassement)	874 628,90 €
Taux de la subvention	6,86 %

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-d'Au, Plan-du-Cuq,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



17 / 142 / 0

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :

2012130550026_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

662620079

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500030

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : PLUS - PLAI DOMAINE FRASCATI Bâtiment A

Route de Laure

13220 Châteauneuf-les-Martigues

FICHE DE FIN-D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département :

Date

Bouches du Rhône

27/11/2012

N° de décision

20121305500075

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

GRAND DELTA HABITAT

Sté coopérative HLM /SCIC

Code bénéficiaire : 662620079

Adresse :

3 rue Martin Luther King

Ville :

84000 AVIGNON

Exercice :

2012

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 30)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

822 360,50 €

874 628,90 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

60 000,00

60 000,00

Montant des acomptes versés

(C) 48 000,00 €

Solde à verser

(B-C) 12 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

Arlette Fructus

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	60 000,00	6,86%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	90 000,00	10,29%
Conseil Général	90 000,00	10,29%
Sous-total Subventions	240 000,00	27,44%
II - Partie Prêts		
1%.	300 000,00	34,30%
Sous-total Prêts	300 000,00	34,30%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	334 628,90	38,26%
Sous-total Fonds Propres	334 628,90	38,26%
Total du Financement (I + II + III)	874 628,90	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	874 628,90	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	288 124,50 €
Surface utile totale	1 920,83 m²
Dont SU Collectif	1 920,83
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 090 081,40 €
TVA de la charge foncière	72 672,00 €
Charge foncière TTC	1 162 753,40 €
Assiette de subvention (dépassement)	874 628,90 €
Taux de la subvention	6,86 %

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



17 / 143 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2014130550084_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20171305500011

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2017

Opération : 1PLAI / 175 CheminSte Marthe Bellevist//13014/Pact
175 chemin de Sainte marthe
13014 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône
Date : 16/01/2015

N° de décision
20141305500205

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville : 13013 Marseille

Exercice : 2014

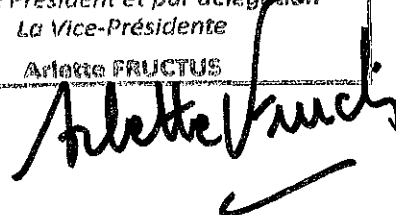
CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	110 865,14 €	120 435,26 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 18 400,00 €	(B) 18 400,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 5 520,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 880,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 400,00	15,48%
Conseil Général	12 486,00	10,51%
Conseil Régional	21 300,00	17,92%
Subvention EPCI	3 000,00	2,52%
Ville de Marseille	5 000,00	4,21%
Subvention Autres	12 558,00	10,57%
Sous-total Subventions	72 744,00	61,20%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	30 721,00	25,85%
Prêt CDC foncier	14 757,00	12,42%
Sous-total Prêts	45 478,00	38,26%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	632,15	0,53%
Sous-total Fonds Propres	632,15	0,53%
Total du Financement (I + II + III)	118 854,15	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	118 854,15	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 120 435,26 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	76,95 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	76,95 m²
Assiette *	:	120 435,26 €
Taux de subvention	:	15,28 %
SUBVENTION	:	18 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	76,95 m²
Assiette : 120 435,26 €	SUBVENTION :	18 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	15,28 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 18 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

77 424,85 €

Décision No : 20171305500011

Page : 3/4

Coût du bâtiment ou des travaux	29 210,60 €
Prestations intellectuelles et frais	11 002,97 €
Prix de Revient H.T.	117 638,42 €
Montant de la TVA	1 215,73 €
Prix de revient TTC	118 854,15 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 544,56 €
Type d'opération : Hors opération spécifique	

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



27.04.17
PRÉF. 13

17 / 144 / D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2014130550048_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500013

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 1PLAI adapté/ logt 19 Bât 1/13015/Pact--
355 rue de Lyon
13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Date

N° de décision

Bouches du Rhône

23/12/2014

20141305500206

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SÀ UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

108 323,41 €

108 137,08 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 12 000,00 €

(B) 12 000,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 9 600,00 €

Solde à verser

(B-C) 2 400,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	9,54%
PLAI adapté	9 000,00	7,23%
Conseil Général	12 346,00	9,92%
Conseil Régional	30 600,00	24,58%
Subvention EPCI	3 000,00	2,41%
Subvention Autres	12 476,64	10,02%
Ville de Marseille	5 000,00	4,02%
Sous-total Subventions	84 422,64	67,81%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	10 851,00	8,72%
Prêt CDC logement	20 320,00	16,32%
Sous-total Prêts	31 171,00	25,04%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	8 909,41	7,16%
Sous-total Fonds Propres	8 909,41	7,16%
Total du Financement (I + II + III)	124 503,05	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	124 503,05	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 108 137,08 €

Aide : **PLA-I**

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

1

Surface utile

67,05 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

67,05 m²

Assiette *	:	108 137,08 €
Taux de subvention	:	11,10 %
SUBVENTION	:	12 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	67,05 m²
Assiette : 108 137,08 €	SUBVENTION :	12 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	11,10 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 12 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	112 150,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 604,34 €
Prestations intellectuelles et frais	9 459,51 €
Prix de Revient P.T.	124 213,85 €
Montant de la TVA	289,20 €
Prix de revient TTC	124 503,05 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 856,87 €
Type d'opération: Hors opération spécifique	

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Altauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, ...
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Saussès-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



27 04 17
13

17 / 145 / D

DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE POUR PLAI-ADAPTES - CLÔTURE

Numéro d'opération :

2014130550048_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500012

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 1PLAI adapté/ logt 19 Bât 1/13015/Pact--

355 rue de Lyon

13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

23/12/2014

N° de décision

20141305500207

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

9 000,00

9 000,00

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

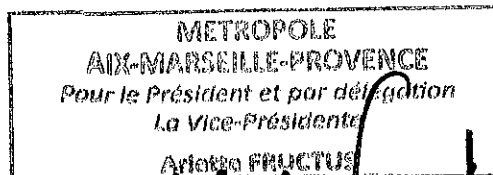
(B-C) 9 000,00 €

Nombre de logements financés

1

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



Ariette Fructus

✓

ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
DECISION COMPLEMENTAIRE PLAI-ADAPTE

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 12 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI-ADAPTE		1	67,05
Consistance totale de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLA-I		1	67,05

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI-ADAPTE

Prix de revient prévisionnel des logements PLA-I	124 503,05 €
Subvention totale	9 000,00 €
Subvention par logement	9 000,00 €
Nombre de logements financés	1

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



27.04.17
27.04.17

17 / 146 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2013130550058_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20171305500017

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLAI - 8, traverse Notre Dame Bon Secours
8, traverse Notre Dame Bon Secours
13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

23/01/2014

N° de décision

20131305500237

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

115 047,93 €

115 047,93 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 14 000,00 €

(B) 14 000,00 €

Montant des acomptes versés

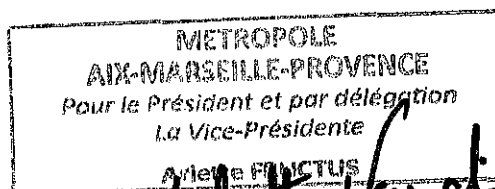
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 14 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



Ariette FINECTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	14 000,00	10,99%
Conseil Général	12 058,00	9,46%
Conseil Régional	28 500,00	22,37%
Subvention EPCI	3 000,00	2,35%
Ville de Marseille	8 000,00	6,28%
Autres	12 058,00	9,46%
PLAI adapté	7 500,00	5,89%
Sous-total Subventions	85 116,00	66,81%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	25 267,00	19,83%
Prêt CDC foncier	14 257,00	11,19%
Sous-total Prêts	39 524,00	31,02%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	2 761,14	2,17%
Sous-total Fonds Propres	2 761,14	2,17%
Total du Financement (I + II + III)	127 401,14	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	127 401,14	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 115 047,93 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

71,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

71,00 m²

Assiette *

:

115 047,93 €

Taux de subvention

:

12,17 %

SUBVENTION

:

14 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

71,00 m²

Assiette : 115 047,93 €

SUBVENTION :

14 000,00 €

Taux moyen de subvention :

12,17 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

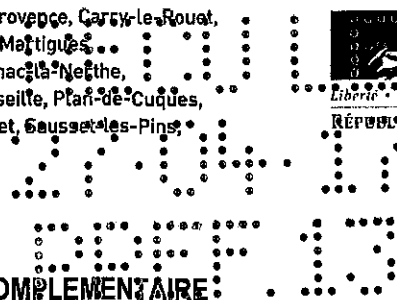
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

14 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	102 993,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	14 564,21 €
Prestations intellectuelles et frais	7 882,00 €
Prix de Revient H.T.	125 439,21 €
Montant de la TVA	1 961,93 €
Prix de revient TTC	127 401,14 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 794,38 €
Type d'opération :	Hors opération spécifique



17 / 147 / D

DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

Numéro d'opération :
2013130550058_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20171305500016

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLAI - 8, traverse Notre Dame Bon Secours
8, traverse Notre Dame Bon Secours
13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Date

Bouches du Rhône

07/11/2014

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

7 500,00

7 500,00

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 7 500,00 €

Nombre de logements financés

1

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

Arlette Fructus

**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
DECISION COMPLEMENTAIRE PLAI-ADAPTE**

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 14 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI-ADAPTE		1	71,00
Consistance totale de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLA-I		1	71,00

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI-ADAPTE

Prix de revient prévisionnel des logements PLA-I	127 401,14 €
Subvention totale	7 500,00 €
Subvention par logement	7 500,00 €
Nombre de logements financés	1

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



17 / 148 / D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2014130550047_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20171305500019

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2017

Opération : 1PLAI adapté/ 34 Bd Bouès/13003/Pact--
34 Boulevard Bouès
13003 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

30/12/2014

N° de décision

20141305500139

Bénéficiaire (Nom, Raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

116 522,21 €

114 733,39 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 18 400,00 €

(B) 18 400,00 €

Montant des acomptes versés

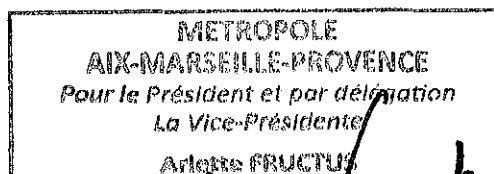
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 18 400,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 400,00	16,71%
PLAI adapté	9 000,00	8,17%
Subvention EPCI	3 000,00	2,72%
Conseil Général	10 803,00	9,81%
Conseil Régional	21 900,00	19,89%
Ville de Marseille	5 000,00	4,54%
Autres	11 612,59	10,55%
Sous-total Subventions	79 715,59	72,39%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	7 836,00	7,12%
Prêt CDC logement	18 284,00	16,60%
Sous-total Prêts	26 120,00	23,72%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	4 288,30	3,89%
Sous-total Fonds Propres	4 288,30	3,89%
Total du Financement (I + II + III)	110 123,89	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	110 123,89	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 114 733,39 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

72,36 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

72,36 m²

Assiette *

:

114 733,39 €

Taux de subvention

:

16,04 %

SUBVENTION

:

18 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

72,36 m²

Assiette : 114 733,39 €

SUBVENTION :

18 400,00 €

Taux moyen de subvention :

16,04 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

18 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	80 853,36 €
Coût du bâtiment ou des travaux	17 990,86 €
Prestations intellectuelles et frais	9 480,58 €
Prix de Revient H.T.	108 324,80 €
Montant de la TVA	1 799,09 €
Prix de revient TTC	110 123,89 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 521,89 €
Type d'opération : Hors opération spécifique	

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



27.04.17
2017

17 / 149 / D

DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

Numéro d'opération :

2014130550047_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500018

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice

2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 1PLAI adapté/ 34 Bd Bouès/13003/Pact--

34 Boulevard Bouès

13003 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département :

Bouches du Rhône

Date :

30/12/2014

N° de décision :

20141305500140

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE
UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

9 000,00

9 000,00

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

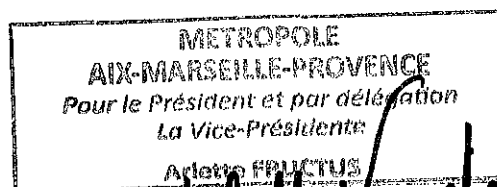
(B-C) 9 000,00 €

Nombre de logements financés

1

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
DECISION COMPLEMENTAIRE PLAI-ADAPTE

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 18 400,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI-ADAPTE		1	72,36
Consistance totale de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLA-I		1	72,36

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI-ADAPTE

Prix de revient prévisionnel des logements PLA-I	110 123,89 €
Subvention totale	9 000,00 €
Subvention par logement	9 000,00 €
Nombre de logements financés	1

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



27.04.17
PRÉF. 13

17 / 150 / D -

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2014130550050_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20171305500008

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : IPLAI adapté/ logt 28 Bât 2/13015/Pact--
355 rue de Lyon
13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département :

Bouches du Rhône

Date

23/12/2014

N° de décision

20141305500212

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA:UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

90 373,04 €

90 373,04 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 12 000,00 €

(B) 12 000,00 €

Montant des acomptes versés

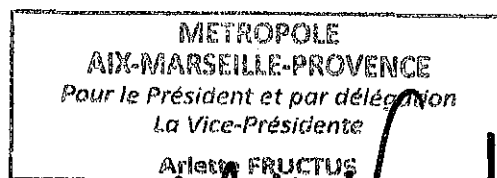
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 12 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	12,82%
PLAI adapté	9 000,00	9,61%
Conseil Général	9 399,00	10,04%
Conseil Régional	22 500,00	24,03%
Subvention EPCI	3 000,00	3,20%
Ville de Marseille	5 000,00	5,34%
Subvention Autres	9 478,06	10,12%
Sous-total Subventions	70 377,06	75,18%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	6 205,00	6,63%
Prêt CDC logement	14 380,00	15,36%
Sous-total Prêts	20 585,00	21,99%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	2 653,81	2,83%
Sous-total Fonds Propres	2 653,81	2,83%
Total du Financement (I + II + III)	93 615,87	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	93 615,87	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 90 373,04 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

52,75 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

52,75 m²

Assiette *

:

90 373,04 €

Taux de subvention

:

13,28 %

SUBVENTION

:

12 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

52,75 m²

Assiette : 90 373,04 €

SUBVENTION :

12 000,00 €

Taux moyen de subvention :

13,28 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

12 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	82 863,60 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 756,42 €
Prestations intellectuelles et frais	8 820,16 €
Prix de Revient H.T.	93 440,18 €
Montant de la TVA	175,69 €
Prix de revient TTC	93 615,87 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 774,71 €
Type d'opération: • • • • •	Hors opération spécifique

2017
13015

DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

17 / 151 / D

Numéro d'opération :
2014130550050_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20171305500007

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
1PLAI adapté/ logt 28 Bât 2/13015/Pact--
355 rue de Lyon
13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône

Date

N° de décision

23/12/2014

20141305500213

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACA ET MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

9 000,00

9 000,00

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 9 000,00 €

Nombre de logements financés

1

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUTUS

Arlette Frutus

ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
DECISION COMPLEMENTAIRE PLAI-ADAPTE

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 12 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI-ADAPTE		1	52,75
Consistance totale de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLA-I		1	52,75

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI-ADAPTE

Prix de revient prévisionnel des logements PLA-I	93 615,87 €
Subvention totale	9 000,00 €
Subvention par logement	9 000,00 €
Nombre de logements financés	1

**2017
27.04.17
PRÉF.13**

**DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION**

17 / 152 / D

Numéro d'opération :
2013130550063_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20171305500015

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLAI - 35 RUE DU GENIE
35, rue du Génie
13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône
Date : 23/01/2014

N° de décision : 20131305500238

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA URS HABITAT PACI MEDITERRANEE
UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville : 13013 Marseille

Exercice : 2013

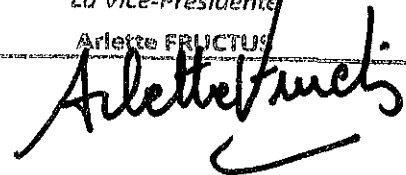
CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	114 744,51 €	114 744,51 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 14 000,00 €	(B) 14 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 4 200,00 €
Solde à verser		(B-C) 9 800,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit).

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quantités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	14 000,00	10,89%
Conseil Général	11 939,00	9,28%
Subvention EPCI	3 000,00	2,33%
Ville de Marseille	8 000,00	6,22%
Autres	12 777,00	9,93%
PLAI adapté	7 500,00	5,83%
Conseil Régional	25 500,00	19,83%
Subvention Autres	1 010,19	0,79%
Sous-total Subventions	83 726,19	65,10%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	29 591,26	23,01%
Prêt CDC foncier	15 295,00	11,89%
Sous-total Prêts	44 886,26	34,90%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	128 612,45	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	128 612,45	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 114 744,51 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

70,76 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

70,76 m²

Assiette *

:

114 744,51 €

Taux de subvention

:

12,20 %

SUBVENTION

:

14 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

70,76 m²

Assiette : 114 744,51 €

SUBVENTION :

14 000,00 €

Taux moyen de subvention :

12,20 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

14 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	93 777,42 €
Coût du bâtiment ou des travaux	22 454,13 €
Prestations intellectuelles et frais	10 145,36 €
Prix de Revient H.T.	126 376,91 €
Montant de la TVA	2 235,54 €
Prix de revient TTC	128 612,45 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR/ SU)	1 817,59 €
Type d'opération : Hors opération spécifique	

27.04.17
PLAF 13

17 / 153 / D

**DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE
POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE**

Numéro d'opération :
2013130550063_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20171305500014

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLAI - 35 RUE DU GENIE
35, rue du Génie
13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

07/11/2014

N° de décision

20141305500077

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

7 500,00

7 500,00

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 7 500,00 €

Nombre de logements financés

1

Fait à MARSEILLE

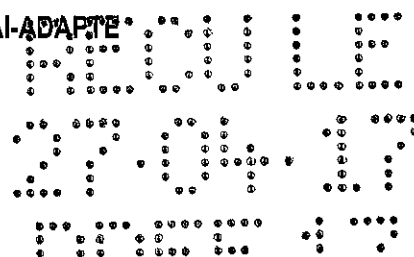
le :

25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS

Ariette Fructus

**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
DECISION COMPLEMENTAIRE PLAI-ADAPTE**



A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 14 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs...	Surface Utile (m²)
PLAI-ADAPTE		1	70,76

Consistance totale de l'opération concernant les logements PLAI :

PLA-I		1	70,76
-------	--	---	-------

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI-ADAPTE

Prix de revient prévisionnel des logements PLA-I	128 612,45 €
Subvention totale	7 500,00 €
Subvention par logement	7 500,00 €
Nombre de logements financés	1

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuq, La Penne,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



17 // 154 // D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

27 04 17
PREF 13

Numéro d'opération :
2014130550060_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500004

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 1PLAI/ logt 8 Bât 1/13015/Pact
355 rue de Lyon 13015 Marseille
13014 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône Date : 30/12/2014 N° de décision : 20141305500158
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...) : SA UES HABITAT RACT MEDITERRANEE UES
Code bénéficiaire : 751956624
Adresse :

10 che des grives

Ville : 13013 Marseille
Exercice : 2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	95 652,56 €	95 652,56 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 12 000,00 €	(B) 12 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS

Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	12,87%
Conseil Général	9 169,00	9,83%
Conseil Régional	21 000,00	22,52%
Subvention EPCI	3 000,00	3,22%
Ville de Marseille	5 000,00	5,36%
Subvention Autres	9 169,00	9,83%
Autres	362,82	0,39%
Sous-total Subventions	59 700,82	64,01%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	20 546,00	22,03%
Prêt CDC foncier	11 704,00	12,55%
Sous-total Prêts	32 250,00	34,58%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 311,56	1,41%
Sous-total Fonds Propres	1 311,56	1,41%
Total du Financement (I + II + III)	93 262,38	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	93 262,38	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 95 652,56 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	57,00 m²
Logements « Individuel »	0	
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	57,00 m²
Assiette *	:	95 652,56 €
Taux de subvention	:	12,55 %
SUBVENTION	:	12 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	57,00 m²
Assiette : 95 652,56 €	SUBVENTION :	12 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	12,55 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 12 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	78 114,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	6 290,33 €
Prestations intellectuelles et frais	8 119,00 €
Prix de Revient H.T.	92 523,33 €
Montant de la TVA	739,05 €
Prix de revient TTC	93 262,38 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 636,18 €
Type d'opération	Hors opération spécifique

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



2017
PREF 13

17 / 155 / D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2013130550061_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500003

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : PLAI - 13 BOULEVARD GIRAUD
13 Boulevard Giraud
13014 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône Date : 23/01/2014 N° de décision : 20131305500235
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...) : SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE UES
Code bénéficiaire : 751956624
Adresse :

10 che des grives

Ville : 13013 Marseille
Exercice : 2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	117 197,18 €	117 197,18 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 18 400,00 €	(B) 18 400,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 14 720,00 €
Solde à verser		(B-C) 3 680,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS

Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 400,00	13,98%
Subvention EPCI	3 000,00	2,28%
Conseil Général	12 043,00	9,15%
Conseil Régional	30 000,00	22,79%
Ville de Marseille	8 000,00	6,08%
Subvention Autres	12 654,00	9,61%
PLAI adapté	7 500,00	5,70%
Autres	231,09	0,18%
Sous-total Subventions	91 828,09	69,77%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	22 074,00	16,77%
Prêt CDC foncier	16 913,00	12,85%
Sous-total Prêts	38 987,00	29,62%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	796,39	0,61%
Sous-total Fonds Propres	796,39	0,61%
Total du Financement (I + II + III)	131 611,48	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	131 611,48	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 117 197,18 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

72,70 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

72,70 m²

Assiette *

:

117 197,18 €

Taux de subvention

:

15,70 %

SUBVENTION

:

18 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

72,70 m²

Assiette : 117 197,18 €

SUBVENTION :

18 400,00 €

Taux moyen de subvention :

15,70 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

18 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Décision No : 20171305500003

Page : 3/4

Charge immobilière HT	113 726,01 €
Coût du bâtiment ou des travaux	13 085,55 €
Prestations intellectuelles et frais	3 856,22 €
Prix de Revient H.T.	130 667,78 €
Montant de la TVA	943,70 €
Prix de revient TTC	131 611,48 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 810,34 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

27.04.17
17.07.17

DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

17 / 156 / D

Numéro d'opération :
2013130550061_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500001

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : PLAI - 13 BOULEVARD GIRAUD
13 Boulevard Giraud
13014 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône **Date :** 07/11/2014 **N° de décision :** 20141305500079
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE
UES
Code bénéficiaire : 751956624
Adresse :

10 che des grives

Ville : 13013 Marseille
Exercice : 2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	7 500,00	7 500,00
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 7 500,00 €
Nombre de logements financés		1

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariane FRUCTUS
Ariane Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
DECISION COMPLEMENTAIRE PLAI-ADAPTE

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 18 400,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI-ADAPTE		1	72,70
Consistance totale de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLA-I		1	72,70

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI-ADAPTE

Prix de revient prévisionnel des logements PLA-I	131 611,48 €
Subvention totale	7 500,00 €
Subvention par logement	7 500,00 €
Nombre de logements financés	1



2017
27.04.17
PRÉF. 13

17 / 157 / D -

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2011130550006_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
057807265

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. REGIONALE DE L'HABITAT

29 r marechal fayolle

13004 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500025

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Exercice

2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - PLAI TRILOGY
33 Chemin du Garoutier
13600 La Ciotat

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	27/06/2011	20111305500048
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. REGIONALE DE L'HABITAT		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 057807265		
Adresse :		

29 r marechal fayolle

Ville : 13004 Marseille

Exercice : 2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 13)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 445 802,37 €	1 461 185,78 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 75 000,00 €	(B) 75 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 60 000,00 €
Solde à verser		(B-C) 15 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AUX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Agnès FRUCTUS.

ur le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Avec Fructus
Arlette Fruch

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	27 000,00	1,92%
Surcharge foncière	19 739,27	1,41%
1% - Concours Privilégié	83 079,00	5,92%
Sous-total Subventions	129 818,27	9,25%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	807 798,00	57,58%
Prêt CDC foncier	268 296,00	19,13%
Sous-total Prêts	1 076 094,00	76,71%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	196 885,85	14,04%
Sous-total Fonds Propres	196 885,85	14,04%
Total du Financement (I + II + III)	1 402 798,12	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	48 000,00	7,79%
Surcharge foncière	6 260,73	1,02%
1% - Concours Privilégié	36 921,00	5,99%
Sous-total Subventions	91 181,73	14,79%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	326 874,00	53,02%
Prêt CDC foncier	110 944,00	18,00%
Sous-total Prêts	437 818,00	71,02%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	87 503,82	14,19%
Sous-total Fonds Propres	87 503,82	14,19%
Total du Financement (I + II + III)	616 503,55	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
1% - Concours Privilégié	120 000,00	5,94%
Subvention Etat	75 000,00	3,71%
Surcharge foncière	26 000,00	1,29%
Sous-total Subventions	221 000,00	10,94%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 134 672,00	56,19%
Prêt CDC foncier	379 240,00	18,78%
Sous-total Prêts	1 513 912,00	74,97%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	284 389,67	14,08%

Sous-total Fonds Propres	284 389,67	14,08%
Total du Financement (I + II + III)	2 019 301,67	100,00%
Coût de l'opération /dépassement	2 019 301,67	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 461 185,78 €

Aide : PLUS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

9

670,30 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

9

670,30 m²

Assiette * : 1 092 629,22 €

Taux de subvention : 2,47 %

SUBVENTION : 27 000,00 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

226,10 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

4

226,10 m²

Assiette * : 368 556,56 €

Taux de subvention : 13,02 %

SUBVENTION : 48 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13

Surface utile : 896,40 m²

Assiette : 1 461 185,78 €

SUBVENTION : 75 000,00 €

Taux moyen de subvention : 5,13 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale : 896,40 m²

Assiette de subvention : 296 100,20 €

Taux de subvention : 8,78 %

Montant de subvention : 26 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 101 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT 408 425,20 €

Coût du bâtiment ou des travaux 1 583 268,99 €

Prestations intellectuelles et frais 26 598,67 €

Prix de Revient H.T. 2 018 292,86 €

Montant de la TVA 1 008,81 €

Prix de revient TTC 2 019 301,67 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 252,68 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

RECU
27.04.17
PRF. 13

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	26 000,00	8,78%
Sous-total Subventions	26 000,00	8,78%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	266 146,00	89,88%
Sous-total Prêts	266 146,00	89,88%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	3 954,20	1,34%
Sous-total Fonds Propres	3 954,20	1,34%
Total du Financement (I + II + III)	296 100,20	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	296 100,20	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	134 460,00 €
Surface utile totale	896,40 m²
Dont SU Collectif	896,40
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	408 425,20 €
Assiette de subvention (dépassement)	296 100,20 €
Taux de la subvention	8,78 %



17 / 158 / D

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

2017
27-04-17
PREF 13

Numéro d'opération :

2011130550006_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

057807265

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. REGIONALE DE L'HABITAT

29 r marechal fayolle

13004 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500024

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération :

PLUS - PLAI TRILOGY

33 Chemin du Garoutier

13600 La Ciotat

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	27/06/2011	20111305500049
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. REGIONALE DE L'HABITAT		
S.A. HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 057807265		
Adresse :		

29 r marechal fayolle

Ville : 13004 Marseille

Exercice : 2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 13)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	292 146,00 €	296 100,20 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	26 000,00	26 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 20 800,00 €
Solde à verser		(B-C) 5 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS

Ariette Fructus

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	26 000,00	8,78%
Sous-total Subventions	26 000,00	8,78%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	266 146,00	89,88%
Sous-total Prêts	266 146,00	89,88%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	3 954,20	1,34%
Sous-total Fonds Propres	3 954,20	1,34%
Total du Financement (I + II + III)	296 100,20	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	296 100,20	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	134 460,00 €
Surface utile totale	896,40 m²
Dont SU Collectif	896,40
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	408 425,20 €
TVA de la charge foncière	22 135,00 €
Charge foncière TTC	430 560,20 €
Assiette de subvention (dépassement)	296 100,20 €
Taux de la subvention	8,78 %

17 / 159 / D -

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2013130550060_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

690802053

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500027

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 38 PLUS/16 PLAI/Hôt 3 - rue du chevalier Roze
13002 MARSEILLE/PROMOLOGIS
rue du chevalier Roze
13002 MARSEILLE

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	91 800,00	2,19%
Subvention PEEC	91 800,00	2,19%
Sous-total Subventions	183 600,00	4,38%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 697 823,28	40,49%
Prêt CDC logement	899 649,00	21,46%
Sous-total Prêts	2 597 472,28	61,95%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 411 890,00	33,67%
Sous-total Fonds Propres	1 411 890,00	33,67%
Total du Financement (I + II + III)	4 192 962,28	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 192 962,28	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	3 452 978,50 €
Surface utile totale	3 002,59 m²
Dont SU Collectif	3 002,59
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	6 618 253,02 €
Assiette de subvention (dépassement)	4 192 962,28 €
Taux de la subvention	2,19 %

17 / 160 / D -

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

2017
27.04.17
PPF 13

Numéro d'opération :

2013130550060_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

690802053

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PROMOLOGIS S.A M.A.I HLM

2 r du docteur sanieres

31000 Toulouse

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500026

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 38 PLUS/16 PLAI/Ilôt 3 - rue du chevalier Roze
13002 MARSEILLE/PROMOLOGIS
rue du chevalier Roze
13002 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Date

N° de décision

Bouches du Rhône

23/12/2013

20131305500210

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. PROMOLDUIS S.A.M.A.HLM

SA-HLM / ESH

Code bénéficiaire : 690802053

Adresse :

2 r du docteur sanieres

Ville :

31000 Toulouse

Exercice :

2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 54)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

4 258 446,00 €

4 192 962,28 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

91 800,00

91 800,00

Montant des acomptes versés

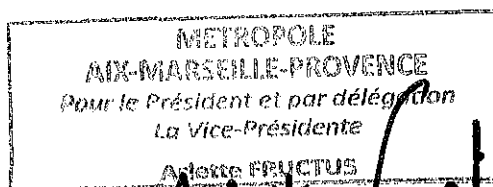
(C) 70 043,40 €

Solde à verser

(B-C) 21 756,60 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



Ariette Fructus

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quantités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	91 800,00	2,19%
Subvention PEEC	91 800,00	2,19%
Sous-total Subventions	183 600,00	4,38%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 697 823,28	40,49%
Prêt CDC logement	899 649,00	21,46%
Sous-total Prêts	2 597 472,28	61,95%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 411 890,00	33,67%
Sous-total Fonds Propres	1 411 890,00	33,67%
Total du Financement (I + II + III)	4 192 962,28	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 192 962,28	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	3 452 978,50 €
Surface utile totale	3 002,59 m²
Dont SU Collectif	3 002,59
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	6 618 253,02 €
TVA de la charge foncière	
Charge foncière TTC	6 618 253,02 €
Assiette de subvention (dépassement)	4 192 962,28 €
Taux de la subvention	2,19 %

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



17 / 161 / D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

27.04.17
PREP. 13

Numéro d'opération :

2013130550064_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500021

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : PLAI - 163 AVENUE CAMILLE PELLETAN

163 avenue Camille Pelletan

13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Date

N° de décision

Bouches du Rhône

23/12/2013

20131305500258

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

100 003,20 €

100 003,20 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 14 000,00 €

(B) 14 000,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 14 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	14 000,00	12,15%
Conseil Général	11 076,00	9,62%
Conseil Régional	26 100,00	22,67%
Subvention EPCI	3 000,00	2,61%
Ville de Marseille	8 000,00	6,95%
Autres	11 076,00	9,62%
PLAI adapté	7 500,00	6,51%
Sous-total Subventions	80 752,00	70,13%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	31 067,00	26,98%
Sous-total Prêts	31 067,00	26,98%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	3 333,46	2,89%
Sous-total Fonds Propres	3 333,46	2,89%
Total du Financement (I + II + III)	115 152,46	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	115 152,46	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 100 003,20 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

59,10 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

59,10 m²

Assiette * : 100 003,20 €

Taux de subvention : 14,00 %

SUBVENTION : 14 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

59,10 m²

Assiette : 100 003,20 €

SUBVENTION :

14 000,00 €

Taux moyen de subvention :

14,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

14 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

95 731,00 €

Décision No : 20171305500021

Page : 3/4

Coût du bâtiment ou des travaux	11 032,02 €
Prestations intellectuelles et frais	7 595,00 €
Prix de Revient H.T.	114 358,02 €
Montant de la TVA	794,44 €
Prix de revient TTC	115 152,46 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 948,43 €
Type d'opération :	Hors opération spécifique

17 / 162 / D

DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

Numéro d'opération :
2013130550064_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20171305500020

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLAI - 163 AVENUE CAMILLE PELLETAN
163 avenue Camille Pelletan
13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

23/11/2014

N° de décision

20141305500076

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA LES HABITATS PACA MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

7 500,00

7 500,00

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

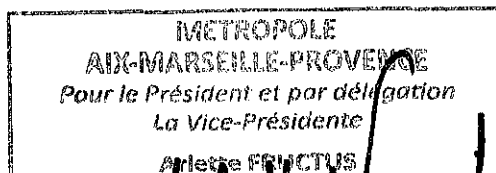
(B-C) 7 500,00 €

Nombre de logements financés

1

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
DECISION COMPLEMENTAIRE PLAI-ADAPTE

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 14 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI-ADAPTE		1	59,10

Consistance totale de l'opération concernant les logements PLAI :

PLA-I		1	59,10
-------	--	---	-------

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI-ADAPTE

Prix de revient prévisionnel des logements PLA-I 115 152,46 €

Subvention totale 7 500,00 €

Subvention par logement 7 500,00 €

Nombre de logements financés 1

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuquns,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



2017
PREP 13

17 / 163 / D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2014130550051_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500023

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 1PLAI adapté/ logt 18 Bât 1/13015/Pact--

355 rue de Lyon

13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

23/12/2014

N° de décision

20141305500210

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA LES HABITAT PACA-MEDITERRANEE
UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

104 534,59 €

104 683,64 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 12 000,00 €

(B) 12 000,00 €

Montant des acomptes versés

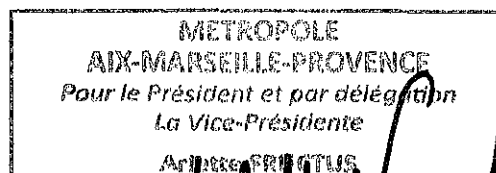
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 12 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	9,90%
PLAI adapté	9 000,00	7,42%
Conseil Général	12 147,00	10,02%
Conseil Régional	30 600,00	25,24%
Subvention EPCI	3 000,00	2,47%
Subvention Autres	12 218,05	10,08%
Ville	4 989,70	4,12%
Sous-total Subventions	83 954,75	69,26%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	24 494,10	20,21%
Prêt CDC foncier	12 775,00	10,54%
Sous-total Prêts	37 269,10	30,74%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	121 223,85	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	121 223,85	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 104 683,64 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

64,27 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

64,27 m²

Assiette * : 104 683,64 €

Taux de subvention : 11,46 %

SUBVENTION : 12 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

64,27 m²

Assiette : 104 683,64 €

SUBVENTION :

12 000,00 €

Taux moyen de subvention :

11,46 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

12 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

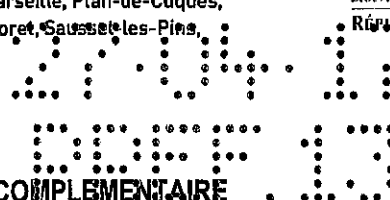
Charge immobilière HT

111 523,64 €

Décision No : 20171305500023

Page : 3/4

Coût du bâtiment ou des travaux	1 751,80 €
Prestations intellectuelles et frais	7 790,52 €
Prix de Revient H.T.	121 065,96 €
Montant de la TVA	157,89 €
Prix de revient TTC	121 223,85 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 886,17 €
Type d'opération : Hors opération spécifique	



17 / 164 / D

DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE

POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

Numéro d'opération :

2014130550051_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500022

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 1PLAI adapté/ logt 18 Bât 1/13015/Pact--

355 rue de Lyon

13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Date :

Bouches du Rhône : 23/12/2014

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

N° de décision

20141305500211

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

9 000,00

9 000,00

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 9 000,00 €

Nombre de logements financés

1

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS

Ariette Fructus

**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
DECISION COMPLEMENTAIRE PLAI-ADAPTE**

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 12 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m ²)
PLAI-ADAPTE		1	64,27
Consistance totale de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLA-I		1	64,27

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI-ADAPTE

Prix de revient prévisionnel des logements PLA-I	121 223,85 €
Subvention totale	9 000,00 €
Subvention par logement	9 000,00 €
Nombre de logements financés	1

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



17 / 165 / D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2014130550052_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500006

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 1PLAI adapté/ logt 34 Bât 1/13015/Pact--
355 rue de Lyon
13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Date

Bouches du Rhône 23/12/2014

N° de décision

20141305500214

Bénéficiaire : (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville : 13013 Marseille

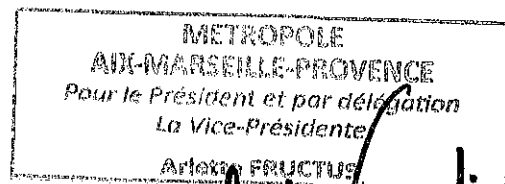
Exercice : 2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	108 137,08 €	108 137,08 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 12 000,00 €	(B) 12 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



Ariadne Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit).

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	10,26%
PLAI adapté	9 000,00	7,70%
Conseil Général	11 628,00	9,94%
Conseil Régional	27 900,00	23,86%
Subvention EPCI	3 000,00	2,57%
Ville de Marseille	5 000,00	4,28%
Subvention Autres	11 628,00	9,94%
Autres	402,00	0,34%
Sous-total Subventions	80 558,00	68,89%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	12 938,00	11,06%
Prêt CDC logement	23 188,00	19,83%
Sous-total Prêts	36 126,00	30,89%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	249,66	0,21%
Sous-total Fonds Propres	249,66	0,21%
Total du Financement (I + II + III)	116 933,66	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	116 933,66	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 108 137,08 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	67,05 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	67,05 m²
Assiette *	:	108 137,08 €
Taux de subvention	:	11,10 %
SUBVENTION	:	12 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	67,05 m²
Assiette : 108 137,08 €	SUBVENTION :	12 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	11,10 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 12 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Décision No : 20171305500006

Page : 3/4

Charge immobilière M ²	102 059,18 €
Coût du bâtiment ou des travaux	5 550,00 €
Prestations intellectuelles et frais	8 769,48 €
Prix de Revient H.T.	116 378,66 €
Montant de la TVA	555,00 €
Prix de revient TTC	116 933,66 €
Prix de revient au M ² de surface utilisée (PR / SU)	1 743,98 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-le-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



17 / 166 / D

DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

Numéro d'opération :

2014130550052_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500005

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 1PLAI adapté/ logt 34 Bât 1/13015/Pact--

355 rue de Lyon

13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône Date : 23/12/2014

N° de décision
20141305500215

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE
UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville : 13013 Marseille

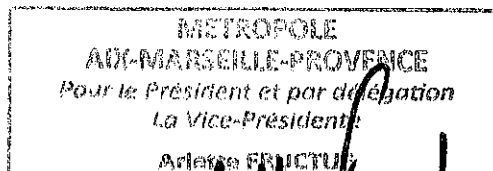
Exercice : 2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	9 000,00	9 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 9 000,00 €
Nombre de logements financés		1

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
DECISION COMPLEMENTAIRE PLAI-ADAPTE

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 12 000,00 €

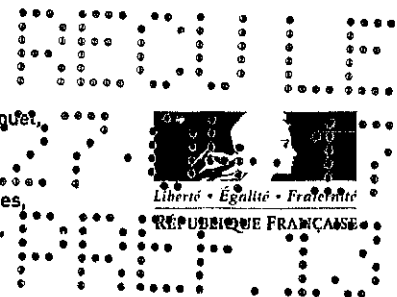
Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI-ADAPTE		1	67,05
Consistance totale de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLA-I		1	67,05

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI-ADAPTE

Prix de revient prévisionnel des logements PLA-I	116 933,66 €
Subvention totale	9 000,00 €
Subvention par logement	9 000,00 €
Nombre de logements financés	1

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



17/167/D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2014130550049_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500010

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15^e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 1PLAI adapté/ logt 11 Bât 1/13015/Pact--

355 rue de Lyon

13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département :

Bouches du Rhône

Date

23/12/2014

N° de décision

20141305500208

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

108 633,98 €

108 633,98 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 12 000,00 €

(B) 12 000,00 €

Montant des acomptes versés

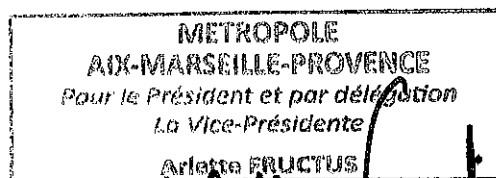
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 12 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	9,79%
PLAI adapté	9 000,00	7,34%
Conseil Général	12 132,00	9,89%
Conseil Régional	30 900,00	25,20%
Subvention EPCI	3 000,00	2,45%
Ville de Marseille	5 000,00	4,08%
Subvention Autres	12 145,45	9,90%
Sous-total Subventions	84 177,45	68,64%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	26 904,00	21,94%
Prêt CDC foncier	10 247,00	8,36%
Sous-total Prêts	37 151,00	30,29%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 306,55	1,07%
Sous-total Fonds Propres	1 306,55	1,07%
Total du Financement (I + II + III)	122 635,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	122 635,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 108 633,98 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	67,45 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	67,45 m²
Assiette *	:	108 633,98 €
Taux de subvention	:	11,05 %
SUBVENTION	:	12 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	67,45 m²
Assiette : 108 633,98 €	SUBVENTION :	12 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	11,05 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 12 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT
 Coût du bâtiment ou des travaux
 Prestations intellectuelles et frais
 Prix de Revient HT
 Montant de la TVA
 Prix de revient TTC
 Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

113 381,04 €
 465,89 €
 8 758,18 €
 122 605,11 €
 29,89 €
 122 635,00 €
 1 818,16 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

17 / 168 / D -

DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

Numéro d'opération :

2014130550049_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500009

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice

2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 1PLAI adapté/ logt 11 Bât 1/13015/Pact--
355 rue de Lyon
13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Date

N° de décision

Bouches du Rhône

23/12/2014

20141305500209

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

9 000,00

9 000,00

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

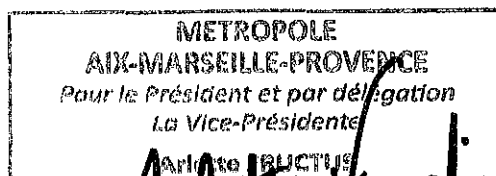
(B-C) 9 000,00 €

Nombre de logements financés

1

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
DECISION COMPLEMENTAIRE PLAI-ADAPTE

RECEVUE
 N° 04.17
 09.13

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 12 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI-ADAPTE		1	67,45
Consistance totale de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLA-I		1	67,45

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI-ADAPTE

Prix de revient prévisionnel des logements PLA-I	122 635,00 €
Subvention totale	9 000,00 €
Subvention par logement	9 000,00 €
Nombre de logements financés	1

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Clotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Guignes,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



20171305500029
20171305500029

17 / 169 / D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2012130550027_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

662620079

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500029

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : PLUS - PLAI DOMAINE FRASCATI Bâtiments C et D

Route de Laure

13220 Châteauneuf-les-Martigues

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département :

Bouches du Rhône

Date

27/11/2012

N° de décision

20121305500077

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

GRAND DELTA HABITAT

Sté coopérative HLM /SCIC

Code bénéficiaire : 662620079

Adresse :

3 rue Martin Luther King

Ville :

84000 AVIGNON

Exercice :

2012

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 44)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

4 545 449,31 €

4 547 486,39 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 196 000,00 €

(B) 196 000,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 156 800,00 €

Solde à verser

(B-C) 39 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	132 000,00	7,48%
Surcharge foncière	22 875,24	1,30%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	36 000,00	2,04%
Conseil Général	36 000,00	2,04%
Sous-total Subventions	226 875,24	12,86%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 015 630,00	57,55%
Prêt CDC foncier	99 027,00	5,61%
1%.	201 000,00	11,39%
Sous-total Prêts	1 315 657,00	74,55%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	222 311,00	12,60%
Sous-total Fonds Propres	222 311,00	12,60%
Total du Financement (I + II + III)	1 764 843,24	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	64 000,00	1,52%
Surcharge foncière	65 124,76	1,54%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	96 000,00	2,28%
Conseil Général	96 000,00	2,28%
Sous-total Subventions	321 124,76	7,62%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 771 445,00	65,75%
Prêt CDC foncier	306 038,00	7,26%
1%.	224 000,00	5,31%
Sous-total Prêts	3 301 483,00	78,32%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	592 829,57	14,06%
Sous-total Fonds Propres	592 829,57	14,06%
Total du Financement (I + II + III)	4 215 437,33	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	132 000,00	2,21%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	132 000,00	2,21%
Subvention Etat	196 000,00	3,28%
Surcharge foncière	88 000,00	1,47%
Sous-total Subventions	548 000,00	9,16%
II - Partie Prêts		

Prêt CDC logement	3 787 075,00	63,33%
Prêt CDC foncier	405 065,00	6,77%
1%	425 000,00	7,11%
Sous-total Prêts	4 617 140,00	77,21%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	815 140,57	13,63%
Sous-total Fonds Propres	815 140,57	13,63%
Total du Financement (I+II+III)	5 980 280,57	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 980 280,57	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 547 486,39 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	32	1 959,43 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	32	1 959,43 m²
Assiette *	:	3 366 091,30 €
Taux de subvention	:	1,90 %
SUBVENTION	:	64 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	687,70 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	12	687,70 m²
Assiette *	:	1 181 395,09 €
Taux de subvention	:	11,17 %
SUBVENTION	:	132 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 44	Surface utile :	2 647,13 m²
Assiette : 4 547 486,39 €	SUBVENTION :	196 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,31 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	2 647,13 m²
Assiette de subvention	:	1 217 841,23 €
Taux de subvention	:	7,23 %
Montant de subvention	:	88 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	:	284 000,00 €
------------	---	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT

Coût du bâtiment ou des travaux

Prestations intellectuelles et frais

Prix de Revient H.T.

Montant de la TVA

Prix de revient TTC

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

RECULE	1 513 665,73 €
3 328 710,00 €	
954 825,79 €	
5 797 201,52 €	
183 079,05 €	
5 980 280,57 €	
2 259,16 €	

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 000,00	7,23%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	132 000,00	10,84%
Conseil Général	132 000,00	10,84%
Sous-total Subventions	352 000,00	28,90%
II - Partie Prêts		
1%.	425 000,00	34,90%
Sous-total Prêts	425 000,00	34,90%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	440 841,23	36,20%
Sous-total Fonds Propres	440 841,23	36,20%
Total du Financement (I + II + III)	1 217 841,23	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 217 841,23	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	397 069,50 €
Surface utile totale	2 647,13 m²
Dont SU Collectif	2 647,13
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 513 665,73 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 217 841,23 €
Taux de la subvention	7,23 %

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



17/170/D

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2012130550027_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20171305500028

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13026 Châteauneuf-les-Martigues

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS - PLAI DOMAINE FRASCATI Bâtiments C et D
Route de Laure
13220 Châteauneuf-les-Martigues

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône Date : 27/11/2012 N° de décision : 20121305500076
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...) : GRAND DELTA HABITAT
Sté coopérative HLM /SCIC
Code bénéficiaire : 662620079
Adresse :

3 rue Martin Luther King

Ville : 84000 AVIGNON
Exercice : 2012

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 44)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	1 150 775,50 €	1 217 841,23 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	88 000,00	88 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 70 400,00 €
Solde à verser		(B-C) 17 600,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariette FRUCTUS

Ariette Fructus

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 000,00	7,23%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	132 000,00	10,84%
Conseil Général	132 000,00	10,84%
Sous-total Subventions	352 000,00	28,90%
II - Partie Prêts		
1%.	425 000,00	34,90%
Sous-total Prêts	425 000,00	34,90%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	440 841,23	36,20%
Sous-total Fonds Propres	440 841,23	36,20%
Total du Financement (I + II + III)	1 217 841,23	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 217 841,23	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	397 069,50 €
Surface utile totale	2 647,13 m²
Dont SU Collectif	2 647,13
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 513 665,73 €
TVA de la charge foncière	101 245,00 €
Charge foncière TTC	1 614 910,73 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 217 841,23 €
Taux de la subvention	7,23 %

17/171/D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2011130550035_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
782886147

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SOLHA PROVENCE

L'Estello
10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

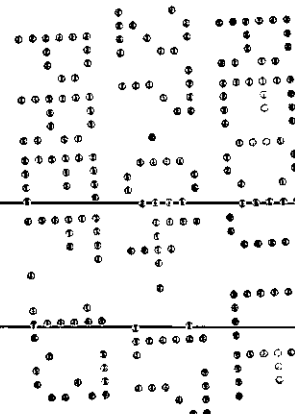
N° de décision
20171305500035

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration
Commune (Insee)
13205 Marseille - 5e arrondissement

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2017

Opération : PLAI-151 BD BAILLE (usufruit locatif social)
151, boulevard BAILLE
13005 MARSEILLE



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

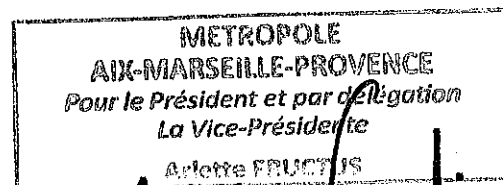
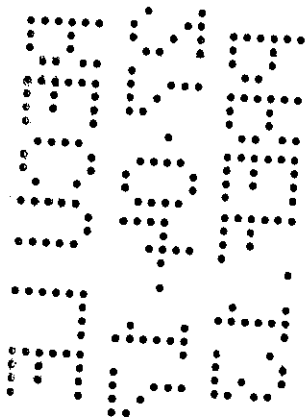
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	21/12/2011	20111305500168
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SOLIHA PROVENCE		
Associations		
Code bénéficiaire : 782886147		
Adresse :		
L'Estello		
10 che des grives		
Ville :	13013 Marseille	
Exercice :	2011	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	71 831,76 €	71 831,76 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 12 000,00 €	(B) 12 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 12 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	24,65%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	3 000,00	6,16%
Conseil Régional	10 000,00	20,54%
Ville de Marseille	5 000,00	10,27%
Autres	2 500,00	5,14%
Sous-total Subventions	32 500,00	66,77%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	16 176,49	33,23%
Sous-total Prêts	16 176,49	33,23%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	48 676,49	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	48 676,49	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 71 831,76 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	42,40 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	42,40 m²
Assiette *		71 831,76 €
Taux de subvention		16,71 %
SUBVENTION		12 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile	42,40 m²
Assiette : 71 831,76 €	SUBVENTION	12 000,00 €
	Taux moyen de subvention	16,71 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

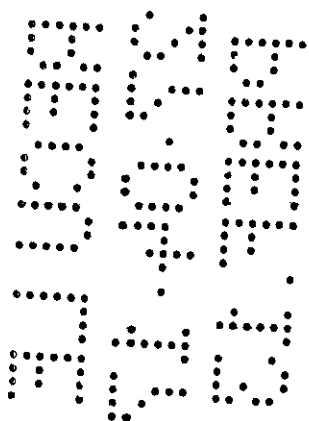
SUBVENTION : 12 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	44 000,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	
Prestations intellectuelles et frais	4 676,49 €
Prix de Revient H.T.	48 676,49 €

Montant de la TVA	0,00 €
Prix de revient TTC	48 676,49 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 148,03 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



17 / 172 / D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2012130550049_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
642016703

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20171305500034

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13213 Marseille - 13e arrondissement

Exercice
2017

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles
CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

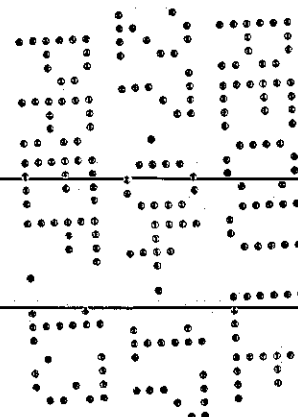
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS / PLAI LA STELLA----
Chemin des Mourets
13013 MARSEILLE



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

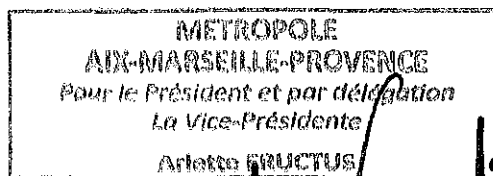
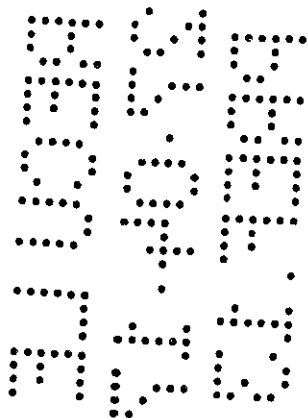
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	28/12/2015	20121305500132
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 642016703		
Adresse :		
	1175 prt des milles	
	CS 40650	
Ville :	13090 Aix-en-Provence	
Exercice :	2012	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 13)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 606 665,62 €	1 614 350,30 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 62 000,00 €	(B) 62 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 18 600,00 €
Solde à verser		(B-C) 43 400,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



Ariette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

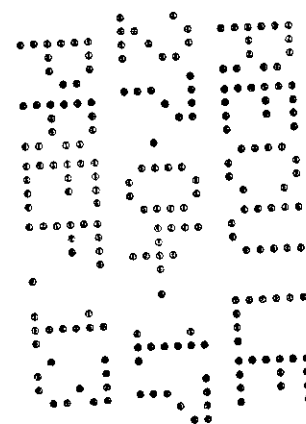
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	44 000,00	7,41%
Surcharge foncière	8 136,20	1,37%
Conseil Général	0,00	0,00%
Subvention Commune	0,00	0,00%
Autres	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	52 136,20	8,78%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	381 000,00	64,13%
Prêt CDC foncier	161 000,00	27,10%
Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	542 000,00	91,22%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	594 136,20	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 000,00	1,30%
Surcharge foncière	17 863,80	1,29%
Conseil Général	80 000,00	5,78%
Subvention Commune	65 000,00	4,70%
Autres	40 000,00	2,89%
Sous-total Subventions	220 863,80	15,97%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	713 009,68	51,56%
Prêt CDC foncier	353 000,00	25,53%
Autres	50 000,00	3,62%
Sous-total Prêts	1 116 009,68	80,70%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	46 047,26	3,33%
Sous-total Fonds Propres	46 047,26	3,33%
Total du Financement (I + II + III)	1 382 920,74	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Autres	40 000,00	2,02%
Conseil Général	80 000,00	4,05%
Subvention Commune	65 000,00	3,29%
Subvention Etat	62 000,00	3,14%



Surcharge foncière	26 000,00	1,32%
Sous-total Subventions	273 000,00	13,81%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 094 009,68	55,34%
Prêt CDC foncier	514 000,00	26,00%
Autres	50 000,00	2,53%
Sous-total Prêts	1 658 009,68	83,86%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	46 047,26	2,33%
Sous-total Fonds Propres	46 047,26	2,33%
Total du Financement (I + II + III)	1 977 056,94	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 977 056,94	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 614 350,30 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	623,13 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	9	623,13 m²
Assiette *	:	1 110 712,51 €
Taux de subvention	:	1,62 %
SUBVENTION	:	18 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	282,55 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	282,55 m²
Assiette *	:	503 637,79 €
Taux de subvention	:	8,74 %
SUBVENTION	:	44 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13	Surface utile :	905,68 m²
Assiette : 1 614 350,30 €	SUBVENTION :	62 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,84 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

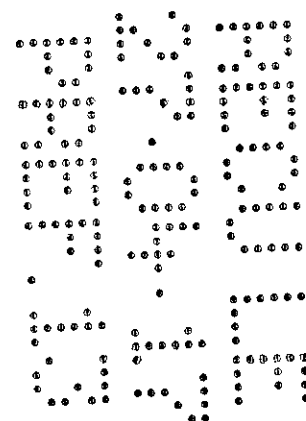
Surface utile totale	:	905,68 m²
Assiette de subvention	:	384 494,50 €
Taux de subvention	:	6,76 %
Montant de subvention	:	26 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	485 908,39 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 155 565,33 €
Prestations intellectuelles et frais	232 612,31 €
Prix de Revient H.T.	1 874 086,03 €
Montant de la TVA	102 970,91 €
Prix de revient TTC	1 977 056,94 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 182,95 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



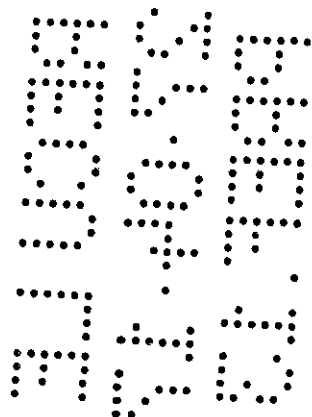
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	26 000,00	6,76%
Sous-total Subventions	26 000,00	6,76%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	358 494,50	93,24%
Sous-total Prêts	358 494,50	93,24%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	384 494,50	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	384 494,50	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	135 852,00 €
Surface utile totale	905,68 m²
Dont SU Collectif	905,68
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	485 908,39 €
Assiette de subvention (dépassement)	384 494,50 €
Taux de la subvention	6,76 %



17 / 173 / D

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2012130550049_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
642016703

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles

CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

CU Marseille Provence Métropole

N° de décision

20171305500033

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

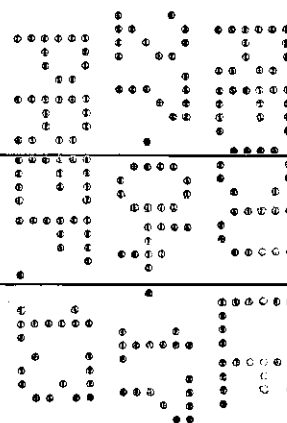
Exercice

2017

Opération : PLUS / PLAI LA STELLA----

Chemin des Mourets

13013 MARSEILLE



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

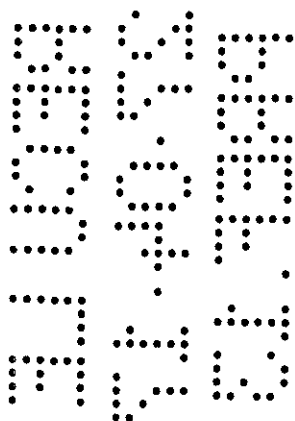
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	28/12/2015	20121305500133
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 642016703		
Adresse :		
	1175 prt des milles	
	CS 40650	
Ville :	13090 Aix-en-Provence	
Exercice :	2012	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 13)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	391 477,11 €	384 494,50 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	26 000,00	26 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 7 020,00 €
Solde à verser		(B-C) 18 980,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Ariane FRUCTUS
Ariane Fructus

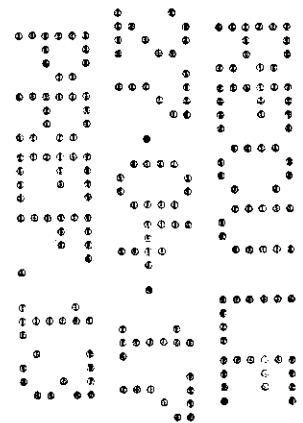
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	26 000,00	6,76%
Sous-total Subventions	26 000,00	6,76%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	358 494,50	93,24%
Sous-total Prêts	358 494,50	93,24%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	384 494,50	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	384 494,50	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	135 852,00 €
Surface utile totale	905,68 m²
Dont SU Collectif	905,68
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	485 908,39 €
TVA de la charge fonciere	34 438,11 €
Charge foncière TTC	520 346,50 €
Assiette de subvention (dépassement)	384 494,50 €
Taux de la subvention	6,76 %



17/174/D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2013130550017_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
775690944

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Décisionnaire
CU Marseille Provence Métropole

N° de décision
20171305500032

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13204 Marseille - 4e arrondissement

Exercice
2017

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier merle

69003 Lyon

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

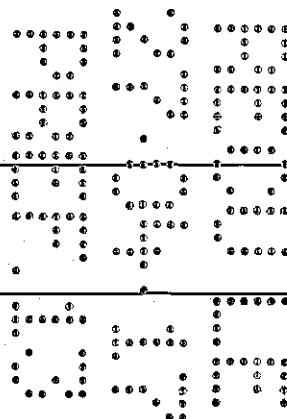
Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 36 PLUS/ 16 PLAI/ résidence Chave /13004/ ICF
6 rue Berthe Simon
13004 Marseille



FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

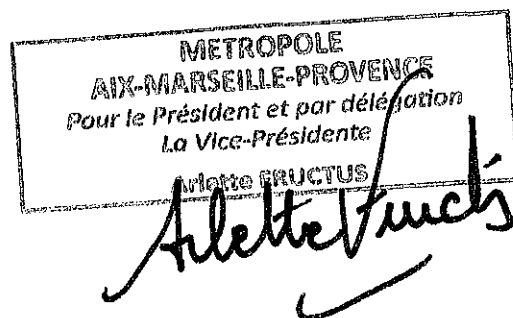
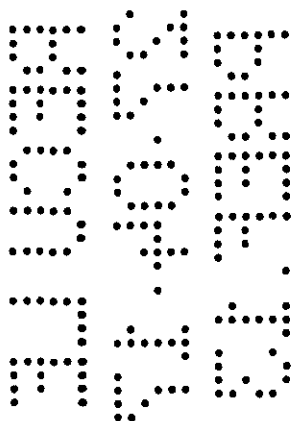
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	04/12/2013	20131305500154
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 775690944		
Adresse :		
immeuble Anthémis		
118 bd marius vivier merle		
Ville :	69003 Lyon	
Exercice :	2013	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 52)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	7 366 464,25 €	7 238 550,45 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 276 000,00 €	(B) 276 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 82 800,00 €
Solde à verser		(B-C) 193 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 25 AVR. 2017



ANNEXÉ A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

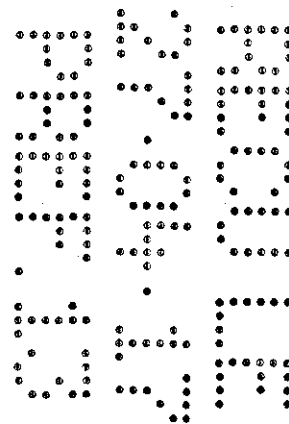
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	213 600,00	8,24%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	48 000,00	1,85%
Ville de Marseille	121 017,00	4,67%
Autres	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	382 617,00	14,76%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 879 115,00	72,51%
Sous-total Prêts	1 879 115,00	72,51%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	329 931,91	12,73%
Sous-total Fonds Propres	329 931,91	12,73%
Total du Financement (I + II + III)	2 591 663,91	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	62 400,00	1,43%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	108 000,00	2,47%
Ville de Marseille	272 287,00	6,24%
Autres	252 728,00	5,79%
Sous-total Subventions	695 415,00	15,93%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	2 937 952,00	67,29%
Sous-total Prêts	2 937 952,00	67,29%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	732 999,00	16,79%
Sous-total Fonds Propres	732 999,00	16,79%
Total du Financement (I + II + III)	4 366 366,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Autres	252 728,00	3,63%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	156 000,00	2,24%
Ville de Marseille	393 304,00	5,65%
Subvention Etat	276 000,00	3,97%
Sous-total Subventions	1 078 032,00	15,49%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	4 817 067,00	69,23%
Sous-total Prêts	4 817 067,00	69,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 062 930,91	15,28%



Sous-total Fonds Propres	1 062 930,91	15,28%
Total du Financement (I + II + III)	6 958 029,91	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	6 958 029,91	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 7 238 550,45 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	36	3 247,25 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	36	3 247,25 m²
Assiette *	:	5 016 611,41 €
Taux de subvention	:	1,24 %
SUBVENTION	:	62 400,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 438,26 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	16	1 438,26 m²
Assiette *	:	2 221 939,04 €
Taux de subvention	:	9,61 %
SUBVENTION	:	213 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 52	Surface utile :	4 685,51 m²
Assiette : 7 238 550,45 €	SUBVENTION :	276 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,81 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 276 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	6 660 313,87 €
Coût du bâtiment ou des travaux	
Prestations intellectuelles et frais	
Prix de Revient H.T.	6 660 313,87 €
Montant de la TVA	297 716,04 €
Prix de revient TTC	6 958 029,91 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	1 485,01 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/175/D

Décision d'estimer en justice - Désignation du Cabinet Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans l'affaire qui l'oppose à Madame Delmont-Porfiro.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 161/13 du 19 février 2013 du San Ouest Provence approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats Vedesi ;
- L'avenant n°1 portant renouvellement du marché précité et notifié le 16 mars 2017 ;
- La requête présentée par Madame Delmont-Porfiro devant le Tribunal Administratif (n° 1405304-5) le 23 juillet 2014 ;
- La requête déposée par Madame Delmont-Porfiro devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 29 novembre 2016 (n° 16MA04387) demandant l'annulation du jugement visé.
- Le jugement rendu par le Tribunal Administratif de Marseille du 9 novembre 2016 (n° 1405304) rejetant la requête formée par Madame Delmont-Porfiro.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n° 16MA04387 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/176/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Leonardi Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux occupants sans droit ni titre d'un ensemble immobilier sis 68 à 74 Avenue de Saint-Antoine à Marseille.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 157/13 de Ouest Provence du 19 février 2013 approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1004) conclu avec le Cabinet Leonardi Catsicalis ;
- L'avenant n° 1 portant renouvellement du marché précité et notifié le 24 mars 2017 ;
- Le rapport de Police Municipale (n° 20170000000066) du 24 février 2017 ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'expulsion des occupants sans droit ni titre d'un ensemble immobilier sis 68 à 74 Avenue de Saint-Antoine à Marseille ;

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille afin d'obtenir l'expulsion des occupants sans droit ni titre et toutes autres mesures et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Leonardi Catsicalis, 15 Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Leonardi Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/177/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du cabinet Leonardi Catsicalis pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Madame Sarah Copp et autres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 157/13 de Ouest Provence du 19 février 2013 approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1004) conclu avec le Cabinet Leonardi Catsicalis ;
- L'avenant n°1 portant renouvellement du marché précité et notifié le 24 mars 2017 ;
- La dénoncé d'assignation et l'assignation en référé devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille du 24 mars 2017, à la requête de Madame Copp Sarah et autres, dans le cadre de la procédure d'expulsion lancée par la commune de Gémenos à l'encontre des occupants sans droit ni titre d'un terrain situé Avenue César Baldaccini à Gémenos.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Mai 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille dans le cadre de cette procédure et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Leonardi Catsicalis, 15, Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Leonardi Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/179/D

Décision de création d'une régie de recettes prolongée pour la gestion des concessions du Cimetière Métropolitain d'Ensues-la-Redonne.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 24 avril 2017

CONSIDÉRANT

La nécessité de présenter à nouveau la décision au contrôle de légalité suite à une erreur matérielle, il convient d'abroger la décision n°16/143/D

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes prolongée pour la gestion des concessions du Cimetière Métropolitain d'Ensues-la-Redonne en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès du Service Equipements Communautaires de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) anciennement dénommée régie de recettes pour la gestion des concessions du Cimetière Communautaire d'Ensues-la-Redonne.

Les recettes de la régie de recettes pour la gestion des concessions du Cimetière Métropolitain d'Ensues-la-Redonne s'impacteront sur le budget Principal de la Métropole en fonction de nature de la Recette.

Article 2 :

Cette régie est installée auprès de la :
Mairie d'Ensues la Redonne
15 avenue du Général Monsabert
13 820 Ensues la Redonne.

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- vente de concession.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- chèques de banque.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un reçu.

Article 5 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000202033180 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie de recette gestion concession cimetière Ensues auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 10 100 €.

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juin 2017

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du comptable assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Municipale et Métropole sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/180/D

**Création d'une sous régie de recettes de transports urbains et interurbains
d'Ensues-la-Redonne. Abrogation de la décision N°16/ 231/D**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/227/D relatif à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016,

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 mai 2017

CONSIDÉRANT

La nécessité d'inscrire dans la décision de création de la sous régie de recettes de transports urbains et interurbains d'Ensuès-la-Redonne, la référence à la décision n°16/227/D relatif à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016.

La décision n°16/231/D du 19 octobre 2016 doit être annulée et remplacée,

DECIDE

Article 1 :

Cette décision annule et remplace la décision n°16/231/D du 19 octobre 2016,

Article 2 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains d'Ensuès-la-Redonne » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune d'Ensuès-la-Redonne membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 3 :

Cette régie est installée
Hôtel de Ville
15 avenue Général Monsabert
13820 Ensues-la-Redonne

Article 4 :

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Tous les titres de la gamme tarifaire PASS L

Article 5 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire
- chèques bancaires
- carte bancaire
- Par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette Transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 €.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/181/D

Décision modificative relative à la décision n°16/157/D - régie d'avances pour le paiement des dépenses occasionnées par l'achat de logiciels informatiques, de petits équipements informatiques ou télécom, d'accessoires, des prestations de service informatique

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/157/D relatif à la création de la régie d'avance pour le paiement des dépenses occasionnées par l'achat de logiciels informatiques, de petits équipements informatiques ou télécom, d'accessoires, des prestations de service informatique,

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Juin 2017

- L'avis conforme du comptable public assignataire du 18 avril 2017.

CONSIDÉRANT

La nécessité de modifier le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur,

DECIDE

Article 1 :

L'article 4 de la décision n°16/157/D du 23 août 2016 est modifié comme suit : « Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 1 220 € »

Article 2 :

Les autres articles de la décision 16/157/D du 23 août 2016 demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Municipale et Métropole sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/182/D

Création d'une sous régie de recettes de l'eau et de l'assainissement du "Pays de Martigues" , Abrogation de la décision n°16/387/D

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

- La décision n°16/389/D relatif à la création de la régie de recettes prolongée pour la régie de l'eau et de l'assainissement du « Pays de Martigues » du 19 décembre 2016,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 mai 2017

CONSIDÉRANT

- La nécessité de créer auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une sous-régie de recettes située à Port-de-Bouc à la régie des eaux et d'assainissement de Martigues
- La nécessité d'inscrire sur la décision de création de la sous régie de recettes de l'eau et de l'assainissement du « Pays de Martigues », la référence à la décision n°16/389/D relative à la création de recettes prolongée pour la régie de l'eau et de l'assainissement du « Pays de Martigues » du 19 décembre 2016,

La décision n°16/387/D du 21 décembre 2016 doit être annulée et remplacée

DECIDE

Article 1 :

Cette décision annule et remplace la décision n°16/387/D du 21 Décembre 2016,

Article 2 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une sous-régie de recettes située à Port-de-Bouc à la régie des eaux et d'assainissement de Martigues en lieu et place de la sous-régie qui été ouverte auprès de la direction des régies anciennement dénommé régie des eaux et régie d'assainissement de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues avant 2016. Les recettes de la régie des eaux et la régie d'assainissement du Pays de Martigues s'impacteront sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement en fonction de la nature de la Recette.

Article 3 :

Cette sous régie est installée :
Galerie la Respélido
avenue de la Mer
13110 Port-de-Bouc

Article 4 :

La régie encaisse les produits suivants :

- redevances eau à percevoir auprès des usagers,
- redevances assainissement à percevoir auprès des usagers du service d'assainissement collectif,
- redevances assainissement à percevoir auprès des usagers du service d'assainissement non collectif,
- prestations de services diverses
- participations dues pour l'extension des réseaux publics de distribution,
- vente de compteurs et matériels de branchement.

Article 5 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- espèces, contre délivrance de quittances extraites de journaux à souches,
- chèques bancaires,
- virements bancaires sur le compte de dépôts de fonds au Trésor,
- prélèvements automatiques à échéances, deux fois par an, sur le compte bancaire du titulaire de l'abonnement,
- prélèvements automatiques mensuels sur le compte bancaire du titulaire de l'abonnement,

Article 6 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à 180 jours à compter de la date de facturation initiale.

Article 7 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR76 1007 1130 0000 0020 1904 461 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie des eaux et de la régie d'assainissement du Pays de Martigues auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 8 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 9 :

Un fonds de caisse d'un montant 100 € est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 10 :

Le montant maximum de l'encaisse (numéraire et compte de dépôts de fonds au Trésor) que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 800 000 €.

Article 11 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire de la régie ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 10.

Article 12 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 13 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/183/D

**Creation d'une sous régie de recettes de transports urbains et interurbains de
Chateauf-neuf-les-Martigues, Abrogation de la décision n°16/230/D**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

- La décision n°16/227/D relatif à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 mai 2017

CONSIDÉRANT

La nécessité d'inscrire dans la décision de création de la sous régie de recettes de transports urbains et interurbains de Châteauneuf-les-Martigues, la référence à la décision n°16/227/D relative à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016.

La décision n° 16/230/D du 17 octobre 2016 doit être annulée et remplacée,

DÉCIDE

Article 1 :

Cette décision annule et remplace la décision n°16/230/D du 19 octobre 2016

Article 2 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains à Châteauneuf-les-Martigues » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune de Châteauneuf-les-Martigues membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 3 :

Cette régie est installée
Hôtel de Ville
Place Bellot
BP 24
13168 Châteauneuf-les-Martigues

Article 4 :

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Tous les titres de la gamme tarifaire PASS L

Article 5 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire
- chèques bancaires
- Par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette Transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 €.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/184/D

**Création d'une sous régie de transport urbains et interurbains de Gémenos.
Abrogation de la décision n°16/233/D**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/227/D relatif à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 mai 2017

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

CONSIDÉRANT

La nécessité d'inscrire dans la décision de création de la sous régie de recettes de transports urbains et interurbains de Gémenos, la référence à la décision n°16/227/D relative à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016,

La décision n°16/233/D du 19 octobre 2016 doit être annulée et remplacée,

Article 1 :

Il est nécessaire d'abroger la décision n°16/233/D du 19 octobre 2016.

Article 2 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains Gémenos » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune de Gémenos membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 3 :

Cette régie est installée
Office du Tourisme
Cours Pasteur
13420 Gémenos

Article 4 :

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Tous les titres de la gamme tarifaire PASS L

Article 5 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire
- chèques bancaires
- carte bancaire
- Par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette Transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 €.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juin 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/185/D

Création d'une sous régie de recettes "Transports urbains et interurbains à Carnoux-en-Provence" Abrogation de la Décision n°16/229/D

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

- La décision n°16/227/D relatif à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 mai 2017

CONSIDÉRANT

La nécessité d'inscrire sur la décision de création de la sous régie de recettes de transports urbains et interurbains de Carnoux-en-Provence la référence à la décision n°16/227/D relative à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016.

La décision n°16/229/D du 13 octobre 2016 est abrogée et remplacée.

DECIDE

Article 1 :

Cette décision annule et remplace la décision n°16/229/D du 13 octobre 2016 ;

Article 2 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains à Carnoux-en-Provence » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune de Carnoux-en-Provence membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 3 :

Cette régie est installée
Hôtel de Ville
BP 45
13716 Carnoux-en-Provence.

Article 4 :

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Titres de transport PASS L de la gamme tarifaire en vigueur

Article 5 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire
- chèques bancaires
- par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette Transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 €.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/186/D

création d'une sous régie de transport de Carry-le-Rouet. Abrogation de la décision n°16/232/D

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°16/227/D relatif à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 mai 2017

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'inscrire dans la décision de création de la sous régie de recettes de transports urbains et interurbains de Carry-le-Rouet, la référence à la décision n°16/227/D relative à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016.

La décision n°16/232/D du 19 octobre 2016 doit être annulée et remplacée.

DECIDE

Article 1 :

Cette décision annule et remplace la décision n°16/232/D du 19 octobre 2016.

Article 2 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains à Carry-le-Rouet » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune de Carry-le-Rouet membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 3 :

Cette régie est installée
Maison du Tourisme
Espace Fernandel
Avenue Aristide Briand
13620 Carry-le-Rouet

Article 4 :

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Tous les titres de la gamme tarifaire PASS L

Article 5 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire
- chèques bancaires
- Par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette Transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 €.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/187/D

**Création d'une sous régie de recettes de transports urbains et interurbains.
Abrogation de la décision n°16/234/D**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

- La décision n°16/227/D relatif à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 mai 2017

CONSIDÉRANT

La nécessité d'inscrire dans la décision de création de la sous régie de recettes de transports urbains et interurbains du Rove , la référence à la décision n°16/227/D relatif à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016.

La décision n°16/234/D du 19 octobre 2016 doit être annulée et remplacée,

DECIDE

Article 1 :

Cette décision annule et remplace la décision n°16/234/D du 19 octobre 2016.

Article 2 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains du Rove » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune du Rove membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 3 :

Cette régie est installée
Hôtel de Ville
Rue Jacques Duclos
13740 Le Rove

Article 4 :

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Tous les titres de la gamme tarifaire PASS L

Article 5 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire
- chèques bancaires
- carte bancaire
- Par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'usager d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette Transports urbains auprès du comptable public assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 €.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/188/D

Création de la sous régie de transport urbains et interurbains de Sausset les Pins. Abrogation de la décision n°16/235/D

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

- La décision n°16/227/D relatif à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 mai 2017

CONSIDÉRANT

La nécessité d'inscrire dans la décision de création de la sous régie de recettes de transports urbains et interurbains de Sausset-les-Pins, la référence à la décision n°16/227/D relative à la création de la régie de recettes de transports urbains et interurbains du 11 octobre 2016,

La décision n°16/235/D du 19 octobre 2016 doit être annulée et remplacée.

DECIDE

Article 1 :

Cette décision annule et remplace la décision n°16/235/D du 19 octobre 2016

Article 2 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une sous régie de recettes « Transports urbains et interurbains de Sausset-les-Pins » à la régie de recettes de transports urbains et interurbains en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la commune de Sausset-les-Pins membre de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole anciennement dénommée sous régie de recettes à la régie de recettes de transports urbains et interurbains.

Les recettes s'impacteront sur le budget le budget annexe des Transports du Territoire Marseille Provence en fonction de nature de la Recette.

Article 3 :

Cette régie est installée
Hôtel de Ville
Place des Droits de l'Homme
13960 Sausset-les-Pins

Article 4 :

La régie encaisse, pour l'ensemble des lignes de transport desservant le territoire métropolitain et pour lesquelles le Territoire Marseille Provence a compétence, les produits suivants :

- Tous les titres de la gamme tarifaire PASS L

Article 5 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En numéraire
- En chèques bancaires
- En carte bancaire
- Par virement sur le compte de dépôt de la régie de recette « transports urbains et interurbains.

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un titre de transport Transpass et éventuellement d'une quittance.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000200609220 BIC : BDFEFRPPXXX ouvert au nom de la régie de recette Transports urbains auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Un fonds de caisse d'un montant de 30 € est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 €

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser le montant de l'encaisse, au régisseur titulaire ou sur le compte de dépôt de fonds de la régie dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Les mandataires versent auprès du régisseur titulaire la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/189/D

Approbation de la convention de mise à disposition, à titre onéreux, de la Halle Polyvalente d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du SAN Ouest Provence n° 479/07 du 9 novembre 2007 portant création d'une régie compétente pour la gestion des prestations d'action sociale au profit des agents, des retraités et des ayants droit ;
- Les délibérations du SAN Ouest Provence n° 476/04 du 24 septembre 2004, n° 725/04 du 17 décembre 2004, n° 395/05 du 1er juillet 2005 et n° 262/07 du 11 mai 2007, n° 479/07 du 9 novembre 2007, n° 427/09 du 25 septembre 2009, n° 492/10 du 7 octobre 2010, n° 670/10 du 16 décembre 2010, n° 253/11 du 18 juillet 2011 et n° 231/14 du 27 mai 2014, fixant la liste des prestations d'action sociale ;

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de l'organisation de l'arbre de Noël 2017 des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence/Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, devant se dérouler à la Halle Polyvalente d'Istres, équipement appartenant à la commune d'Istres, il est nécessaire de conclure une convention avec cette dernière pour la mise à disposition, à titre onéreux, de la Halle, du lundi 4 décembre 2017 à 8h00 au mercredi 6 décembre 2017 à 22h00.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la commune d'Istres et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la mise à disposition, à titre onéreux pour un montant de 2856 € TTC, de la Halle Polyvalente d'Istres, du lundi 4 décembre 2017 à 8h00 au mercredi 6 décembre 2017 à 22h00, dans le cadre de l'organisation de l'arbre de Noël des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence/Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6132.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/190/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété de parcelles appartenant à la Société Paribas Immobilier Promotion Résidentiel.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre du programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur Les Paranques/Laclaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 7 mai 2015 avec différents partenaires dont la Société BNP Paribas Immobilier Promotion Résidentiel une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur Les Parankes / Laclaire à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que les parcelles appartenant à la Société BNP Paribas Immobilier Promotion Résidentiel lui soient mis à disposition préalablement à leur transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin une convention portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre la Société BNP Paribas Immobilier Promotion Résidentiel, propriétaire des parcelles de terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 1 :

Est signée avec la Société BNP Paribas Immobilier Promotion Résidentiel une convention d'occupation portant mise à disposition anticipée au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence préalable à leur transfert de propriété des emprises foncières suivantes dénommées par des lots :

- Lot n° 11 (bassin de rétention) pour une superficie de 675 m² ;
- Lot n° 13 (voie U392) pour une superficie de 2 597 m² ;
- Lot n° 3 (réalisation d'un cheminement PMR) pour une superficie de 244 m² ;
- Lot n° 6 (accès) pour une superficie de 109 m² ;
- Lot n°5 (chemin d'exploitation) pour une superficie de 175 m² ;
- Lot n°9 (chemin d'exploitation) pour une superficie de 309 m² ;
- Lot n°4 (ruisseau les Xaviers) pour une superficie de 396 m² ;
- Lot n° 12 (ruisseau les Xaviers) pour une superficie de 695 m² ;
- Lot n° 7 (ruisseau de la Grave) pour une superficie de 87 m² ;
- Lot n° 10 (ruisseau de la Grave) pour une superficie de 340 m².

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa réalisation interviendra de plein droit à la signature des actes authentiques notariés de transfert de propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des terrains en cause.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/191/D

Approbation d'une convention d'occupation précaire conclue avec la société HalioDx sur une parcelle de terrain du Village d'entreprises de Luminy Biotech

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que Haliodx (Ex Ipsogen/Qiagen), installée depuis 2003 sur Luminy, est une société spécialisée dans le secteur d'activité de la recherche-développement en biotechnologie qui connaît une très forte croissance et aujourd'hui un rayonnement international,
- Que cette société est un des principaux locataires du village d'entreprises de Luminy Biotech, occupant 2 152 m² de bureaux et laboratoire répartis sur les bâtiments LBI et les bâtiments B et C de LBII,
- Que non seulement l'ensemble des bâtiments d'activité réalisés par la Métropole sur le village d'entreprises de Luminy Biotech est à ce jour occupé mais que l'emprise foncière n'offre également plus de disponibilités sur lesquelles réaliser de nouveaux programmes immobiliers locatifs,
- Qu'HalioDx compte aujourd'hui un effectif de 110 personnes avec des perspectives d'évolution à 130 personnes à fin 2017 et 220 en 2021 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2017

- cette augmentation s'exprimant par de nouveaux besoins immobiliers conséquents à termes (jusqu'à 5 500 m²), mais aussi immédiats en matière de locaux de bureaux notamment auxquels la Métropole ne parvient pas à répondre actuellement,
- Qu'il est proposé, afin de satisfaire les besoins immobiliers de la société, de consentir une convention d'occupation précaire sur une parcelle de terrain du village d'entreprise située en prolongement du bâtiment LBI et de l'autoriser à déposer un permis de construire permettant l'implantation de locaux modulaires,

DECIDE

Article 1 :

Est consentie à la société HalioDx, une convention d'occupation précaire d'une parcelle de terrain, d'une superficie d'environ 170 m², pour une durée de deux ans renouvelable par tacite reconduction sans pouvoir dépasser 6 ans, aux fins d'y installer des locaux modulaires à destination de bureaux, le montant de la redevance annuelle s'établissant à 1 700 €HT.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence autorise le mandataire « Sogima » à signer la convention d'occupation précaire conformément au terme du marché N°140 145MA ;

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – sous-politique B330 – service 900 000 – nature 752.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/192/D

Décision d'estimer en justice - Désignation du Cabinet SCP Charrel Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Boyer.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission d'appel d'offres de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix en date du 11 décembre 2015 attribuant le marché de prestations de conseil juridique et de représentation en justice – lot 3 (n° 20152JPA) au cabinet SCP Charrel Avocats ;
- La requête présentée par Monsieur Boyer devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 14 juin 2016 (n° 16MA02357) demandant l'annulation de l'arrêté de radiation des cadres pour abandon de poste du 3 février 2014 ;
- Le jugement rendu par le Tribunal Administratif de Marseille du 27 avril 2016 (n°1403297) rejetant la requête formée par Monsieur Boyer.

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n°16MA02357 et d'être représenté dans cette affaire par le cabinet SCP Charrel Avocats, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet SCP Charrel Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/193/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet A5 Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Polio.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission d'appel d'offres de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 11 décembre 2015 attribuant le marché de prestations de conseil juridique et de représentation en justice – lot 3 (n° 20152JPA) au cabinet A5 Avocats ;
- La requête présentée par Monsieur Polio devant le Tribunal de Marseille du 27 juillet 2015 (n° 1505719-7) demandant le versement de dommages et intérêts d'un montant de 4 000 euros en réparation du préjudice subi ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1505719-7 et d'être représenté dans cette affaire par le cabinet A5 Avocats, 47 avenue de Villiers 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet A5 Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 06 juin 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/194/D

Convention de participation ZAC de la Cité de la Méditerranée 4 quai de la Joliette avec la Société Commerces de la République

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations du 5 octobre 2006 et du 14 décembre 2007 du conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Cité de la Méditerranée
- L'arrêté préfectoral du 30 décembre 2005 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Cité de la Méditerranée.
- Les délibérations du 5 octobre 2006 et du 14 décembre 2007 du conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Cité de la Méditerranée.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- Que La ZAC Cité de la Méditerranée s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;
- Que L'EPAEM est chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 30 décembre 2005, d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la Société Commerces de la République, propriétaire de partie d'un ensemble immobilier situé à Marseille (2^e arrondissement) 4 quai de la Joliette, a déposé une demande de permis de construire n° PC 013055 17 00038P0 le 19 janvier 2017 pour la création d'une surface de plancher de 210 m² en vue de réaménager un local en rez-de-chaussée et entresol partiel ;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la ZAC de la Cité de la Méditerranée et est compris dans la zone Uzciad du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- Que le terrain situé à Marseille (2^e arrondissement) 4 quai de la Joliette, cadastré 810D6p et 130p d'une superficie de 765 m² environ n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC d'un montant de 42 772,80 € HT ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMPM) et la Société Commerces de la République conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par l'EPAEM ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la Société Commerces de la République aux coûts des équipements publics de la ZAC Cité de la Méditerranée d'un montant de 42 772,80 € HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention.

Article 3 :

La participation constructeur sera versée directement à l'EPAEM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC Cité de la Méditerranée.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 juin 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/195/D

Convention avec l'organisme "Centre National de Formation aux Métiers de l'eau - L'Office International de l'Eau" pour l'action de formation intitulée "A.N.C. de 21 à 199 E.H."

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation d'un agent de la Métropole exerçant ses fonctions au sein du Service Gestion Technique du Patrimoine du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une convention de formation professionnelle avec le «Centre National de formation aux Métiers de l'eau - l'Office Internationale de l'Eau» relative à l'action de formation intitulée «A.N.C. de 21 à 199 E.H. » est nécessaire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

- Que l'objectif de cette action est d'approfondir les connaissances techniques et réglementaires relatives à la parution du nouvel arrêté ministériel (arrêté du 21 juillet 2015) et de répondre de manière efficiente aux besoins du service et des agents ;
- Qu'au regard du catalogue 2017 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le «Centre National de formation aux Métiers de l'eau - l'Office Internationale de l'Eau» relative à l'action de formation intitulée «A.N.C. de 21 à 199 E.H.».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent à cette formation, d'une durée de 5 jours sur l'année 2017 qui se déroulera à Limoges.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 1 804,80 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/196/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Leonardi Catsicalis pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Ben M'Barek Fayçal.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 157/13 du 19 février 2013 de Ouest Provence approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice n° 12SC1004 conclu avec le Cabinet Leonardi Catsicalis ;
- L'avenant n° 1 portant renouvellement du marché précité et notifié le 24 mars 2017 ;
- L'assignation en référé expertise et provision signifiée à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 29 février 2016 dans le cadre de l'accident de la route dont a été victime Monsieur Ben N M'Barek Fayçal le 21 octobre 2015 à Marseille ;
- L'assignation aux fins d'indemnisation signifiée à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 16 février 2017 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 018-16 et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Leonardi Catsicalis, 15 Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Leonardi Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier. Sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/197/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sylvain Pontier pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Nouvelle JCG Environnement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête déposée par la Société Nouvelle JCG Environnement devant le Tribunal Administratif de Marseille (n° 1603097-5) du 5 avril 2016.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1603097-5 et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sylvain Pontier – 13 Rue Cours Pierre Puget – 13006 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sylvain Pontier, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/198/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SARL Citta dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre pour la requalification de l'avenue du Docteur Michelangeli à Roquefort-la-Bedoule

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 161/13 du 19 février 2013 du San Ouest Provence approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n°12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats Vedesi ;
- La requête en référé présentée par la Sarl Citta déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (n° 1702162-3) demandant l'annulation de la décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 mars 2017 dans le cadre du marché de maîtrise d'oeuvre par la requalification de l'avenue du Docteur Michelangeli à Roquefort-la-Bedoule ;

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1702162-3 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d' Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/199/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la SARL Citta dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la ceinture et du centre ancien de Marignane.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 161/13 du 19 février 2013 du San Ouest Provence approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n°12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats Vedesi ;
- La requête en référé présentée par la SARL Citta déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (n° 1702150-3) demandant l'annulation de la décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 23 mars 2017 dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la ceinture et du centre ancien de Marignane ;

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1702150-3 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi Cabinet d'avocats, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Mise à disposition préalable au transfert de propriété de parcelles appartenant à la SNC Cogedim Provence - Secteur Les Parankes/Laclaire.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président pour les missions foncières ;
- La convention portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre du programme d'Aménagement d'Ensemble du secteur les Parankes/Laclaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 7 mai 2015 avec différents partenaires dont la SNC Cogedim Provence, une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du programme d'Aménagement d'Ensemble du secteur Les Parankes / Laclaire à Marseille 13^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que les parcelles appartenant à la SNC Cogedim Provence lui soient mis à disposition préalablement à leur transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin une convention portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre la SNC Cogedim Provence, propriétaire des parcelles de terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec la SNC Cogedim Provence une convention d'occupation portant mise à disposition anticipée au profit de la métropole Aix-Marseille-Provence préalable à leur transfert de propriété des emprises foncières suivantes :

- 879 C 0264 pour une superficie de 923 m²
- 879 C 0253 pour une superficie de 1 894 m²
- 879 C 0258 pour une superficie de 681 m²
- 879 C 0266 pour une superficie de 430 m²

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa réalisation interviendra de plein droit à la signature des actes authentiques notariés de transfert de propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des terrains en cause.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/204/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'une parcelle appartenant à l'Etat sise site de Luminy à Marseille 9ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président pour les missions foncières ;
- La convention de mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre de la réalisation du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) Castellane-Luminy et notamment en vue de l'aménagement du tronçon (Campus-Luminy), il a été convenu l'acquisition d'une parcelle d'une superficie de 13 896 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 851 M 45 p2.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) sise sur le site de Luminy à Marseille 9^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que la parcelle appartenant à l'Etat lui soit mis à disposition préalablement à son transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin une convention de mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre l'Etat, propriétaire de la parcelle de terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec l'Etat une convention de mise à disposition anticipée au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence préalable à son transfert de propriété d'emprise foncière suivante :

- 851 M 0045 p2 pour une superficie de 12 896 m²

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa réalisation interviendra de plein droit à la signature des actes authentiques notariés de transfert de propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence des terrains en cause.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/205/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'une parcelle de terrain appartenant aux Consorts Prudhomme - Pruneyre - Avenue Draïo de la Mar à Carry-le-Rouet.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations des missions foncières du Conseil de la métropole au Président et au Bureau ;
- La convention d'occupation temporaire préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar sur la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'autorisation des Consorts Prudhomme - Pruneyre pour la mise à disposition d'une emprise d'environ 70 m² à détacher de la parcelle AH 17 située avenue Draïo de la Mar.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar à Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin qu'une emprise de terrain d'environ 70 m² appartenant aux Consorts Prudhomme - Pruneyre lui soit mise à disposition préalablement au transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin une convention d'occupation temporaire préalable au transfert de propriété doit être conclue entre les Consorts Prudhomme - Pruneyre, propriétaires de la parcelle de terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec les Consorts Prudhomme - Pruneyre une convention d'occupation temporaire au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence préalable au transfert de propriété d'une emprise foncière d'environ 70 m² à détacher de la parcelle AH 17 située avenue Draïo de la Mar à Carry-le-Rouet.

Cette convention est conclue à titre gracieux ; sa réalisation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique de transfert de propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/206/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'une emprise de terrain appartenant à Monsieur et Madame Moutet - avenue de la Plaine à Carry-le-Rouet.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16CM du 30 juin 2016 portant délégations des missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La convention d'occupation temporaire préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar sur la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'autorisation de Monsieur et Madame Moutet pour la mise à disposition d'une emprise d'environ 8 m² à détacher de la parcelle AI 185 située avenue de la Plaine.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar à Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin qu'une emprise de terrain d'environ 8 m² appartenant à Monsieur et Madame Moutet lui soit mise à disposition préalablement au transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin, une convention d'occupation temporaire préalable au transfert de propriété doit être conclue entre Monsieur et Madame Moutet, propriétaires de la parcelle de terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec Monsieur et Madame Moutet une convention d'occupation temporaire au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence préalable au transfert de propriété d'une emprise foncière d'environ 8 m² à détacher de la parcelle AI 185 située avenue de la Plaine à Carry-le-Rouet.

Cette convention est conclue entre Monsieur et Madame Moutet et la Métropole Aix-Marseille-Provence à titre gracieux ; sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique de transfert de propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

avenant 3 à la convention 11 1362. Parking Halte Saint Antoine à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision 11/261D autorisant l'occupation du parking Halte Saint Antoine par convention 11/1362
- La décision 12/176D modifiant le gestionnaire de SNCF, par avenant numéro 1
- La décision 13/095D autorisant la sous-occupation sur le site, par avenant numéro 2

PREAMBULE

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a conclu une convention d'occupation non constitutive de droit réels avec Réseau Ferré de France (RFF) le 7 octobre 2011, pour aménager des emplacements de stationnement gratuit, dédiés aux usagers de la Halte de Saint Antoine sur une parcelle de terrain de 7 975 m², cadastrée section OL n°316. Cette parcelle appartenant à Réseau Ferré de France, est située Gare de Saint Antoine à Marseille.

Par courrier du 5 mars 2012, RFF précise que la gestion de cette convention jusqu'alors confiée à la société Nexity Sagel Property Management, est déléguée depuis le 1er janvier 2012 à la société Yxime. Ce nouveau prestataire assurera la facturation et le recouvrement des redevances, loyers et charges fixées dans la convention.

Pour être exécutoire, cette nouvelle disposition a fait l'objet d'un avenant n°1 à la convention n°11/1362 le 18 septembre 2012.

Par avenant numéro 2, la sous-occupation du site a été autorisée.

L'avenant numéro 3, objet de la présente décision a pour but de modifier plusieurs points de la convention initiale, notamment les articles concernant la comparution, la désignation et la redevance :

- suite à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence au 1^{er} janvier 2016, il s'agit de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.
- suite au changement de dénomination de Réseau Ferré de France en SNCF, il s'agit de substituer SNCF Réseau et SNCF immobilier à RFF (Réseau Ferré de France).
- suite à l'aménagement du parking par la Métropole Aix-Marseille-Provence, il s'agit de revoir le périmètre de la convention d'occupation comme suit :
 - 5 723 m² aménagés, objet de la convention
 - division parcellaire effectuée, soit un nouveau numéro de parcelle : OL0409
 - la mise en place d'un portique à l'entrée du parking
 - la création d'une servitude au profit de SNCF pour l'accès au bassin de rétention et à l'antenne
 - la création d'une servitude au profit de la SERAM par le portail situé en haut à gauche du site.
 - la création de servitudes d'accès et d'entretien au profit de la Ville de Marseille pour l'éclairage et le système de vidéosurveillance

Dans ce cadre la redevance s'élève à 17684 €/ an HT

CONSIDÉRANT

- Que pour le bon fonctionnement du parking aménagé à la halte Saint Antoine, dans le 15^{ème} arrondissement à Marseille, un avenant numéro 3 à la convention initiale doit être signé.

DECIDE

Article 1 :

Est signé un avenant numéro 3 à la convention d'occupation 11/1362 pour revoir les modalités d'occupation du site situé Gare Saint Antoine – 13015 Marseille

Article 2 :

Les autres articles de la convention et ses avenants 1 et 2 restent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/208/D

Bail avec la Société Erilia pour les locaux situés 36 chemin de Fardeloup à La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Suite à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, de nouvelles compétences ont été attribuées à la collectivité, notamment la Politique de la Ville et l'équilibre social.

Dans ce cadre, il s'agit de prendre à bail de nouveaux locaux situés à La Ciotat afin d'assurer la mise en place de bureaux pour les agents du service Politique de la Ville.

Les conditions sont les suivantes :

- Désignation : Bureaux situés 36 Chemin Fardeloup – 13600 La Ciotat, d'une superficie de 140 m²
- Prise d'effet : 3 avril 2017
- Durée : 10 ans, soit jusqu'au 2 avril 2027
- Charges : provisions sur charges annuelles de 1597,69 euros

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer une convention avec la Société Anonyme d'HLM Erilia, à compter du 3 avril 2017 pour les locaux situés 36 Chemin Fardeloup à La Ciotat.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention avec la Société Anonyme d'HLM Erilia à compter du 3 avril 2017 pour une durée de 10 ans, aux conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole – Sous politique A 130 - Natures 614, 616, 6226, 63512, 63513, 275 – Chapitre 011 – Fonction 020.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Convention d'occupation précaire au bénéfice du Yachting Club de la Pointe Rouge.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'une parcelle cadastrée 208 844 R 15 d'une surface de 17 530 m² sise 44 avenue Alexandre Dumas dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille.

Dans le cadre de l'organisation du championnat d'Europe de voile sur la base nautique du Roucas à Marseille, du 5 au 13 mai 2017, l'association Yachting Club de la Pointe Rouge a besoin d'un espace de stationnement pouvant accueillir environ 250 remorques.

A ce titre, elle s'est rapprochée de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour qu'elle lui mette à disposition le terrain précité, à usage de stationnement.

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

- Durée : du 30 avril au 14 mai 2017 inclus
- Prix : redevance hebdomadaire de 500€ TTC, soit 1000 € TTC pour les 15 jours d'occupation

- Les horaires d'ouverture du parking ont été fixés au préalable, la société de gardiennage présente sur les lieux est informée.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du championnat d'Europe de voile, la Métropole autorise le stationnement de 250 remorques sur le site situé 44 avenue Alexandre Dumas dans le 8ème arrondissement de Marseille.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise cette occupation à compter du 30 avril 2017, pour une durée de 15 jours soit jusqu'au 14 mai 2017 inclus

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire avec l'association Yachting Club de la Pointe Rouge, pour une durée de 15 jours du 30 avril au 14 mai 2017.

Article 2 :

Cette convention est conclue moyennant une redevance de 1000 € TTC.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/210/D

Avenant avec la société Trans-Mobilité dans le cadre du marché relatif à la mission d'études de trafic - Entrée Nord d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 762/15 du 30 juillet 2015, par laquelle le SAN Ouest Provence confie à l'Epad Ouest Provence un mandat d'études préalables en vue d'améliorer l'accessibilité de l'entrée nord d'Istres, pour un coût estimatif des études de 198 000 euros TTC, et une rémunération fixée à 60 500 € TTC ;
- La décision n° 1017/15 du 13 octobre 2015 relative à un mandat d'études préalables en vue d'améliorer l'accessibilité de l'entrée nord d'Istres ;

CONSIDÉRANT

- Que l'ensemble des projets situés au nord de la commune ne peuvent, pour l'heure, être réalisés en raison d'une saturation du rond-point de la Transhumance ;

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

- Que la société Trans-Mobilité, sise au 16 route de la Gavotte, 13015 Marseille a été missionnée pour réaliser des études de trafic afin de définir des scénarii techniques relatifs à des aménagements, mission qui a fait l'objet de la décision n°1017/15 du 13 octobre 2015 ;
- Qu'au vu de l'importance du flux routier aux heures de pointes, de nouvelles études avec propositions de variantes s'avèrent nécessaire afin de définir un nouveau scénario d'aménagement ;
- Que ces nouveaux besoins nécessitent la conclusion d'un avenant avec le prestataire ci-mentionné ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant au marché relatif à la mission d'étude de trafic - Entrée nord de la ville d'Istres à la Société Trans-Mobilité, sise au 16 route de la Gavotte, 13015 Marseille pour un montant de 5 600 € HT.

Article 2 :

L'intervention de la Société Trans-Mobilité sera prolongée de 8 semaines, soit un délai total d'exécution de 16 semaines.

Article 3 :

Les crédits qui s'inscrivent dans le suivi-exécution du mandat d'études sont prévus au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence chapitre 2017501400, nature 237, code opération 2017501400.

Article 4 :

Le Directeur de l'Epad Ouest Provence est autorisé à signer ledit marché.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

Abrogation de la décision n° 1398/15 du 21 décembre 2015. Convention de mise à disposition à titre onéreux par la Commune de Fos-sur-Mer de bureaux administratifs pour les besoins des services administratifs métropolitains.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5218-1 et suivants ;
- Le Code civil et notamment les articles 544 et 545 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 1398/15 du 21 décembre 2015 relative à la convention d'occupation temporaire type entre la commune de Fos-sur-Mer et le SAN Ouest Provence, dans le cadre de l'occupation, par les services administratifs du SAN Ouest Provence, de locaux appartenant à la commune de Fos-sur-Mer.

CONSIDÉRANT

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés ;

- Que des services administratifs de l'intercommunalité occupent actuellement et de manière effective les locaux de la Maison de la Mer sise à Fos-sur-Mer, avenue des Sables d'Or, appartenant à la commune de Fos-sur-Mer ;
- Que par décision n° 1398/15 du 21 décembre 2015, le SAN Ouest Provence a approuvé la convention d'occupation temporaire type entre la commune de Fos-sur-Mer et le SAN Ouest Provence, dans le cadre de l'occupation, par les services administratifs du SAN Ouest Provence, de locaux appartenant à la commune de Fos-sur-Mer ;
- Que la convention d'occupation temporaire type a été modifiée et que ladite convention concerne désormais la mise à disposition à titre onéreux de bureaux administratifs d'une surface d'environ 156 m², sis à la Maison de la Mer, avenue des Sables d'Or à Fos-sur-Mer, pour les besoins des services administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Qu'il convient donc de conclure une nouvelle convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fos-sur-Mer ;

DECIDE

Article 1 :

Est abrogée la décision n° 1398/15 du 21 décembre 2015.

Article 2 :

Est approuvée la convention de mise à disposition par la Commune de Fos-sur-Mer, des locaux de bureaux administratifs d'une surface d'environ 156 m², sis à la Maison de la Mer, avenue des Sables d'Or à Fos-sur-Mer, pour les besoins des services administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans renouvelable, à compter de la signature de ladite convention.

Article 4 :

La redevance d'occupation annuelle est fixée à treize mille cent quatre euros.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 011, nature 6132.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/212/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Olivier Burtez Doucede pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Queyras Environnement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le jugement rendu par le Tribunal Correctionnel (n° minute 7835 – n° parquet 09000622037) du 14 décembre 2016 ;
- Les déclarations d'appel n° 16/896, 16/897, 16/898 du 19 décembre 2016 au nom de la Société Queyras Environnement, Monsieur Eric Pascal et Monsieur Pascal Itrac.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence dans les dossiers n° 16/896, 16/897, 16/898 et d'être représenté dans ces affaires par Maître Olivier Burtez Doucede, 69 A Rue Sainte – 13001 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Olivier Burtez Doucede, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/213/D

Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier pour l'acquisition d'un bien situé chemin du Ruisseau Mirabeau 13016 Marseille appartenant à la Sci Favare.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles 5218-1 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 art.5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le Droit de Préemption Urbain ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 006-485/13/CC du 28 juin 2013 approuvant les conditions de délégation à l'Etablissement Public Foncier du Droit de Préemption Urbain sur le territoire communautaire ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les conditions d'exercice du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mai 2017

- La délibération du Conseil de Métropole n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 approuvant les Missions Foncières – Délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La délibération du Bureau de Métropole n° URB 001-1219/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant la CIF à vocation économique sur le Secteur Nord de Marseille, conclue avec l'EPF PACA et la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° URB 002-1406/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le plan d'actions foncières du territoire de Marseille Provence et sa mise en oeuvre ;
- La déclaration d'intention d'aliéner du 31 mars 2017 enregistrée sous le numéro DA 13216 17 0057 portant aliénation d'une parcelle appartenant à la Sci Favare sise chemin du Ruisseau Mirabeau, cadastrée 910D0114 d'une superficie cadastrale de 3 545 m².

CONSIDÉRANT

- Que la parcelle se situe sur le secteur Actisud situé en zonage économique UEa, ciblé par le plan d'actions foncières comme stratégique, à proximité de la voie ferrée et de l'autoroute A55.
- Que dans le cadre de la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur nord de Marseille, l'EPF exerce une mission opérationnelle d'intervention foncière en phase impulsion sur le site susvisé pour procéder par négociation amiable ou par exercice du droit de préemption urbain aux acquisitions foncières stratégiques notamment pour accompagner la mise en œuvre des futurs projets de restructuration des sites d'activités économiques et participer à la relocalisation des entreprises évincées du Périmètre de l'Opération d'intérêt National Euroméditerranée.
- Que certaines parcelles situées sur le secteur Actisud ont déjà fait l'objet d'acquisition foncière par l'EPF.
- Que l'acquisition de ce foncier permettra de poursuivre les acquisitions en vue d'une opération d'aménagement et de recomposition à vocation économique actuellement en cours d'étude.

DECIDE

Article 1 :

Le Droit de préemption Urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier PACA pour l'acquisition d'un bien situé chemin du Ruisseau Mirabeau à Marseille 16^{ème} arrondissement, cadastré 910D0114 d'une superficie cadastrale de 3 545 m² appartenant à la Sci Favare.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 mai 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Mai 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/214/D

Décision d'estimer en justice - Désignation du Cabinet SCP Charrel Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille dans l'affaire qui l'oppose à Messieurs Marcou

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission d'appel d'offres de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix en date du 11 décembre 2015 attribuant le marché de prestations de conseil juridique et de représentation en justice – lot 2 (n°20152JPA) au cabinet SCP Charrel Avocats ;
- La requête présentée par Monsieur Marcou devant le Tribunal de Marseille du 24 novembre 2015 (n° 1509423-5) demandant l'annulation des décisions de rejet des deux dossiers de demande de subvention pour la rénovation de leur logement ;

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n°1509423-5 et d'être représenté dans cette affaire par le cabinet SCP Charrel Avocats, 5 rue Boussairolles 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus au cabinet SCP Charrel Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/215/D

Réforme et cession, à titre onéreux du véhicule Renault Master immatriculé EG 134 WB, pour destruction totale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est amenée à sortir des véhicules de son parc automobile en raison de leur vétusté ;
- Qu'il est nécessaire de sortir les véhicules du parc en vue de leur cession, à titre onéreux, pour destruction totale ;
- Que plusieurs sociétés de destruction de véhicules ont été sollicitées pour proposer une offre ;
- Que la société RFM Ribeiro s'est portée acquéreur du véhicule Renault Master immatriculé EG 134 WB en vue de sa destruction ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la cession du véhicule Renault Master immatriculé EG 134 WB à la société RFM Ribeiro.

Article 2 :

Le véhicule Renault Master immatriculé EG 134 WB dont le numéro d'inventaire est le 06001303 est réformé à compter de ce jour et cédé, à titre onéreux, à la société RFM Ribeiro, Quartier du Paty, route d'Entressen 13 800 Istres, pour 500 € T.T.C.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 024, nature 024.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/216/D

Réforme et vente du Tracteur Caterpillar immatriculé 428 D à la commune d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est amenée à sortir des véhicules de son parc automobile en raison de vétusté ;
- Que lorsque ces véhicules du parc ne sont pas destinés à la destruction, ils peuvent être cédés ;
- Que la commune d'Istres a souhaité se porter acquéreur du tracteur immatriculé 428 D ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la cession du Tracteur Caterpillar immatriculé 428 D à la commune d'Istres.

Article 2 :

Le véhicule Tracteur Caterpillar immatriculé 428 D dont le numéro d'inventaire est le 04SA71C0002182N00001 est réformé à compter de ce jour et cédé, à titre onéreux, à la Mairie d'Istres 1, Esplanade Bernardin LAUGIER 13800 Istres, pour 3 000 € T.T.C.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 024, nature 024.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/217/D

Convention avec la société "Miroux Consultant" pour l'action de formation intitulée : Formation-Supervision des pratiques de coaching internet.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation de 2 agents de la Métropole exerçant leurs fonctions de coach interne au sein du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec la société «Miroux Consultant» relative à l'action de formation intitulée «Formation-Supervision des pratiques de coaching interne» est nécessaire ;
- Que l'exercice des fonctions de coach interne est subordonné à la supervision des pratiques à raison d'une séance minimum par trimestre,

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

- Qu'au regard du catalogue 2017 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société «Miroux Consultant» relative à l'action de formation intitulée «Formation-Supervision des pratiques de coaching interne» pour deux séances d'une heure trente chacune.

Article 2 :

Est approuvée la participation de 2 agents du Conseil de territoire Istres Ouest Provence à cette formation se déroulant le 28 juin 2017, dans les locaux du Conseil de territoire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184 pour un montant de 800 € TTC.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

**METROPOLE
MARSEILLE
PROVENCE**

**Territoire d'Altauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons**



17/218/D1

**DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION**

Numéro d'opération :

2011130550030_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

330881814

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500042

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13088 Le Rove

Exercice

2017

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : LA GARRIGUE 22 PLUS 13 PLAI

Avenue de Saint Roch

13740 Le Rove

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département :

Date

N° de décision

Bouches du Rhône : 21/12/2011

20111305500160

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 330881814

Adresse :

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

Ville : 13272 Marseille cedex 08

Exercice : 2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 35)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

4 150 863,58 €

3 719 538,08 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 187 000,00 €

(B) 187 000,00 €

Montant des acomptes versés

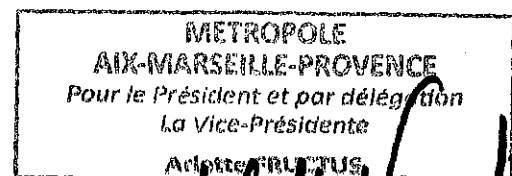
(C) 117 436,00 €

Solde à verser

(B-C) 69 564,00 €

Fait à MARSEILLE

le :



Adolphe Boutus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	143 000,00	6,43%
Surcharge foncière	26 989,56	1,21%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	52 000,00	2,34%
Conseil Général	169 000,00	7,60%
1%.	20 000,00	0,90%
Sous-total Subventions	410 989,56	18,49%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 179 441,00	53,06%
Prêt CDC foncier	526 902,00	23,70%
Sous-total Prêts	1 706 343,00	76,76%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	105 569,00	4,75%
Sous-total Fonds Propres	105 569,00	4,75%
Total du Financement (I + II + III)	2 222 901,56	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	44 000,00	1,38%
Surcharge foncière	43 010,44	1,34%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	88 000,00	2,75%
Conseil Général	18 915,00	0,59%
1%.	160 000,00	5,00%
Sous-total Subventions	353 925,44	11,07%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 758 680,00	54,98%
Prêt CDC foncier	907 260,00	28,36%
Sous-total Prêts	2 665 940,00	83,35%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	178 655,00	5,59%
Sous-total Fonds Propres	178 655,00	5,59%
Total du Financement (I + II + III)	3 198 520,44	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	187 915,00	3,47%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	140 000,00	2,58%
1%.	180 000,00	3,32%
Subvention Etat	187 000,00	3,45%
Surcharge foncière	70 000,00	1,29%
Sous-total Subventions	764 915,00	14,11%

II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 938 121,00	54,19%
Prêt CDC foncier	1 434 162,00	26,45%
Sous-total Prêts	4 372 283,00	80,65%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	284 224,00	5,24%
Sous-total Fonds Propres	284 224,00	5,24%
Total du Financement (I + II + III)	5 421 422,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 421 422,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 719 538,08 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	22	1 434,79 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	22	1 434,79 m²
Assiette *	:	2 292 046,85 €
Taux de subvention	:	1,92 %
SUBVENTION	:	44 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	13	893,59 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	13	893,59 m²
Assiette *	:	1 427 491,23 €
Taux de subvention	:	10,02 %
SUBVENTION	:	143 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 35	Surface utile :	2 328,38 m²
Assiette : 3 719 538,08 €	SUBVENTION :	187 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,03 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	2 328,38 m²
Assiette de subvention	:	1 319 104,16 €
Taux de subvention	:	5,31 %
Montant de subvention	:	70 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	:	257 000,00 €
-------------------	---	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 582 069,16 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 483 629,06 €
Prestations intellectuelles et frais	73 090,63 €
Prix de Revient H.T.	5 138 788,85 €
Montant de la TVA	282 633,15 €
Prix de revient TTC	5 421 422,00 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 328,41 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	70 000,00	5,31%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	140 000,00	10,61%
Conseil Général	257 000,00	19,48%
Sous-total Subventions	467 000,00	35,40%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	852 104,16	64,60%
Sous-total Prêts	852 104,16	64,60%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 319 104,16	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 319 104,16	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	349 257,00 €
Surface utile totale	2 328,38 m²
Dont SU Collectif	2 328,38
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 582 069,16 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 319 104,16 €
Taux de la subvention	5,31 %

2017
2017
2017

17 / 219 / D

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :

2011130550030_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

330881814

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500041

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13088 Le Rove

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : LA GARRIGUE 22 PLUS 13 PLAI

Avenue de Saint Roch

13740 Le Rove

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône Date : 21/12/2011

N° de décision : 20111305500161

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENÇAL

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 330881814

Adresse :

Les Loges du Stade

22, Allée Ray Grassi

CS 90030

Ville :

13272 Marseille cedex 08

Exercice :

2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 35)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	1 300 478,00 €	1 319 104,16 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	70 000,00	70 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 70 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	70 000,00	5,31%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	140 000,00	10,61%
Conseil Général	257 000,00	19,48%
Sous-total Subventions	467 000,00	35,40%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	852 104,16	64,60%
Sous-total Prêts	852 104,16	64,60%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 319 104,16	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 319 104,16	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	349 257,00 €
Surface utile totale	2 328,38 m²
Dont SU Collectif	2 328,38
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 582 069,16 €
TVA de la charge fonciere	86 292,00 €
Charge foncière TTC	1 668 361,16 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 319 104,16 €
Taux de la subvention	5,31 %

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Roux, Marseilles, Plan-de-Croquis,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



17 / 220 / D

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2013130550059_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

059800383

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PHOCEENNE HABITATION

2 pl de la prefecture

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500040

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 10PLUS/5PLAI/BLEU OASIS/CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

PHOCEENNE D'HABITATIONS

chemin de la bastide neuve

13220 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

19/12/2013

N° de décision

20131305500217

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, etc.)

S.A. PHOCEENNE HABITATION

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 059800383

Adresse :

2 pl de la prefecture

Ville :

13006 Marseille

Exercice :

2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 15)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

1 694 764,31 €

1 693 955,30 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 62 400,00 €

(B) 62 400,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 27 643,20 €

Solde à verser

(B-C) 34 756,80 €

Fait à MARSEILLE

le :

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
ARLETTE FRUCTUS

Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	53 000,00	7,47%
Surcharge foncière	7 258,65	1,02%
Subvention PEEC	8 500,00	1,20%
Conseil Général	0,00	0,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	15 000,00	2,11%
1%.	75 000,00	10,57%
Sous-total Subventions	158 758,65	22,38%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	282 386,00	39,81%
Prêt CDC foncier	125 292,00	17,66%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	407 678,00	57,47%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	142 890,00	20,14%
Sous-total Fonds Propres	142 890,00	20,14%
Total du Financement (I + II + III)	709 326,65	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 400,00	0,66%
Surcharge foncière	18 241,35	1,27%
Subvention PEEC	17 000,00	1,19%
Conseil Général	30 000,00	2,09%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	30 000,00	2,09%
1%.	50 000,00	3,49%
Sous-total Subventions	154 641,35	10,78%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	318 732,67	22,23%
Prêt CDC foncier	314 866,00	21,96%
Prêts PEEC	360 000,00	25,10%
Sous-total Prêts	993 598,67	69,29%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	285 779,00	19,93%
Sous-total Fonds Propres	285 779,00	19,93%
Total du Financement (I + II + III)	1 434 019,02	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	30 000,00	1,40%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	45 000,00	2,10%

Subvention PEEC	25 500,00	1,19%
1%.	125 000,00	5,83%
Subvention Etat	62 400,00	2,91%
Surcharge foncière	25 500,00	1,19%
Sous-total Subventions	313 400,00	14,62%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	601 118,67	28,05%
Prêt CDC foncier	440 158,00	20,54%
Prêts PEEC	360 000,00	16,80%
Sous-total Prêts	1 401 276,67	65,38%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	428 669,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	428 669,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	2 143 345,67	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 143 345,67	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 693 955,30 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	683,82 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	683,82 m²
Assiette *	:	1 211 268,73 €
Taux de subvention	:	0,78 %
SUBVENTION	:	9 400,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	272,50 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	272,50 m²
Assiette *	:	482 686,57 €
Taux de subvention	:	10,98 %
SUBVENTION	:	53 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	956,32 m²
Assiette : 1 693 955,30 €	SUBVENTION :	62 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,68 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	956,32 m²
Assiette de subvention	:	408 101,92 €
Taux de subvention	:	6,25 %

Montant de subvention

:

25 500,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

REUUE

SUBVENTION

:

87 900,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

30.05.13

Charge foncière HT

551 009,92 €

Coût du bâtiment ou des travaux

1 500 881,29 €

Prestations intellectuelles et frais

8 905,99 €

Prix de Revient H.T.

2 060 797,20 €

Montant de la TVA

82 548,47 €

Prix de revient TTC

2 143 345,67 €

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

2 241,24 €

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	25 500,00	6,25%
Subvention PEEC	25 500,00	6,25%
Sous-total Subventions	51 000,00	12,50%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	333 450,92	81,71%
Sous-total Prêts	333 450,92	81,71%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	23 651,00	5,80%
Sous-total Fonds Propres	23 651,00	5,80%
Total du Financement (I + II + III)	408 101,92	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	408 101,92	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	143 448,00 €
Surface utile totale	956,32 m²
Dont SU Collectif	956,32
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	551 009,92 €
Assiette de subvention (dépassement)	408 101,92 €
Taux de la subvention	6,25 %

DECISION DE CLÔTURE

17 / 221 / D

POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :

2013130550059_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

059800383

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. PHOCEENNE HABITATION

2 pl de la prefecture

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500039

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13026 Châteauneuf-les-Martigues

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 10PLUS/5PLAI/BLEU OASIS/CHATEAUNEUF LES MARTIGUES
PHOCEENNE D'HABITATIONS
chemin de la bastide neuve
13220 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

19/12/2013

N° de décision

20131305500216

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. PHOCEENNE HABITATION

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 059800383

Adresse :

2 pl de la prefecture

Ville :

13006 Marseille

Exercice :

2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 15)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

514 809,00 €

408 101,92 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

25 500,00

25 500,00

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 25 500,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Annette FRUCTUS
Annette Fructus

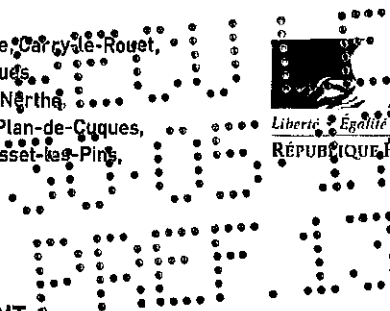
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	25 500,00	6,25%
Subvention PEEC	25 500,00	6,25%
Sous-total Subventions	51 000,00	12,50%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	333 450,92	81,71%
Sous-total Prêts	333 450,92	81,71%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	23 651,00	5,80%
Sous-total Fonds Propres	23 651,00	5,80%
Total du Financement (I + II + III)	408 101,92	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	408 101,92	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	143 448,00 €
Surface utile totale	956,32 m²
Dont SU Collectif	956,32
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	551 009,92 €
TVA de la charge foncière	540,00 €
Charge foncière TTC	551 549,92 €
Assiette de subvention (dépassement)	408 101,92 €
Taux de la subvention	6,25 %



DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

17 / 222 / D

Numéro d'opération :

2014130550072_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500045

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice

2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : 1PLAI / Super Belvedere/57 rue Merlino/13014/Pact
57 rue louis Merlino
13014 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Date

N° de décision

Bouches du Rhône

16/01/2015

20141305500162

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

94 410,32 €

94 410,32 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 12 000,00 €

(B) 12 000,00 €

Montant des acomptes versés

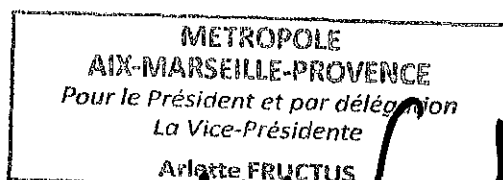
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 12 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le :



Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	12 000,00	11,58%
Conseil Général	9 886,00	9,54%
Conseil Régional	20 100,00	19,39%
Subvention EPCI	3 000,00	2,89%
Ville de Marseille	5 000,00	4,82%
Subvention Autres	9 886,00	9,54%
Sous-total Subventions	59 872,00	57,77%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	25 752,00	24,85%
Prêt CDC foncier	18 019,00	17,39%
Sous-total Prêts	43 771,00	42,23%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	103 643,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	103 643,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 94 410,32 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

56,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

56,00 m²

Assiette *	:	94 410,32 €
Taux de subvention	:	12,71 %
SUBVENTION	:	12 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	56,00 m²
Assiette : 94 410,32 €	SUBVENTION :	12 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	12,71 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 12 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	73 121,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	18 205,69 €
Décision No : 20171305500045	Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais	11 315,00 €
Prix de Revient HT	102 641,69 €
Montant de la TVA	1 001,31 €
Prix de revient TTC	103 643,00 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 850,77 €
Type d'opération	Hors opération spécifique

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



17 / 223 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2014130550083_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500046

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13215 Marseille - 15e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 1PLAI adapté/ 48 parc St Louis /13015/Pact

48, residence Saint Louis

13015 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Date

N° de décision

Bouches du Rhône

16/01/2015

20141305500157

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

111 752,00 €

111 752,00 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 15 000,00 €

(B) 15 000,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 15 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Annette FRUCTUS
Annette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	15 000,00	13,02%
Conseil Général	11 008,00	9,56%
Conseil Régional	25 200,00	21,88%
Subvention EPCI	3 000,00	2,60%
Subvention Autres	11 008,00	9,56%
Ville	5 000,00	4,34%
Sous-total Subventions	70 216,00	60,97%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	13 460,67	11,69%
Prêt CDC logement	26 407,36	22,93%
Sous-total Prêts	39 868,03	34,62%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	5 079,92	4,41%
Sous-total Fonds Propres	5 079,92	4,41%
Total du Financement (I + II + III)	115 163,95	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	115 163,95	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 111 752,00 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

69,96 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

69,96 m²

Assiette *

:

111 752,00 €

Taux de subvention

:

13,42 %

SUBVENTION

:

15 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

69,96 m²

Assiette : 111 752,00 €

SUBVENTION :

15 000,00 €

Taux moyen de subvention :

13,42 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

15 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

91 235,00 €

Décision No : 20171305500046

Page : 3/4

Coût du bâtiment ou des travaux	13 405,00 €
Prestations intellectuelles et frais	9 787,00 €
Prix de Revient H.T.	114 427,00 €
Montant de la TVA	736,95 €
Prix de revient TTC	115 163,95 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 646,14 €
Type d'opération : Hors opération spécifique	

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuq,ès,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



2017
PACT 13

DECISION DE FINANCEMENT

17 / 224 / D

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2015130550146_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500044

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice

2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : 1PLAI adapté / 96 Bd Casanova/étage2/13014/Pact 13
96 Bd Casanova
13014 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Date

N° de décision

Bouches du Rhône

16/12/2015

20151305500165

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

117 622,19 €

117 622,19 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 15 000,00 €

(B) 15 000,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 15 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS
Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	15 000,00	13,35%
PLAI adapté	12 960,00	11,53%
Conseil Général	11 123,00	9,90%
Conseil Régional	22 200,00	19,75%
Subvention EPCI	3 000,00	2,67%
Ville de Marseille	5 000,00	4,45%
Subvention Autres	11 628,00	10,35%
Sous-total Subventions	80 911,00	71,99%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	31 484,54	28,01%
Sous-total Prêts	31 484,54	28,01%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	112 395,54	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	112 395,54	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 117 622,19 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

75,61 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

75,61 m²

Assiette *

:

117 622,19 €

Taux de subvention

:

12,75 %

SUBVENTION

:

15 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

75,61 m²

Assiette : 117 622,19 €

SUBVENTION :

15 000,00 €

Taux moyen de subvention :

12,75 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

15 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

80 671,31 €

Coût du bâtiment ou des travaux

20 352,60 €

Décision No : 20171305500044

Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais	10 251,34 €
Prix de Revient H.T.	111 275,25 €
Montant de la TVA	1 120,29 €
Prix de revient TTC	112 395,54 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR/SU)	1 486,52 €
Type d'opération : Hors opération spécifique	



2017
2017
2017

17 / 225 / D

DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE

POUR PLAI-ADAPTES - CLOTURE

Numéro d'opération :

2015130550146_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500043

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2017

Opération : 1PLAI adapté / 96 Bd Casanova/étage2/13014/Pact 13

96 Bd Casanova

13014 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

16/12/2015

N° de décision

20151305500166

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SA UES HABITAT PACT MEDITERRANEE

UES

Code bénéficiaire : 751956624

Adresse :

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2015

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

12 960,00

12 960,00

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

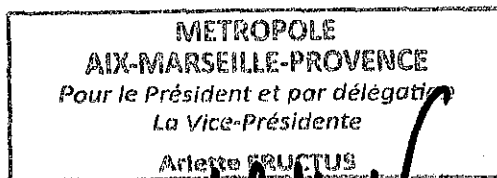
(B-C) 12 960,00 €

Nombre de logements financés

1

Fait à MARSEILLE

le :



Arlette Frutus

ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
DECISION COMPLEMENTAIRE PLAI-ADAPTE

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 15 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI-ADAPTE		1	75,61
Consistance totale de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLA-I		1	75,61

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI-ADAPTE

Prix de revient prévisionnel des logements PLA-I	112 395,54 €
Subvention totale	12 960,00 €
Subvention par logement	12 960,00 €
Nombre de logements financés	1

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuq, Les,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victor, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



17 / 226 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2013130550069_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

782886147

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SOLIHA PROVENCE

L'Estello

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500048

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 1PLAI/ 23-27/ Traverse Mere de Dieu/Pact 13

23-27 Traverse mère de Dieu

Lieudit traverse du Cimetière

13014 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

19/12/2013

N° de décision

20131305500194

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme...)

SOLHA PROVENCE

Associations

Code bénéficiaire : 782886147

Adresse :

L'Estello

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 1)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

90 217,80 €

90 217,80 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 14 000,00 €

(B) 14 000,00 €

Montant des acomptes versés

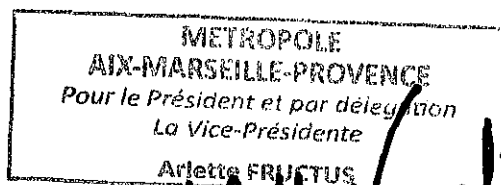
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 14 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le :



Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	14 000,00	17,98%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	3 000,00	3,85%
Conseil Général	7 545,00	9,69%
Conseil Régional	16 500,00	21,19%
Ville de Marseille	8 000,00	10,27%
Subvention Autres	7 545,00	9,69%
PLAI adapté	7 500,00	9,63%
Sous-total Subventions	64 090,00	82,30%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	10 904,00	14,00%
Sous-total Prêts	10 904,00	14,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	2 883,84	3,70%
Sous-total Fonds Propres	2 883,84	3,70%
Total du Financement (I + II + III)	77 877,84	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	77 877,84	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 90 217,80 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

51,36 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

51,36 m²

Assiette *

:

90 217,80 €

Taux de subvention

:

15,52 %

SUBVENTION

:

14 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile :

51,36 m²

Assiette : 90 217,80 €

SUBVENTION :

14 000,00 €

Taux moyen de subvention :

15,52 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

14 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT

60 543,81 €

Décision No : 20171305500048

Page : 3/4

Coût du bâtiment ou des travaux	10 905,00 €
Prestations intellectuelles et frais	4 829,54 €
Prix de Revient H.T.	76 278,35 €
Montant de la TVA	1 599,49 €
Prix de revient TTC	77 877,84 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	1 516,31 €
Type d'opération :	Hors opération spécifique

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe,
La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques,
Roquefort-La Bédoule, Saint-Victariat, Sausset-les-Pins,
Septèmes-les-Vallons



17 / 227 / D

DECISION DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE POUR PLAI-ADAPTÉS - CLOTURE

Numéro d'opération :

2013130550069_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

782886147

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

SOLIHA PROVENCE

L'Estello

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500047

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017

Opération : 1PLAI/ 23-27/ Traverse Mère de Dieu/Pact 13

23-27 Traverse mère de Dieu

Lieudit traverse du Cimetière

13014 Marseille

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

07/11/2014

N° de décision

20141305500080

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

SOLHA PROVENCE

Associations

Code bénéficiaire : 782886147

Adresse :

L'Estello

10 che des grives

Ville :

13013 Marseille

Exercice :

2014

CALCUL DU SOLDE A VERSER

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

7 500,00

7 500,00

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

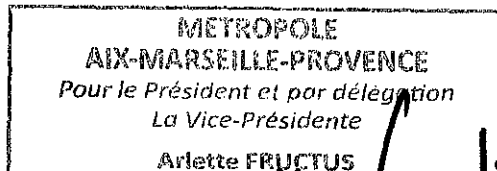
(B-C) 7 500,00 €

Nombre de logements financés

1

Fait à MARSEILLE

le :



Arlette Fructus

**ANNEXE A LA DECISION DE CLOTURE
DECISION COMPLEMENTAIRE PLAI-ADAPTE**

A - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

Montant de la subvention totale du dossier : 14 000,00 €

Aide	Logements individuels	Logements collectifs	Surface Utile (m²)
PLAI-ADAPTE		1	51,36
Consistance totale de l'opération concernant les logements PLAI :			
PLA-I		1	51,36

B - CALCUL DE LA SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE PLAI-ADAPTE

Prix de revient prévisionnel des logements PLA-I	77 877,84 €
Subvention totale	7 500,00 €
Subvention par logement	7 500,00 €
Nombre de logements financés	1

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/228/D

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Benjamin Kayed.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Benjamin Kayed, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction de la Propreté urbaine, a été victime d'une agression physique par un usager qui l'a blessé en le percutant avec son véhicule le 22 février 2017 alors qu'il effectuait la collecte des ordures ménagères au niveau du Chemin des Aubagnens à Allauch ;
- Qu'à ce titre, il a demandé, par courrier du 5 avril 2017, l'octroi de la protection fonctionnelle ;

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur Benjamin Kayed.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Article 2 :

Les frais, débours, et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/229/D

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Pascal Bennadji

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Pascal Bennadji, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction de la Propreté urbaine, a été victime d'un vol avec violence le 17 février 2017 au niveau de l'Allée Léon Gambetta dans le 1^{er} arrondissement de Marseille dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ;
- Qu'à ce titre, il a demandé, par courrier du 7 mars 2017, l'octroi de la protection fonctionnelle ;

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur Pascal Bennadji.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Article 2 :

Les frais, débours, et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/230/D

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur André Tellini.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur André Tellini, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction du Traitement des Déchets, a été victime d'une agression verbale par deux usagers qui l'ont injurié et menacé sur son lieu de travail le 26 janvier 2017 à la Déchetterie de la Jarre, rue Jean Croisa dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille ;
- Qu'à ce titre, il a demandé, par courrier du 8 février 2017, l'octroi de la protection fonctionnelle ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur André Tellini.

Article 2 :

Les frais, débours, et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/231/D

Octroi de la Protection Fonctionnelle à Monsieur Alex Orlandi

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Alex Orlandi agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction de la Propreté urbaine en tant que cantonnier, a été victime de menaces avec arme par un individu, le 12 août 2015, alors qu'il était en service, rue Dieudé dans le 6^{ème} arrondissement de Marseille ;
- Qu'à ce titre, il a demandé l'octroi de la protection fonctionnelle par courrier du 18 août 2015.

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur Alex Orlandi.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Article 2 :

Les frais, débours et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget du Territoire de Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/232/D

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Nicolas Saviozzi

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Nicolas Saviozzi, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction de la Propreté urbaine, a été victime d'une agression physique par deux individus, le 15 avril 2015, alors qu'il effectuait la collecte des ordures ménagères, rue Pierre Béranger dans le 12^{ème} arrondissement de Marseille ;
- Qu'à ce titre, il a demandé l'octroi de la protection fonctionnelle par courrier du 21 avril 2015.

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur Nicolas Saviozzi.

Article 2 :

Les frais, débours et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/233/D

Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur Johan Lanai

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Johan Lanai, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction de la Propreté Urbaine, en tant que cantonnier, a été victime d'une agression physique par deux individus, le 23 mai 2015, alors qu'il était en service, rue du gaz du midi, dans le 8^{ème} arrondissement
- Qu'à ce titre, il a demandé, par courrier du 9 juin 2015, l'octroi de la protection fonctionnelle ;

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur Johan Lanai.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Article 2 :

Les frais, débours et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/234/D

Octroi de la Protection Fonctionnelle à Monsieur Frédéric Capotosto

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Frédéric Capotosto, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction de la Propreté urbaine, a été mordu par un chien appartenant à un usager, le 22 août 2016, alors qu'il effectuait la collecte des ordures ménagères à l'impasse Malou dans le 12^{ème} arrondissement de Marseille;
- Qu'à ce titre, il a demandé, par courrier du 7 septembre 2016, l'octroi de la protection fonctionnelle ;

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur Frédéric Capotosto.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Article 2 :

Les frais, débours, et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'intéressé.

Fait à Marseille le, 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/235/D

Octroi de la Protection Fonctionnelle à Monsieur Jordan Dahan

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 20 de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et son décret d'application n°2017-097 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Jordan Dahan, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, affecté à la Direction de la Propreté urbaine, en qualité de cantonnier, a été victime d'une agression physique par un individu, le 12 juillet 2016, alors qu'il était en service sur le boulevard de la Corderie dans le 7^{ème} arrondissement de Marseille ;
- Qu'à ce titre, il a demandé, par courrier du 29 août 2016, l'octroi de la protection fonctionnelle ;

DECIDE

Article 1 :

La protection fonctionnelle est octroyée à Monsieur Jordan Dahan.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Article 2 :

Les frais, débours, et honoraires d'avocats pour la durée des procédures susceptibles d'être engagées seront pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Abrogation de la décision n° 17/117/D du 24 avril 2017 relative à la conclusion d'une convention avec l'organisme CIPAC (Fédération des professionnels de l'art contemporain) pour l'action de formation intitulée «Mettre en place une communication globale : enjeux et fondamentaux».

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/117/D du 24 avril 2017 approuvant la convention de formation avec l'organisme CIPAC pour l'action de formation intitulée «Mettre en place une communication globale : enjeux et fondamentaux» ;

CONSIDÉRANT

- Que la formation prévue les 15 et 16 mai 2017 a été annulée par l'organisme de formation en raison d'un nombre insuffisant de participants ;

DECIDE

Article 1 :

Est abrogée la décision n° 17/117/D du 24 avril 2017 relative à la conclusion d'une convention avec l'organisme CIPAC (Fédération des professionnels de l'art contemporain) pour l'action de formation intitulée «Mettre en place une communication globale : enjeux et fondamentaux».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/237/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Leonardi Catsicalis pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Rafik Bounif.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 157/13 du 19 février 2013 approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1004) conclu avec le Cabinet Leonardi Catsicalis ;
- L'avenant n° 1 portant renouvellement du marché précité et notifié le 24 mars 2017 ;
- La plainte déposée avec constitution de partie civile le 14 décembre 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'encontre de Monsieur Rafik Bounif pour vol aggravé de carburant ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Correctionnel de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Leonardi Catsicalis, 15, Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Leonardi Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier, sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

—
Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/238/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-Marc Belhassen.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 161/13 du 19 février 2013 du SAN Ouest Provence approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats Vedesi ;
- L'avenant n° 1 portant renouvellement du marché précité et notifié le 16 mars 2017 ;
- La requête présentée par Monsieur Jean-Marc Belhassen déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (n° 1600263-7) demandant l'indemnisation du préjudice subi à la suite de l'accident de service survenu le 1^{er} juin 2012.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1600263-7 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017



Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/239/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'affaire qui l'oppose à Monsieur Sofian Boudechicha relative à la suspension de ses fonctions.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 161/13 du 19 février 2013 du SAN Ouest Provence approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n°12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats Vedesi ;
- L'avenant n° 1 portant renouvellement du marché précité et notifié le 16 mars 2017 ;
- La requête présentée par Monsieur Sofian Boudechicha déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (n° 1601488-7) demandant l'annulation de l'arrêté du 4 septembre 2015 pris par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile relatif à la suspension de ses fonctions.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1601488-7 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/240/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'affaire qui l'oppose à Monsieur Sofian Boudechicha relative au refus de sa titularisation.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 161/13 du 19 février 2013 du SAN Ouest Provence approuvant le marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1001) conclu avec la SCP d'avocats Vedesi ;
- L'avenant n° 1 portant renouvellement du marché précité et notifié le 16 mars 2017 ;
- La requête présentée par Monsieur Sofian Boudechicha déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (n° 1510374-7) demandant l'annulation de l'arrêté du 19 octobre 2015 relatif au refus de sa titularisation.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1510374-7 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d' Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Nicolay Lanouvelle Hannotin pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société CITTA dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre pour la requalification de l'avenue du Docteur Michelangeli à Roquefort-la-Bedoule.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé présentée par la SARL Citta déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (n° 1702162-3) demandant l'annulation de la décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 mars 2017 dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre pour la requalification de l'avenue du Docteur Michelangeli à Roquefort-la-Bedoule ;
- L'ordonnance n° 1702162 rendue par le juge des référés du Tribunal Administratif de Marseille du 26 avril 2017 ;
- La requête n° 410496 déposée par la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Conseil d'Etat contre l'ordonnance sus-visée.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Conseil d'Etat dans le dossier n° 410496 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Nicolay Lanouvelle Hannotin, Cabinet d'avocats, 11 rue de Phalsbourg – 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Nicolay Lanouvelle Hannotin, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Gilbert Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Stéphane Ravier.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête déposée par Monsieur Stéphane Ravier devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille (n° 17MA01456) demandant l'annulation de l'ordonnance n° 1509231 du 7 mars 2017.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans le dossier n°17MA01456 et d'être représenté dans cette affaire par Maître Gilbert Sindres, Cabinet Sindres, 40 rue Edouard Delanglade – 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Gilbert Sindres, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/243/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Parme pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société EveRé.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête présentée par la Société EveRé devant le Tribunal Administratif de Marseille (n° 1700524-3) demandant l'annulation du titre n° 017279 d'un montant de 945 063,06 €, émis le 15 décembre 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du coût de la grève survenue en juin 2016 sur l'incinérateur de Fos-sur-Mer.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1700524-3 et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Parme – 12 Bd de Courcelles – 75017 Paris.

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Juin 2017

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Parme, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/244/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Nicolay Lanouvelle Hannotin pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Citta dans le cadre du marché de maîtrise d'oeuvre pour la requalification de la ceinture et du centre ancien de Marignane.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête présentée par la SARL Citta déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille (n° 1702150-3) demandant l'annulation de la décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 23 mars 2017 dans le cadre du marché de maîtrise d'oeuvre pour la requalification de la ceinture et du centre ancien de Marignane ;
- La requête n° 410497 déposée par la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Conseil d'Etat contre l'ordonnance sus-visée.
- L'ordonnance n° 1702150 rendue par le juge des référés du Tribunal Administratif de Marseille du 26 avril 2017 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Conseil d'Etat dans le dossier n° 410497 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Nicolay Lanouvelle Hannotin, Cabinet d'avocats, 11 rue de Phalsbourg – 75017 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Nicolay Lanouvelle Hannotin, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/245/D

Avenant n°2 - Immeuble Astrolabe à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 001-1421/15/BC du 20 novembre 2015 autorisant la signature d'un bail 15/1808 pour les locaux sis 79 Bd de Dunkerque – 13002 Marseille.
- La décision 16/262/D du 2 novembre 2016 autorisant la signature de l'avenant n°1

PREAMBULE

Dans le cadre de la relocalisation des services de la Régie des Transports Marseillais, la Métropole Aix-Marseille Provence a pris à bail des locaux situés Immeuble Astrolabe – 79 Boulevard de Dunkerque – 13002 Marseille le 10 décembre 2015.
Par avenant n°1, la surface a été ajustée à 4769,7 m².

L'article XVI du bail initial précise que « Le Bailleur consent à titre commercial au Preneur une franchise de 1 270 357 euros hors taxes hors charges, représentant douze mois de loyer de base » sous réserve de l'ajustement convenu ci-dessous.

Cette franchise a été arrêtée en postulant que le coût des travaux d'aménagement nécessaires à l'entrée dans les lieux du Preneur et prévus dans le programme du Bailleur identifiés dans le descriptif joint en annexe 4 au bail initial, serait égale à 1 534 016 euros hors taxes.

Les travaux effectivement réalisés par le bailleur dans le cadre du bail initial en accord avec le Preneur, se portent au montant définitif de 1.751.908,25 euros hors taxes.

Les Parties ont convenu d'ajuster le montant de la franchise concédée à un montant de 1 052 464,75 euros hors taxes.

Il s'agit donc de réajuster le montant de la franchise, par la signature d'un avenant n°2.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un avenant numéro 2 au bail initial compte tenu de ce qui précède.

DECIDE

Article 1 :

Est signé l'avenant n°2 au bail initial afin de modifier le montant de la franchise à 1 052 464,75 € HT.

Article 2 :

La durée de la franchise est réduite. La date de fin de franchise est fixée au 28 février 2017, soit un paiement des loyers à compter du 1 mars 2017.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget transport, sous-politique A 130, natures 614, 6226, 6168.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Juin 2017

Avenant n°2 Immeuble Calypso - 13002 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FCT008-1513/15/BC du 21 décembre 2015 autorisant la signature d'un bail d'une durée de 9 ans fermes à compter du pour des locaux sis 48 Quai du Lazaret – 13002 Marseille.
- La décision 16/216/D du 19 octobre 2016 autorisant la signature de l'avenant n°1.

PREAMBULE

Dans le cadre de la relocalisation des services de la Régie des Transports Marseillais, la Métropole Aix-Marseille Provence a pris à bail des locaux situés Immeuble Le Calypso – 48 Quai du Lazaret – 13002 Marseille le 23 décembre 2015.

Par avenant n°1, la surface a été ajustée à 1419,4 m².

L'article XVI du bail initial précise que « Le Bailleur consent à titre commercial au Preneur une franchise d'un montant de 374 180 euros hors taxes hors charges, représentant douze mois de loyer de base sous réserve de l'ajustement convenu ci-dessous.

Cette franchise a été arrêtée en postulant que le coût des travaux d'aménagement nécessaires à l'entrée dans les lieux du Preneur et prévus dans le programme du Bailleur identifiés dans le descriptif joint en Annexe 3 au Bail Initial, serait égale à un montant de 451 840 euros hors taxes.

Les travaux effectivement réalisés par le Bailleur en accord avec le Preneur, se portent au montant définitif de 531 753,86 euros hors taxes.

Il s'agit donc de réajuster le montant de la franchise, par la signature d'un avenant n°2.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un avenant numéro 2 au bail n°15/1858 du 23 décembre 2015 compte tenu de ce qui précède.

DECIDE

Article 1 :

Est signé l'avenant n°2 au bail n° 15/1858 du 23 décembre 2015 afin de modifier le montant de la franchise à 294 266,14 € HT.

Article 2 :

La durée de la franchise est réduite. La date de fin de franchise est fixée au 14 mars 2017, soit un paiement des loyers à compter du 15 mars 2017.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget transport, sous-politique A 130, natures 614, 6226, 6168.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Convention Occupation Précaire Palais du Pharo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Dans le cadre de l'accueil des saisonniers, les 1^{er} juin et 1^{er} septembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la Ville de Marseille pour la location de la Salle Saint Jean au Palais du Pharo. Il y a donc lieu de signer deux conventions d'occupation précaire avec la VDM dans les conditions suivantes :

- **Désignation** : Salle Saint Jean située au Palais du Pharo - 13007 Marseille pour une capacité de 80 personnes.
- **Durée** : les journées du 1^{er} juin et 1^{er} septembre 2017
- **Montant de la location** : 860,00 € HT soit 1032 € TTC par journée, y compris les prestations techniques, de sécurité incendie et de nettoyage.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer deux conventions d'occupation précaire avec la Ville de Marseille pour la location de la salle Saint Jean au Palais du Pharo.

DECIDE

Article 1 :

Sont signés deux conventions d'occupation précaire, pour les journées des 1^{er} juin et 1^{er} septembre 2017, avec la Ville de Marseille pour la location de la salle Saint Jean au Palais du Pharo, aux conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille-Provence – Sous politique A 130 - Natures 614, 6132 – Chapitre 011 – Fonction 020.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 7 Juin 2017



Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/248/D

Convention d'occupation précaire Les Pielettes à Gignac la Nerthe

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire du terrain sis Les Pielettes – 13 043 Gignac la Nerthe, cadastré 043 AP numéro 398 d'une surface de 184 m². Dans le cadre d'un projet de lotissement, la société Evexus Promotion débute une opération immobilière à compter du 1^{er} Janvier 2018, sur la parcelle mitoyenne, cadastrée 043 AP numéro 514.

Elle a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour passer en souterrain de la parcelle AP398 afin de raccorder le futur lotissement aux différents réseaux présents sur l'impasse Laurens.

Cette occupation est autorisée dans l'attente d'une régularisation par la constitution d'une servitude de tréfonds.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de son projet de lotissement, Evexus Promotion souhaite occuper la parcelle AP0398, située Les Pielettes – 13 043 Gignac La Nerthe.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Juin 2017

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise cette occupation pour une durée de 6 mois à compter du 1^{er} janvier 2018.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire avec Evexus Promotion, pour une durée de 6 mois à compter du 1^{er} Janvier 2018 et ce jusqu'au 30 juin 2018, avec possibilité de reconduction de façon expresse pour la même durée.

La convention devra être suivie d'un acte notarié permettant d'établir une servitude de passage au profit du fonds dominant cadastré AP 514.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gratuit.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/249/D

Décision modificative de la création de sous régie de recettes N°16/348/D

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 6 de l'arrêté constitutif de la régie créant des sous-régies de recettes auprès du service des déplacements, transports et infrastructures du Territoire du Pays d'Aix,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 mai 2017 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

Dit que l'article n° 8 de la décision n°16/348/D est modifié comme suit :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 400 000 € dont 40 000 € de numéraires.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/250/D

Décision Modification de la creation de sous régie de recettes N°16/349/D

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 n° HN 010-012/16/CM autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'article 6 de l'arrêté constitutif de la régie créant des sous-régies de recettes auprès du service des déplacements, transports et infrastructures du Territoire du Pays d'Aix,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 mai 2017 ;

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juin 2017

DECIDE

Article 1 :

Dit que l'article n° 2 de la décision n°16/349/D est modifié comme suit :

Deux nouvelles sous-régies sont installées dans les locaux de :

- Tabac de l'Hôtel de Ville Bouc Bel Air
- Mag Presse Coudoux

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/251/D

Mise en demeure d'acquérir. Acquisition d'un terrain et bâti cadastré 844 P 0063 pour une superficie cadastrale de 67 m² et 75 m² pour le bâti sis 2 boulevard Barral Prolongé à Marseille 8^{ème} arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 2301-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président pour les missions foncières ;
- Les lettres de notification de proposition de prix aux propriétaires.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier du 20 juin 2016, Mesdames Alibert, Trouillet et Mademoiselle Lefevre ont mis en demeure la Métropole Aix-Marseille-Provence d'acquérir un terrain et un bâti cadastré 844 P 0063 d'une superficie de 67 m² et 75 m² sis 2 boulevard Barral Prolongé à Marseille 8^{ème} arrondissement ;
- Que l'acquisition de ce bien permettra l'élargissement de l'avenue de Mazargues à 16 mètres. De plus, ce carrefour est chargé en trafic et les espaces piétons insuffisants.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Juin 2017

Le bâti sur cette parcelle masque la visibilité. Aussi, son acquisition permettra de démolir la maison et de requalifier l'intersection.

DECIDE

Article 1 :

Décide d'acquérir un terrain et bâti cadastré 844 P 0063 d'une superficie de 67 m² et 75 m² pour le bâti pour un montant de 252 700 euros se décomposant en une indemnité principale de 222 000 euros, une indemnité de remploi de 23 200 euros ainsi qu'une indemnité de perte de loyer (panneau publicitaire) de 7 500 euros, sis 2 boulevard Barral Prolongé à Marseille 13^{ème} arrondissement suite à la mise en demeure d'acquérir adressée par Mesdames Alibert, Trouillet et Mademoiselle Lefevre.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 juin 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/252/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'une parcelle de terrain appartenant à Monsieur et Madame Belloeuvre - 7 avenue de la Plaine à Carry-le-Rouet

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant les délégations des missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La convention d'occupation temporaire préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar sur la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité l'autorisation de Monsieur et Madame Belloeuvre pour la mise à disposition d'une emprise d'environ 3 m² à détacher de la parcelle AH 27 située avenue 7 avenue de la Plaine.

Reçu au Contrôle de légalité le 20 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar à Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin qu'une emprise de terrain d'environ 3 m² appartenant à Monsieur et Madame Belloeuve lui soit mise à disposition préalablement au transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin une convention d'occupation temporaire préalable au transfert de propriété doit être conclue entre Monsieur et Madame Belloeuve propriétaires de la parcelle de terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec Monsieur et Madame Belloeuve une convention d'occupation temporaire au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence préalable au transfert de propriété d'une emprise foncière d'environ 3 m² à détacher de la parcelle AH 27 située 7 avenue de la Plaine à Carry-le-Rouet.

Cette convention est conclue à titre gracieux ; sa réalisation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique de transfert de propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/253/D

Convention de participation ZAC de la Cité de la Méditerranée 6 rue Désirée Clary avec la Fondation Hôpital Ambroise Paré

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 30 décembre 2005 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Cité de la Méditerranée.
- Les délibérations du 5 octobre 2006 et du 14 décembre 2007 du conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Cité de la Méditerranée.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC Cité de la Méditerranée s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;
- Que L'EPAEM est chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Juin 2017

- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 30 décembre 2005, d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la Fondation Hôpital Ambroise Paré, propriétaire d'un établissement de service public situé à Marseille (3ème arrondissement) 6 rue Désirée Clary, a déposé une demande de permis de construire n° PC 013055 16 01016 le 27 décembre 2016 en vue de réaménager une partie du service d'imagerie médicale de l'Hôpital Européen au niveau du rez-de-chaussée et de créer une surface de plancher de 85 m2 dans le patio 8 au même niveau ;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la ZAC de la Cité de la Méditerranée et est compris dans la zone UzciAphH du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- Que le terrain situé à Marseille (3ème arrondissement) 6 rue Désirée Clary, cadastré 814 E 3/13 d'une superficie de 18 880 m² environ n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC d'un montant de 4250 € HT ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Commerces de la République conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondants à la participation sont financés et réalisés par l'EPAEM ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la Société Commerces de la République aux coûts des équipements publics de la ZAC Cité de la Méditerranée d'un montant de 4250 € HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention.

Article 3 :

La participation constructeur sera versée directement à l'EPAEM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC Cité de la Méditerranée.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/255/D

Mission Elu : Monsieur MAILLIÉ Richard - du 19 au 24 juin 2017 - Congrès Métropolis 2017 à Montréal.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative au remboursement des frais de mission des élus métropolitains et des membres du Bureau

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Richard Maillié est Vice-Président délégué aux Relations Internationales et Européennes de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Maillié se rendra à Montréal du 19 au 24 juin pour me représenter au XII^e congrès mondial de Métropolis.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN
Reçu au Contrôle de légalité le 16 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/256/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet d'avocats Leonardi-Catsicalis pour représenter les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence et engager un recours à l'encontre de la société Beterem Ingenierie

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix- Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 157/13 du 21 février 2013 autorisant le Président à signer un marché de conseil juridique et représentation en justice (n° 12SC1004) avec le Cabinet Leonardi-Catsicalis ;
- L'avenant n° 1 au marché de conseil juridique et représentation en justice n°12SC1004 avec le Cabinet Leonardi-Catsicalis, notifié le 24 mars 2017 ;
- Le rapport d'expertise judiciaire de Monsieur Michel Cenciarini-Barral, du 17 février 2017, dans le cadre de la procédure en référé engagée par la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille ;

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'engager un recours à l'encontre notamment de la société Beterem Ingenierie qui a réalisé les travaux litigieux du centre nautique Jean Moulin, à Istres ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice et d'être représenté dans cette procédure par le Cabinet d'avocats Leonardi-Catsicalis, 15 avenue Victor Hugo, 13 100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Leonardi-Catsicalis pour représenter les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 024, nature 024.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/257/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet Léonardi-Catsicalis pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux consorts Toscano

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 230.1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les deux courriers de mise en demeure d'acquiescer deux parcelles cadastrées 889/388 et 889/406 d'une contenance respective de 245 m² et 482 m² adressés par le mandataire des consorts Toscano à la Métropole Aix-Marseille-Provence le 7 mars 2016 ;
- Les courriers de proposition d'acquisition du 7 mars 2017 adressés par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux consorts Toscano ;
- Les courriers du 27 mars 2017 des consorts Toscano refusant la proposition de prix faite par la collectivité pour l'acquisition des terrains concernés par les mises en demeure ;

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- Qu'il est nécessaire de saisir le juge de l'expropriation afin qu'il procède au transfert de propriété des parcelles 889/388 et 889/406 sis 237 chemin de château Gombert dans le 13ème arrondissement de Marseille au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence et qu'il en fixe les indemnités correspondantes ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la juridiction de l'expropriation des Bouches-du-Rhône et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Léonardi-Catsicalis, 15 Avenue Victor Hugo, 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi-Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/258/D

Avenant n° 6 de prorogation du mandat d'études de la ZAC des Portes de la Mer à Fos-sur-Mer

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 42/09 du 18 février 2009 par laquelle Ouest Provence a approuvé un mandat d'études avec l'Épad portant sur le suivi des études pour la dépollution des terrains de l'ancienne cartonnerie de Fos-sur-Mer et la poursuite de l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer, notifié le 25/03/2009 ;
- La décision n° 542/10 du 28 septembre 2010 de Ouest Provence approuvant l'avenant n°1 pour augmenter le montant du coût estimatif des études afin de permettre la réalisation de logements sur les secteurs non pollués de la ZAC ;
- Les décisions n° 272/12 du 12/04/12, n° 226/14 du 05/03/2014, n° 148/15 du 06/02/2015 de Ouest Provence et n° 16/204/D du 23/09/2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvant les avenants successifs n° 2, 3, 4 et 5 pour proroger les délais de validité du mandat d'études afin de compléter les études urbaines et de dépollution, de permettre une concertation adéquate avec l'Etat, les Collectivités et la population, d'arrêter une orientation d'aménagement compatible avec la nature du site et de finaliser le rendu de la mission mais également de permettre à l'EPAD de poursuivre les études et travaux nécessaires et prévus dans le mandat d'études initial ;

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- Que l'ensemble des études produites par l'EPAD doit permettre de disposer des éléments et des conditions de faisabilités techniques, administratives et financières du projet d'aménagement ;
- Qu'elles doivent permettre, en outre, l'élaboration du dossier de réalisation modificatif de la ZAC ;
- Qu'au vu de ces éléments, il reviendra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'opportunité de l'opération, d'en arrêter précisément le programme et d'en préciser les modalités de réalisation éventuelle, en liaison avec la commune ;
- Qu'à ce jour, un ensemble de travaux et d'études visés à l'article 2 du mandat d'études reste à réaliser ou finaliser ;
- Que dans ce contexte, il convient en conséquence, de conclure un nouvel avenant afin de proroger de 12 mois supplémentaires les délais d'exécution du mandat d'études préalables, pour permettre d'arrêter le projet de la ZAC, ce qui porte à 114 mois la durée totale du mandat ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 6, ci-annexé, au mandat d'études préalables pour la dépollution des terrains de la cartonnerie et la poursuite de l'aménagement de la ZAC des Portes de la Mer dont l'objet est la prolongation de 12 mois de sa durée de validité.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Juin 2017

Le Président
Maire de Marseille
Ancien Ministre
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/259/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à l'Etablissement Public Foncier pour l'acquisition d'un bien situé à La Ciotat appartenant aux consorts Gassini.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 article 5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° EPPS 006-485/13/CC du 28 juin 2013 approuvant les conditions de délégation à l'Etablissement Public Foncier du Droit de Préemption Urbain sur le territoire communautaire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 073-203/16/CM du 28 avril 2016 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la ville de La Ciotat ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Ciotat le 27 avril 2017 enregistrée sous le numéro DA 13028 17 0196 portant aliénation d'un lot de copropriété appartenant aux consorts Gazzini, dépendant de l'immeuble sis 1B rue des frères Romana à La Ciotat cadastré Section AD n° 216.

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Juin 2017

CONSIDÉRANT

- Que cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le centre ancien de La Ciotat et permettra de répondre aux objectifs de revitalisation du cœur de ville par le renforcement de l'attractivité du centre ancien en matière d'habitat, d'activités commerciales, économiques et de vie sociale.

DECIDE

Article 1 :

Le Droit de Préemption Urbain Renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier PACA pour l'acquisition d'un lot de copropriété d'une superficie de 30,27 m² dépendant de l'immeuble situé 1 B rue des frères Romana à La Ciotat cadastré Section AD n° 216 appartenant aux consorts Gazzinil.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 juin 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN